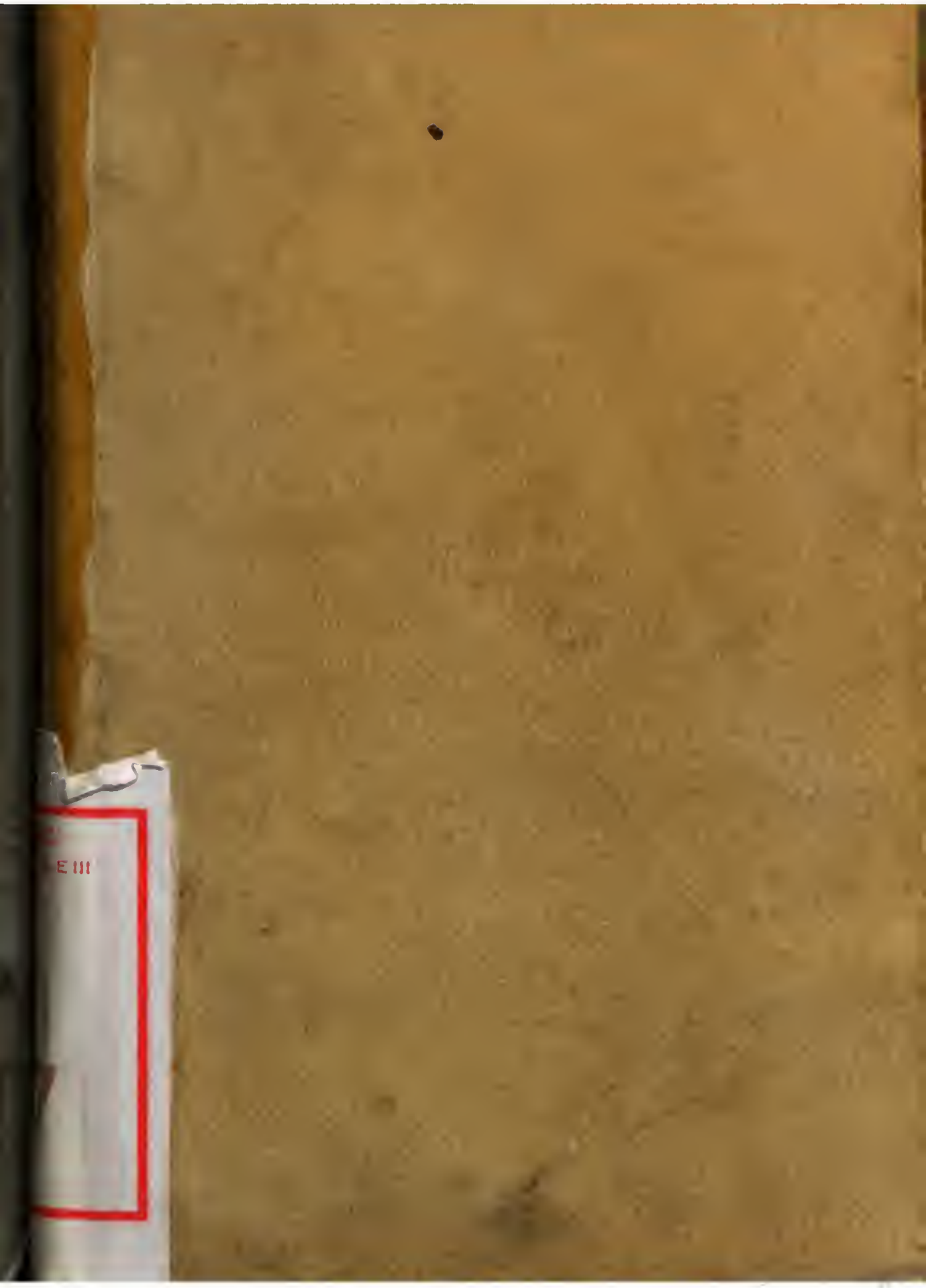
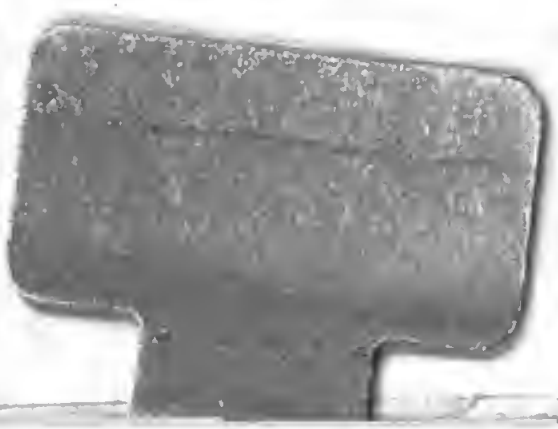


BIBLIOTECA NAZ.E
142
E
47
NAPOLI

BIBL. NAZ.
VITT. EM. ELE III
142
E
47
NAPOLI



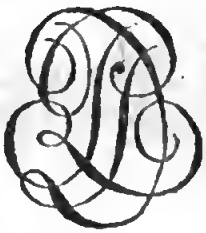
SIECLES
DE LOUIS XIV,
ET
DE LOUIS XV.

TOME SECOND.

SIECLES
DE LOUIS XIV,
ET
DE LOUIS XV,
PAR VOLTAIRE.

TOME SECOND.

ÉDITION STÉRÉOTYPE,
D'après le procédé de FIRMIN DIDOT.



A PARIS,
DE L'IMPRIMERIE ET DE LA FONDERIE STÉRÉOTYPES
DE PIERRE DIDOT L'AÎNÉ, ET DE FIRMIN DIDOT.
AN XI. (1803.)

Digitized by Google

SIECLE
DE LOUIS XIV.

CHAPITRE XVII.

Traité avec la Savoie. Mariage du duc de Bourgogne. Paix de Rysvick. Etat de la France et de l'Europe. Mort et testament de Charles II, roi d'Espagne.

La France conservait encore sa supériorité sur tous ses ennemis. Elle en avait accablé quelques uns, comme la Savoie et le Palatinat; elle faisait la guerre sur les frontieres des autres. C'était un corps puissant et robuste, fatigué d'une longue résistance, et épuisé par ses victoires; un coup porté à propos l'eût fait chanceler. Quiconque a plusieurs ennemis à la fois, ne peut avoir, à la longue, de salut que dans leur division ou dans la paix. Louis XIV obtint bientôt l'une et l'autre.

Victor-Amédée, duc de Savoie, était celui de tous les princes qui prenait le plutôt son parti, quand il s'agissait de rompre ses engagements pour ses intérêts. Ce fut à lui que la cour de France s'adressa. Le comte de Tessé, depuis maréchal-de-France, homme habile et aimable, d'un génie fait pour plaire, qui est le premier talent des négociateurs, agit d'abord sourdement à Turin. Le maréchal de Catinat, aussi propre à faire la paix que la guerre, acheva la négociation. Il n'était pas besoin de deux

hommes habiles pour déterminer le duc de Savoie à recevoir ses avantages. On lui rendait son pays ; on lui donnait de l'argent ; on proposait le mariage de sa fille avec le jeune duc de Bourgogne, fils de Monseigneur, héritier de la couronne de France. On fut bientôt d'accord : le duc et Catinat conclurent le traité à Notre-Dame de Lorette, où ils allerent, sous prétexte d'un pélerinage de dévotion, qui ne fit prendre le change à personne. Le pape (c'était alors Innocent XIII) entrait ardemment dans cette négociation. Son but était de délivrer à la fois l'Italie, et des invasions des Français, et des taxes continuelles que l'empereur exigeait pour payer ses armées. On voulait que les Impériaux laissassent l'Italie neutre : le duc de Savoie s'engageait par le traité à obtenir cette neutralité. L'empereur répondit d'abord par des refus ; car la cour de Vienne ne se déterminait guere qu'à l'extrémité. Alors le duc de Savoie joignit ses troupes à l'armée française. Ce prince devint en moins d'un mois, de généralissime de l'empereur, généralissime de Louis XIV. On amena sa fille en France, pour épouser à onze ans le duc de Bourgogne qui en avait treize. Après la défection du duc de Savoie, il arriva, comme à la paix de Nimegue, que chacun des alliés prit le parti de traiter. L'empereur accepta d'abord la neutralité d'Italie : les Hollandais proposerent le château de Rysvick, près de la Haye, pour les conférences d'une paix générale. Quatre armées que le roi avait sur pied servirent à hâter les conclusions ; quatre-vingt mille hommes étaient en Flandre sous Villeroi ; le maréchal de Choiseul en avait quarante

mille sur les bords du Rhin; Catinat en avait encore autant en Piémont; le duc de Vendôme, parvenu enfin au généralat après avoir passé par tous les degrés depuis celui de garde du roi, comme un soldat de fortune, commandait en Catalogne, où il gagna un combat, et où il prit Barcelone. Ces nouveaux efforts et ces nouveaux succès furent la médiation la plus efficace. La cour de Rome offrit encore son arbitrage, et fut refusée comme à Nimegue: le roi de Suede, Charles XI, fut le médiateur. Enfin la paix se fit, non plus avec cette hauteur et ces conditions avantageuses qui avaient signalé la grandeur de Louis XIV, mais avec une facilité et un relâchement de ses droits qui étonnerent également les Français et les alliés. On a cru long-temps que cette paix avait été préparée par la plus profonde politique.

On prétendait que le grand projet du roi de France était et devait être de ne pas laisser tomber toute la succession de la vaste monarchie espagnole dans l'autre branche de la maison d'Antriche. Il espérait, disait-on, que la maison de Bourbon en arracherait au moins quelque démembrement, et que peut-être un jour elle l'aurait tout entiere. Les renonciations authentiques de la femme et de la mere de Louis XIV ne paraissaient que de vaines signatures que des conjonctures nouvelles devaient anéantir. Dans ce dessein, qui agrandissait ou la France ou la maison de Bourbon, il était nécessaire de montrer quelque modération à l'Europe, pour ne pas effaroucher tant de puissances toujours soupçonneuses. La paix donnait le temps de se

faire de nouveaux alliés, de rétablir les finances, de gagner ceux dont on aurait besoin, et de laisser former dans l'état de nouvelles milices. Il fallait céder quelque chose, dans l'espérance d'obtenir beaucoup plus.

On pensa que c'étaient là les motifs secrets de cette paix de Rysvick, qui en effet procura par l'évènement le trône d'Espagne au petit-fils de Louis XIV. Cette idée si vraisemblable n'est pas vraie; ni Louis XIV ni son conseil n'eurent ces vues, qui semblaient devoir se présenter à eux. C'est un grand exemple de cet enchaînement des révolutions de ce monde, qui entraînent les hommes par lesquels elles semblent conduites. L'intérêt visible de posséder bientôt l'Espagne, ou une partie de cette monarchie, n'influa en rien dans la paix de Rysvick: le marquis de Torci en fait l'aveu dans ses mémoires manuscrits. On fit la paix par lassitude de la guerre; et cette guerre avait été presque sans objet; du moins elle n'avait été, du côté des alliés, que le dessein vague d'abaisser la grandeur de Louis XIV, et dans ce monarque que la suite de cette même grandeur qui n'avait pas voulu plier. Le roi Guillaume avait entraîné dans sa cause l'empereur, l'empire, l'Espagne, les Provinces-Unies, la Savoie. Louis XIV s'était vu trop engagé pour reculer. La plus belle partie de l'Europe avait été ravagée, parceque le roi de France avait usé avec trop de hauteur de ses avantages après la paix de Nimegue: c'était contre sa personne qu'on s'était ligué, plutôt que contre la France. Le roi croyait avoir mis en sûreté la gloire

que donnent les armes; il voulut avoir celle de la modération: et l'épuisement qni se faisait sentir dans les finances ne lui rendit pas cette modération difficile.

Les affaires politiques se traitaient dans le conseil; les résolutions s'y prenaient: le marquis de Torci, encore jeune, n'était chargé que de l'exécution. Tout le conseil voulait la paix: le duc de Beauvilliers, sur-tout, y représentait avec force la misere des peuples; madame de Maintenon en était touchée; le roi n'y était pas insensible. Cette misere faisait d'autant plus d'impression, qu'on tombait de cet état florissant où le ministre Colbert avait mis le royaume. Les grands établissements en tout genre avaient prodigieusement coûté; et l'économie ne réparait pas le dérangement de ces dépenses forcées. Ce mal intérieur étonnait, parcequ'on ne l'avait jamais senti depuis que Louis XIV gouvernait par lui-même. Voilà les causes de la paix de Rysvick: des sentiments vertueux y influerent certainement. Ceux qui pensent que les rois et leurs ministres sacrifient sans cesse et sans mesure à l'ambition, ne se trompent pas moins que celui qui penserait qu'ils sacrifient toujours au bonheur du monde.

Le roi rendit donc à la branche autrichienne d'Espagne tout ce qu'il lui avait pris vers les Pyrénées, et ce qu'il venait de lui prendre en Flandre dans cette derniere guerre, Luxembourg, Mons, Ath, Courtrai; il reconnut ponr roi légitime d'Angleterre le roi Guillaume, traité jusqu'alors de prince d'Orange, d'usurpateur, et de tyran: il

promit de ne donner aucun secours à ses ennemis. Le roi Jacques, dont le nom fut omis dans le traité, resta dans Saint-Germain avec le nom inutile de roi, et des pensions de Louis XIV: il ne fit plus que des manifestes, sacrifié par son protecteur à la nécessité, et déja oublié de l'Europe.

Les jugements rendus par les chambres de Brisach et de Metz contre tant de souverains, et les réunions faites à l'Alsace, monuments d'une puissance et d'une fierté dangereuses, furent abolis; et les bailliages juridiquement saisis furent rendus à leurs maîtres légitimes.

Outre ces désistements, on restitua à l'empire Fribourg, Brisach, Kehl, Philipsbourg; on se soumit à raser les forteresses de Strasbourg sur le Rhin, le Fort-Louis, Trarbac, le Mont-Royal, ouvrages où Vauban avait épuisé son art, et le roi ses finances. On fut surpris en Europe, et mécontent en France, que Louis XIV eût fait la paix comme s'il eût été vaincu. Harlai, Créci, et Callieres, qui avaient signé cette paix, n'osaient se montrer ni à la cour, ni à la ville; on les accablait de reproches et de ridicules, comme s'ils avaient fait un seul pas qui n'eût été ordonné par le ministere. La cour de Louis XIV leur reprochait d'avoir trahi l'honneur de la France; et depuis on les loua d'avoir préparé par ce traité la succession à la monarchie espagnole: mais ils ne mériterent ni les critiques ni les louanges.

Ce fut enfin par cette paix que la France rendit la Lorraine à la maison qui la possédait depuis sept cents années. Le duc Charles V, appui de l'empire

et vainqueur des Turcs, était mort; son fils Léopold prit, à la paix de Rysvick, possession de sa souveraineté, dépouillé à la vérité de ses droits réels; car il n'était pas permis au duc d'avoir des remparts à sa capitale: mais on ne put lui ôter un droit plus beau, celui de faire du bien à ses sujets; droit dont jamais aucun prince n'a si bien usé que lui.

Il est à souhaiter que la derniere postérité apprenne qu'un des moins grands souverains de l'Europe a été celui qui a fait le plus de bien à son peuple. Il trouva la Lorraine désolée et déserte: il la repeupla, il l'enrichit. Il l'a conservée toujours en paix, pendant que le reste de l'Europe a été ravagé par la guerre. Il a eu la prudence d'être toujours bien avec la France, et d'être aimé dans l'empire; tenant heureusement ce juste milieu qu'un prince sans pouvoir n'a presque jamais pu garder entre deux grandes puissances. Il a procuré à ses peuples l'abondance qu'ils ne connaissaient plus. Sa noblesse, réduite à la derniere misere, a été mise dans l'opulence par ses seuls bienfaits. Voyait-il la maison d'un gentilhomme en ruine, il la faisait rebâtir à ses dépens: il payait leurs dettes; il mariait leurs filles: il prodiguait des présents avec cet art de donner qui est encore au-dessus des bienfaits; il mettait dans ses dons la magnificence d'un prince et la politesse d'un ami. Les arts, en honneur dans sa petite province, produisaient une circulation nouvelle qui fait la richesse des états. Sa cour était formée sur celle de France: on ne croyait presque pas avoir changé de lieu, quand on passait de Versailles à Lunéville. A l'exemple de Louis XIV, il

faisait fleurir les belles-lettres. Il a établi dans Lunéville une espece d'université sans pédantisme, où la jeune noblesse d'Allemagne venait se former. On y apprenait de véritables sciences dans des écoles où la physique était démontrée aux yeux par des machines admirables. Il a cherché les talents jusque dans les boutiques et dans les forêts, pour les mettre au jour et les encourager. Enfin, pendant tout son regne, il ne s'est occupé que du soin de procurer à sa nation de la tranquillité, des richesses, des connaissances, et des plaisirs. « Je « quitterais demain ma souveraineté, disait-il, si « je ne pouvais faire du bien ». Aussi a-t-il goûté le bonheur d'être aimé; et j'ai vu, long-temps après sa mort, ses sujets verser des larmes en prononçant son nom. Il a laissé en mourant son exemple à suivre aux plus grands rois, et il n'a pas peu servi à préparer à son fils le chemin du trône de l'empire.

Dans le temps que Louis XIV ménageait la paix de Rysvick, qui devait lui valoir la succession d'Espagne, la couronne de Pologne vint à vaquer. C'était la seule couronne royale au monde qui fût alors élective: citoyens et étrangers y peuvent prétendre; il faut, pour y parvenir, ou un mérite assez éclatant et assez soutenu par les intrigues pour entraîner les suffrages, comme il était arrivé à Jean Sobieski, dernier roi; ou bien des trésors assez grands pour acheter ce royaume, qui est presque toujours à l'enchere.

L'abbé de Polignac, depuis cardinal, eut d'abord l'habileté de disposer les suffrages en faveur de ce prince de Conti connu par les actions de valeur

qu'il avait faites à Steinkerque et à Nervinde. Il n'avait jamais commandé en chef; il n'entrait point dans les conseils du roi. M. le Duc avait autant de réputation que lui à la guerre; M. de Vendôme en avait davantage: cependant sa renommée effaçait alors les autres noms par le grand art de plaire et de se faire valoir, que jamais on ne posséda mieux que lui. Polignac, qui avait celui de persuader, détermina d'abord les esprits en sa faveur: il balança avec de l'éloquence et des promesses l'argent qu'Auguste, électeur de Saxe, prodiguait. Louis-François, prince de Conti, fut élu roi par le plus grand parti, et proclamé par le primat du royaume. Auguste fut élu deux heures après par un parti beaucoup moins nombreux: mais il était prince souverain et puissant; il avait des troupes prêtes sur les frontieres de Pologne. Le prince de Conti était absent, sans argent, sans troupes, sans pouvoir; il n'avait pour lui que son nom et le cardinal de Polignac. Il fallait, ou que Louis XIV l'empêchât de recevoir l'offre de la couronne, ou qu'il lui donnât de quoi l'emporter sur son rival. Le ministere français passa pour en avoir fait trop, en envoyant le prince de Conti, et trop peu, en ne lui donnant qu'une faible escadre et quelques lettres-de-change avec lesquelles il arriva à la rade de Dantzick. On parut se conduire avec cette politique mitigée qui commence les affaires pour les abandonner. Le prince de Conti ne fut pas seulement reçu à Dantzick; ses lettres-de-change y furent protestées. Les intrigues du pape, celles de l'empereur, l'argent et les troupes de Saxe, assu-

raient déja la couronne à son rival. Il revint avec la gloire d'avoir été élu. La France eut la mortification de faire voir qu'elle n'avait pas assez de force pour faire un roi de Pologne.

Cette disgrace du prince de Conti ne troubla point la paix du nord entre les chrétiens. Le midi de l'Europe fut tranquille bientôt après par la paix de Rysvick. Il ne restait plus de guerre que celle que les Turcs faisaient à l'Allemagne, à la Pologne, à Venise, et à la Russie. Les chrétiens, quoique mal gouvernés, et divisés entre eux, avaient dans cette guerre la supériorité. La bataille de Zanta, où le prince Eugene battit le grand-seigneur en personne, fameuse par la mort d'un grand-visir, de dix-sept bachas et de plus de vingt mille Turcs, abaissa l'orgueil ottoman, et procura la paix de Carlovitz, où les Turcs reçurent la loi. Les Vénitiens eurent la Morée; les Moscovites, Asoph; les Polonais, Kaminieck; l'empereur, la Transilvanie. La chrétienté fut alors tranquille et heureuse; on n'entendait parler de guerre ni en Asie ni en Afrique. Toute la terre était en paix vers les deux dernieres années du dix-septieme siecle; époque d'une trop courte durée.

Les malheurs publics recommencerent bientôt. Le nord fut troublé, dès l'an 1700, par les deux hommes les plus singuliers qui fussent sur la terre: l'un était le czar Pierre Alexiovitz, empereur de Russie; et l'autre, le jeune Charles XII, roi de Suede. Le czar Pierre, supérieur à son siecle et à sa nation, a été, par son génie et par ses travaux, le réformateur, ou plutôt le fondateur de son empire.

Charles XII, plus courageux, mais moins utile à ses sujets, fait pour commander à des soldats et non à des peuples, a été le premier des héros de son temps : mais il est mort avec la réputation d'un roi imprudent. La désolation du nord, dans une guerre de dix-huit années, a dû son origine à la politique ambitieuse du czar, du roi de Danemarck, et du roi de Pologne, qui voulurent profiter de la jeunesse de Charles XII pour lui ravir une partie de ses états. Le roi Charles, à l'âge de seize ans, les vainquit tous trois. Il fut la terreur du nord, et passa déja pour un grand homme, dans un âge où les autres hommes n'ont pas reçu encore toute leur éducation. Il fut neuf ans le roi le plus redoutable qui fût au monde, et neuf autres années le plus malheureux.

Les troubles du midi de l'Europe ont eu une autre origine. Il s'agissait de recueillir les dépouilles du roi d'Espagne, dont la mort s'approchait. Les puissances, qui dévoraient déja en idée cette succession immense, faisaient ce que nous voyons souvent dans la maladie d'un riche vieillard sans enfants. Sa femme, ses parents, des prêtres, des officiers préposés pour recevoir les dernieres volontés des mourants, l'assiégent de tous côtés pour arracher de lui un mot favorable : quelques héritiers consentent à partager ses dépouilles ; d'autres s'apprêtent à les disputer.

Louis XIV et l'empereur Léopold étaient au même degré : tous deux descendaient de Philippe III par les femmes ; mais Louis était fils de l'aînée. Le dauphin avait un plus grand avantage encore sur les enfants de l'empereur, c'est qu'il était petit-fils de

Philippe IV, et les enfants de Léopold n'en descendaient pas: tous les droits de la nature étaient donc dans la maison de France. On n'a qu'à jeter un coup-d'œil sur la table suivante.

PHILIPPE III, roi d'Espagne.

BRANCHE FRANÇAISE.	BRANCHE ALLEMANDE.

PHILIPPE IV.

Anne-Marie, l'aînée, femme de Louis XIII, en 1615.	Marie-Anne, la cadette, épouse de Ferdinand III, empereur, en 1631.

CHARLES II.

Louis XIV épouse, en 1660, Marie-Thérese, fille aînée de Philippe IV.

Monseigneur.

Le duc de Bourgogne.

Le duc d'Anjou, roi d'Espagne.

Le duc de Berri.

Léopold, fils de Ferdinand III et de Marie-Anne, épouse, en 1666, Marguerite-Thérese, fille cadette de Philippe IV, dont il eut

Marie-Antoinette-Josephe, mariée à l'électeur de Baviere Maximilien-Emmanuel, qui eut d'elle

Joseph-Ferdinand-Léopold de Baviere, nommé héritier de toute la monarchie espagnole à l'âge de quatre ans.

Mais la maison de l'empereur comptait pour ses droits, premièrement les renonciations authentiques et ratifiées de Louis XIII et de Louis XIV à la couronne d'Espagne; ensuite le nom d'Autriche; le sang de Maximilien, dont Léopold et Charles II descendaient; l'union presque toujours constante des deux branches autrichiennes; la haine encore plus constante de ces deux branches contre les Bourbons; l'aversion que la nation espagnole avait alors pour la nation française; enfin les ressorts d'une politique en possession de gouverner le conseil d'Espagne.

Rien ne paraissait plus naturel alors que de perpétuer le trône d'Espagne dans la maison d'Autriche. L'Europe entiere s'y attendait avant la paix de Ryswick; mais la faiblesse de Charles II avait dérangé, dès l'année 1696, cet ordre de succession; et le nom autrichien avait déja été sacrifié en secret. Le roi d'Espagne avait un petit-neveu, fils de l'électeur de Baviere, Maximilien-Marie. La mere du roi, qui vivait encore, était bisaïeule de ce jeune prince de Baviere, âgé alors de quatre ans; et quoique cette reine-mere fût de la maison d'Autriche, étant fille de l'empereur Ferdinand III, elle obtint de son fils que la race impériale fût déshéritée. Elle était piquée contre la cour de Vienne; elle jeta les yeux sur ce prince bavarois sortant du berceau, pour le destiner à la monarchie d'Espagne et du nouveau monde. Charles II, alors gouverné par elle, fit un testament secret en faveur du prince électoral de Baviere, en 1696. Charles, ayant depuis perdu sa mere, fut gouverné par sa femme, Marie-

Anne de Baviere-Neubourg. Cette princesse bavaroise, belle-sœur de l'empereur Léopold, était aussi attachée à la maison d'Autriche que la reine-mere, Autrichienne, avait été affectionnée au sang de Baviere. Ainsi le cours naturel des choses fut toujours interverti dans cette affaire, où il s'agissait de la plus vaste monarchie du monde. Marie-Anne de Baviere fit déchirer le testament qui appelait le jeune Bavarois à la succession, et le roi promit à sa femme qu'il n'aurait jamais d'autre héritier qu'un fils de l'empereur Léopold, et qu'il ne ruinerait pas la maison d'Autriche. Les choses étaient en ces termes à la paix de Rysvick. Les maisons de France et d'Autriche se craignaient et s'observaient, et elles avaient l'Europe à craindre. L'Angleterre et la Hollande, alors puissantes, dont l'intérêt était de tenir la balance entre les souverains, ne voulaient point souffrir que la même tête pût porter avec la couronne d'Espagne celle de l'empire, ou celle de France.

Ce qu'il y eut de plus étrange, c'est que le roi de Portugal, Pierre II, se mit au rang des prétendants. Cela était absurde: il ne pouvait tirer son droit que d'un Jean I, fils naturel de Pierre le justicier, au quinzieme siecle; mais cette prétention chimérique était soutenue par le comte d'Oropeza, de la maison de Bragance. Il était membre du conseil: il osa en parler; il fut disgracié et renvoyé.

Louis XIV ne pouvait souffrir qu'un fils de l'empereur recueillît la succession, et il ne pouvait la demander. On ne sait pas positivement quel homme imagina le premier de faire un partage prématuré et inouï de la monarchie espagnole pendant la vie de

Charles II. Il est très vraisemblable que ce fut le ministre Torci ; car ce fut lui qui en fit l'ouverture au comte de Portland Benting, ambassadeur de Guillaume III auprès de Louis XIV.

Le roi Guillaume entra vivement dans ce projet nouveau : il disposa dans la Haye, avec le comte de Tallard, de la succession d'Espagne. On donnait au jeune prince de Baviere l'Espagne et les Indes occidentales, sans savoir que Charles II lui avait déja légué auparavant tous ses états. Le dauphin, fils de Louis XIV, devait posséder Naples, Sicile, et la province de Guipuscoa, avec quelques villes. On ne laissait à l'archiduc Charles, second fils de l'empereur Léopold, que le Milanais ; et rien à l'archiduc Joseph, fils aîné de Léopold, héritier de l'empire.

Le sort d'une partie de l'Europe et de la moitié de l'Amérique ainsi réglé, Louis promit par ce traité de partage de renoncer à la succession entiere de l'Espagne : le dauphin promit et signa la même chose. La France croyait gagner des états ; l'Angleterre et la Hollande croyaient affermir le repos d'une partie de l'Europe : toute cette politique fut vaine. Le roi moribond, apprenant qu'on déchirait sa monarchie de son vivant, fut indigné. On s'attendait qu'à cette nouvelle il déclarerait pour son successeur, ou l'empereur Léopold, ou un fils de cet empereur ; qu'il lui donnerait cette récompense de n'avoir point trempé dans ce partage ; que la grandeur et l'intérêt de la maison d'Autriche lui dicteraient un testament. Il en fit un en effet ; mais il déclara pour l seconde fois ce même prince

de Baviere unique héritier de tons ses états. La nation espagnole, qui ne craignait rien tant que le démembrement de sa monarchie, applaudissait à cette disposition ; la paix semblait devoir en être le fruit. Cette espérance fut encore aussi vaine que le traité de partage : le prince de Baviere, désigné roi, mourut à Bruxelles.

On accusa injustement de cette mort précipitée la maison d'Autriche, sur cette seule vraisemblance que ceux-là commettent le crime à qui le crime est utile. Alors recommencerent les intrigues à la conr de Madrid, à Vienne, à Versailles, à Londres, à la Haye, et à Rome.

Louis XIV, le roi Guillaume, et les Etats-Généraux, disposerent encore une fois en idée de la monarchie espagnole. Ils assignaient à l'archiduc Charles, fils puîné de l'empereur, la part qu'ils avaient auparavant donnée à l'enfant qui venait de mourir. Le fils de Louis XIV devait posséder Naples et Sicile, et tout ce qu'on lui avait assigné par la premiere convention.

On donnait Milan au duc de Lorraine ; et la Lorraine, si souvent envahie et si souvent rendue par la France, devait y être annexée pour jamais. Ce traité, qui mit en mouvement la politique de tous les princes pour le traverser ou pour le soutenir, fut tout aussi inutile que le premier. L'Europe fut encore trompée dans son attente, comme il arrive presque tonjours.

L'empereur, à qui on proposait ce traité de partage à signer, n'en voulait point, parcequ'il espérait avoir toute la succession. Le roi de France, qui

en avait pressé la signature, attendait les évènements avec incertitude. Quand ce nouvel affront fut connu à la cour de Madrid, le roi fut sur le point de succomber à sa douleur; et la reine sa femme fut transportée d'une si vive colere, qu'elle brisa les meubles de son appartement, et sur-tout les glaces et les autres ornements qui venaient de France: tant les passions sont les mêmes dans tous les rangs! Ces partages imaginaires, ces intrigues, ces querelles, tout cela n'était qu'un intérêt personnel: la nation espagnole était comptée pour rien; on ne la consultait pas; on ne lui demandait pas quel roi elle voulait. On proposa d'assembler *las cortes*, les états-généraux; mais Charles frémissait à ce seul nom.

Alors ce malheureux prince, qui se voyait mourir à la fleur de son âge, voulut donner tous ses états à l'archiduc Charles, neveu de sa femme, second fils de l'empereur Léopold. Il n'osait les laisser au fils aîné; tant le système de l'équilibre prévalait dans les esprits, et tant il était sûr que la crainte de voir l'Espagne, le Mexique, le Pérou, de grands établissements dans l'Inde, l'empire, la Hongrie, la Lombardie, dans les mêmes mains, armerait le reste de l'Europe! Il demandait que l'empereur Léopold envoyât son second fils Charles à Madrid, à la tête de dix mille hommes; mais ni la France, ni l'Angleterre, ni la Hollande, ni l'Italie, ne l'auraient alors souffert: toutes voulaient le partage. L'empereur ne voulait point envoyer son fils seul à la merci du conseil d'Espagne, et ne pouvait y faire passer dix mille hommes: il voulait seulement faire marcher des troupes en Italie, pour s'assurer

cette partie des états de la monarchie autrichienne-espagnole. Il arriva, pour le plus important intérêt entre deux grands rois, ce qui arrive tous les jours entre des particuliers pour des affaires légeres : on disputa, on s'aigrit; la fierté allemande révoltait la hauteur castillane. La comtesse de Perlipz, qui gouvernait la femme du roi mourant, aliénait les esprits qu'elle eût dû gagner à Madrid ; et le conseil de Vienne les éloignait encore davantage par ses hauteurs.

Le jeune archiduc, qui fut depuis l'empereur Charles VI, appelait toujours les Espagnols d'un nom injurieux : il apprit alors combien les princes doivent peser leurs paroles. Un évêque de Lérida, ambassadeur de Madrid à Vienne, mécontent des Allemands, releva ces discours, les envenima dans ses dépêches, et écrivit lui-même des choses plus injurieuses pour le conseil d'Autriche que l'archiduc n'en avait prononcé contre les Espagnols. « Les ministres de Léopold, écrivait-il, ont l'esprit « fait comme les cornes des chevres de mon pays, « petit, dur, et tortu ». Cette lettre devint publique. L'évêque de Lérida fut rappelé ; et à son retour à Madrid, il ne fit qu'accroître l'aversion des Espagnols contre les Allemands.

Autant le parti autrichien révoltait la cour de Madrid, autant le marquis depuis duc d'Harcourt, ambassadeur de France, se conciliait tous les cœurs par la profusion de sa magnificence, par sa dextérité, et par le grand art de plaire. Reçu d'abord fort mal à la cour de Madrid, il souffrit tous les dégoûts sans se plaindre : trois mois entiers s'écou-

lerent sans qu'il pût avoir audience du roi: il employa ce temps à gagner les esprits. Ce fut lui qui le premier fit changer en bienveillance cette antipathie que la nation espagnole nourrissait contre la française depuis Ferdinand le catholique ; et sa prudence prépara les temps où la France et l'Espagne ont renoué les anciens nœuds qui les avaient unies avant ce Ferdinand, « de couronne à cou-« ronne, de peuple à peuple, et d'homme à homme ». Il accoutuma la cour espagnole à aimer la maison de France, ses ministres à ne plus s'effrayer des renonciations de Marie-Thérese et d'Anne d'Autriche, et Charles II lui-même à balancer entre sa propre maison et celle de Bourbon. Il fut ainsi le premier mobile de la plus grande révolution dans le gouvernement et dans les esprits : cependant ce changement était encore éloigné.

L'empereur priait, menaçait: le roi de France représentait ses droits, mais sans oser jamais demander pour un de ses petits-fils la succession entiere; il ne s'occupait qu'à flatter le malade. Les Maures assiégeaient Ceuta : aussitôt le marquis d'Harcourt offre des vaisseaux et des troupes à Charles, qui en fut sensiblement touché: mais la reine sa femme en fut effrayée: elle craignit que son mari n'eût trop de reconnaissance, et refusa sèchement ce secours.

On ne savait encore quel parti prendre dans le conseil de Madrid, et Charles II approchait du tombeau, plus incertain que jamais. L'empereur Léopold, piqué, rappela son ambassadeur, le comte de Harrach; mais bientôt après il le renvoya à

Madrid, et les espérances en faveur de la maison d'Autriche se rétablirent. Le roi d'Espagne écrivit à l'empereur qu'il choisirait l'archiduc pour son successeur. Alors le roi de France, menaçant à son tour, assembla une armée vers les frontieres d'Espagne, et ce même marquis d'Harcourt fut rappelé de son ambassade pour commander cette armée. Il ne resta à Madrid qu'un officier d'infanterie, qui avait servi de secrétaire d'ambassade, et qui fut chargé des affaires, comme le dit le marquis de Torci. Ainsi le roi moribond, menacé tour-à-tour par ceux qui prétendaient à sa succession, voyant que le jour de sa mort serait celui de la guerre, que ses états allaient être déchirés, tendait à sa fin sans consolation, sans résolution, et au milieu des inquiétudes.

Dans cette crise violente, le cardinal Portocarrero, archevêque de Tolede, le comte de Monterey, et d'autres grands d'Espagne, voulurent sauver la patrie. Ils se réunirent pour prévenir le démembrement de la monarchie. Leur haine contre le gouvernement allemand fortifia dans leurs esprits la raison d'état, et servit la cour de France sans qu'elle le sût. Ils persuaderent à Charles II de préférer un petit-fils de Louis XIV à un prince éloigné d'eux, hors d'état de les défendre. Ce n'était point anéantir les renonciations solennelles de la mere et de la femme de Louis XIV à la couronne d'Espagne, puisqu'elles n'avaient été faites que pour empêcher les aînés de leurs descendants de réunir sous leur domination les deux royaumes, et qu'on ne choisissait point un aîné : c'était en même temps rendre

justice aux droits du sang ; c'était conserver la monarchie espagnole sans partage. Le roi scrupuleux fit consulter des théologiens, qui furent de l'avis de son conseil ; ensuite, tout malade qu'il était, il écrivit de sa main au pape Innocent XII, et lui fit la même consultation. Le pape, qui croyait voir dans l'affaiblissement de la maison d'Autriche la liberté de l'Italie, écrivit au roi que « les lois d'Es-« pagne et le bien de la chrétienté exigeaient de lui « qu'il donnât la préférence à la maison de France». La lettre du pape était du 16 juillet 1700. Il traita ce cas de conscience d'un souverain comme une affaire d'état, tandis que le roi d'Espagne faisait de cette grande affaire d'état un cas de conscience.

Louis XIV en fut informé par le cardinal de Janson, qui résidait alors à Rome : c'est toute la part que le cabinet de Versailles eut à cet évènement. Six mois s'étaient écoulés depuis qu'on n'avait plus d'ambassadeur à Madrid : c'était peut-être une faute, et ce fut peut-être encore cette faute qui valut la monarchie espagnole à la maison de France. Le roi d'Espagne fit son troisieme testament, qu'on crut long-temps être le seul, et donna tous ses états au duc d'Anjou. On saisit un moment où sa femme n'était pas auprès de lui pour le faire signer. C'est ainsi que toute cette intrigue fut terminée.

L'Europe a pensé que ce testament de Charles II avait été dicté à Versailles. Le roi mourant n'avait consulté que l'intérêt de son royaume, les vœux de ses sujets, et même leurs craintes ; car le roi de France faisait avancer des troupes sur la frontiere pour s'assurer une partie de l'héritage, tandis que

le roi moribond se résolvait à lui tout donner. Rien n'est plus vrai que la réputation de Louis XIV et l'idée de sa puissance furent les seuls négociateurs qui consommerent cette révolution.

Charles d'Autriche, après avoir signé la ruine de sa maison et la grandeur de celle de France, languit encore un mois, et acheva enfin, à l'âge de trente-neuf ans, la vie obscure qu'il avait menée sur le trône. Peut-être n'est-il pas inutile, pour faire connaître l'esprit humain, de dire que, quelques mois avant sa mort, ce monarque fit ouvrir à l'Escurial les tombeaux de son pere, de sa mere, et de sa premiere femme, Marie-Louise d'Orléans, dont il était soupçonné d'avoir souffert l'empoisonnement. Il baisa ce qui restait de ces cadavres, soit qu'en cela il suivît l'exemple de quelques anciens rois d'Espagne, soit qu'il voulût s'accoutumer aux horreurs de la mort, soit qu'une secrete superstition lui fît croire que l'ouverture de ces tombes retarderait l'heure où il devait être porté dans la sienne.

Ce prince était né aussi faible d'esprit que de corps; et cette faiblesse s'était répandue sur ses états. C'est le sort des monarchies, que leur prospérité dépende du caractere d'un seul homme. Telle était la profonde ignorance dans laquelle Charles II avait été élevé, que, quand les Français assiégerent Mons, il crut que cette place appartenait au roi d'Angleterre. Il ne savait ni où était la Flandre, ni ce qui lui appartenait en Flandre. Ce roi laissa au duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV, tous ses états, sans connaître ce qu'il lui laissait.

Son testament fut si secret, que le comte de

Harrach, ambassadeur de l'empereur, se flattait encore que l'archiduc était reconnu successeur. Il attendit long-temps l'issue du grand conseil qui se tint immédiatement après la mort du roi. Le duc d'Abrantes vint à lui, les bras ouverts: l'ambassadeur ne douta pas dans ce moment que l'archiduc ne fût roi, quand le duc d'Abrantes lui dit en l'embrassant: *Vengo a despedirme de la casa de Austria;* « Je viens prendre congé de la maison « d'Autriche. »

Ainsi, après deux cents ans de guerres et de négociations pour quelques frontieres des états espagnols, la maison de France eut d'un trait de plume la monarchie entiere, sans traités, sans intrigues, et sans même avoir eu l'espérance de cette succession. On s'est cru obligé de faire connaître la simple vérité d'un fait jusqu'à présent obscurci par tant de ministres et d'historiens séduits par leurs préjugés, et par les apparences qui séduisent presque toujours. Tout ce qu'on a débité dans tant de volumes, d'argent répandu par le maréchal d'Harcourt, et des ministres espagnols gagnés pour faire signer ce testament, est au rang des mensonges politiques et des erreurs populaires. Mais le roi d'Espagne, en choisissant pour son héritier le petit-fils d'un roi si long-temps son ennemi, pensait toujours aux suites que l'idée d'un équilibre général devait entraîner. Le duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV, n'était appelé à la succession d'Espagne que parcequ'il ne devait pas espérer celle de France; et le même testament qui, au défaut des puînés du sang de Louis XIV, rappelait l'archiduc Charles,

depuis l'empereur Charles VI, portait expressément que l'empire et l'Espagne ne seraient jamais réunis sous un même souverain.

Louis XIV pouvait s'en tenir encore au traité de partage, qui était un gain pour la France; il pouvait accepter le testament, qui était un avantage pour sa maison. Il est certain que la matiere fut mise en délibération dans un conseil extraordinaire. Le chancelier de Pontchartrain et le duc de Beauvilliers furent d'avis de s'en tenir au traité; ils voyaient les dangers d'une nouvelle guerre à soutenir: Louis les voyait anssi; mais il était accoutumé à ne les pas craindre. Il accepta le testament; et rencontrant, au sortir du conseil, les princesses de Conti avec madame la duchesse: « Eh bien! leur « dit-il en souriant, quel parti prendriez-vous »? puis, sans attendre leur réponse, « Quelque parti « que je prenne, ajouta-t-il, je sais bien que je serai « blâmé. »

Les actions des rois, tout flattés qu'ils sont, éprouvent toujours tant de critiques, que le roi d'Angleterre lui-même essuya des reproches dans son parlement, et ses ministres furent poursuivis, pour avoir fait le traité de partage. Les Anglais, qui raisonnent mieux qu'aucun peuple, mais en qui la fureur de l'esprit de parti éteint quelquefois la raison, criaient à la fois, et contre Guillaume, qui avait fait le traité, et contre Louis XIV, qui le rompait.

L'Europe parut d'abord dans l'engourdissement de la surprise et de l'impuissance, quand elle vit la monarchie d'Espagne soumise à la France, dont

elle avait été trois cents ans la rivale. Louis XIV semblait le monarque le plus heureux et le plus puissant de la terre: il se voyait, à soixante-deux ans, entouré d'une nombreuse postérité; un de ses petits-fils allait gouverner sous ses ordres l'Espagne, l'Amérique, la moitié de l'Italie, et les Pays-Bas. L'empereur n'osait encore que se plaindre.

Le roi Guillaume, à l'âge de cinquante-deux ans, devenu infirme et faible, ne paraissait plus un ennemi dangereux: il lui fallait le consentement de son parlement pour faire la guerre; et Louis avait fait passer de l'argent en Angleterre, avec lequel il espérait disposer de plusieurs voix de ce parlement. Guillaume et la Hollande, n'étant pas assez forts pour se déclarer, écrivirent à Philippe V, comme au roi légitime d'Espagne. Louis XIV était assuré de l'électeur de Baviere, pere du jeune prince qui était mort désigné roi. Cet électeur, gouverneur des Pays-Bas au nom du dernier roi Charles II, assurait tout d'un coup à Philippe V la possession de la Flandre, et ouvrait dans son électorat le chemin de Vienne aux armées françaises, en cas que l'empereur osât faire la guerre. L'électeur de Cologne, frere de l'électeur de Baviere, était aussi intimement lié à la France que son frere; et ces deux princes semblaient avoir raison, le parti de la maison de Bourbon étant alors incomparablement le plus fort. Le duc de Savoie, déja beau-pere du duc de Bourgogne, allait l'être encore du roi d'Espagne: il devait commander les armées françaises en Italie. On ne s'attendait pas que le pere de la

duchesse de Bourgogne et de la reine d'Espagne dût jamais faire la guerre à ses deux gendres.

Le duc de Mantoue, vendu à la France par son ministre, se vendit aussi lui-même, et reçut garnison française dans Mantoue. Le Milanais reconnut le petit-fils de Louis XIV sans balancer. Le Portugal même, ennemi naturel de l'Espagne, s'unit d'abord avec elle. Enfin, de Gibraltar à Anvers, et du Danube à Naples, tout paraissait être aux Bourbons. Le roi était si fier de sa prospérité, qu'en parlant au duc de la Rochefoucauld, au sujet des propositions que l'empereur lui faisait alors, il se servit de ces termes: « Vous les trouverez encore plus in-« solentes qu'on ne vous l'a dit. »

Le roi Guillaume, ennemi jusqu'au tombeau de la grandeur de Louis XIV, promit à l'empereur d'armer pour lui l'Angleterre et la Hollande; il mit encore le Danemarck dans ses intérêts: enfin il signa à la Haye la ligue déja tramée contre la maison de France. Mais le roi s'en étonna peu; et comptant sur les divisions que son argent devait jeter dans le parlement anglais, et plus encore sur les forces réunies de la France et de l'Espagne, il sembla mépriser ses ennemis.

Jacques mourut alors à Saint-Germain. Louis pouvait accorder ce qui paraissait être de la bienséance et de la politique, en ne se hâtant pas de reconnaître le prince de Galles pour roi d'Angleterre, d'Écosse, et d'Irlande, après avoir reconnu Guillaume par le traité de Rysvick. Un pur sentiment de générosité le porta d'abord à donner au fils du roi Jacques la consolation d'un honneur et

d'un titre que son malheureux pere avait eus jusqu'à sa mort, et que ce traité de Rysvick ne lui ôtait pas. Toutes les têtes du conseil furent d'une opinion contraire: le duc de Beauvilliers, sur-tout, fit voir avec une éloquence forte tous les fléaux de la guerre qui devaient être le fruit de cette magnanimité dangereuse. Il était gouverneur du duc de Bourgogne, et pensait en tout comme le précepteur de ce prince, le célebre archevêque de Cambrai, si connu par ses maximes humaines de gouvernement, et par la préférence qu'il donnait aux intérêts des peuples sur la grandeur des rois. Le marquis de Torci appuya par des principes de politique ce que le duc de Beauvilliers avait dit comme citoyen: il représenta qu'il ne convenait pas d'irriter la nation anglaise par une démarche précipitée. Louis se rendit à l'avis unanime de son conseil, et il fut résolu de ne point reconnaître le fils de Jacques II pour roi.

Le jour même, Marie de Modene, veuve de Jacques, vint parler à Louis XIV dans l'appartement de madame de Maintenon. Elle le conjure en larmes de ne point faire à son fils, à elle, à la mémoire d'un roi qu'il a protégé, l'outrage de refuser un simple titre, seul reste de tant de grandeur: on a toujours rendu à son fils les honneurs d'un prince de Galles, on le doit donc traiter en roi après la mort de son pere; le roi Guillaume ne peut s'en plaindre pourvu qu'on le laisse jouir de son usurpation. Elle fortifie ces raisons par l'intérêt de la gloire de Louis XIV: qu'il reconnaisse ou non le fils de Jacques II, les Anglais ne prendront pas moins parti contre la France, et il aura seulement

la douleur d'avoir sacrifié la grandeur de ses sentiments à des ménagements inutiles. Ces représentations et ces larmes furent appuyées par madame de Maintenon. Le roi revint à son premier sentiment, et à la gloire de soutenir autant qu'il pouvait des rois opprimés: enfin Jacques III fut reconnu le même jour qu'il avait été arrêté dans le conseil qu'on ne le reconnaîtrait pas.

Le marquis de Torci a fait souvent l'aveu de cette anecdote singulière. Il ne l'a pas insérée dans ses mémoires manuscrits, parcequ'il pensait, disait-il, qu'il n'était pas honorable à son maître que deux femmes lui eussent fait changer une résolution prise dans son conseil. Quelques Anglais m'ont dit que peut-être sans cette démarche le parlement n'eût point pris de parti entre les maisons de Bourbon et d'Autriche; mais que, reconnaître ainsi pour leur roi un prince proscrit par eux, leur parut une injure à la nation, et un despotisme qu'on voulait exercer dans l'Europe. Les instructions données par la ville de Londres à ses représentants furent violentes:

« Le roi de France se donne un vice-roi en conférant le titre de notre souverain à un prétendu « prince de Galles: notre condition serait bien mal-« heureuse, si nous devions être gouvernés au gré « d'un prince qui a employé le fer, le feu, et les « galeres, pour détruire les protestants de ses états: « aurait-il plus d'humanité pour nous que pour ses « propres sujets? »

Guillaume s'expliqua dans le parlement avec la même force. On déclara le nouveau roi Jacques

conpable de haute trahison : un bill d'*atteinder* fut porté contre lui, c'est-à-dire qu'il fut condamné à mort comme son grand-pere ; et c'est en vertu de ce bill qu'on mit depuis sa tête à prix. Tel était le sort de cette famille infortunée, dont les malheurs n'étaient pas encore épnisés. Il faut avoner que c'était opposer de la barbarie à la générosité du roi de France.

Il paraît très vraisemblable que l'Angleterre se serait tonjours déclarée contre Louis XIV, quand même il eût refusé le vain titre de roi au fils de Jacques II. La monarchie d'Espagne entre les mains de son petit-fils semblait devoir armer nécessairement contre lui les puissances maritimes. Quelques membres du parlement gagnés n'auraient pas arrêté le torrent de la nation. C'est un problême à résoudre, si madame de Maintenon ne pensa pas mieux que tout le conseil, et si Louis XIV n'eut pas raison de laisser agir la hanteur et la sensibilité de son ame.

L'empereur Léopold commença d'abord cette guerre en Italie, dès le printemps de l'année 1701. L'Italie a toujours été le pays le plus cher aux intérêts des empereurs. C'était celui où ses armes pouvaient le plus aisément pénétrer par le Tirol et par l'état de Venise ; car Venise, quoique neutre en apparence, penchait plus cependant pour la maison d'Antriche que pour celle de France. Obligée d'ailleurs par des traités de donner passage aux troupes allemandes, elle accomplissait ses traités sans peine.

L'empereur, pour attaquer Louis XIV du côté de

l'Allemagne, attendait que le corps germanique se fût ébranlé en sa faveur. Il avait des intelligences et un parti en Espagne; mais les fruits de ces intelligences ne pouvaient éclore, si l'un des fils de Léopold ne se présentait pour les recueillir; et ce fils de l'empereur ne pouvait s'y rendre qu'à l'aide des flottes d'Angleterre et de Hollande. Le roi Guillaume hâtait les préparatifs. Son esprit, plus agissant que jamais, dans un corps sans force et presque sans vie, remuait tout, moins pour servir la maison d'Autriche, que pour abaisser Louis XIV.

Il devait, au commencement de 1702, se mettre à la tête des armées; la mort le prévint dans ce dessein. Une chûte de cheval acheva de déranger ses organes affaiblis; une petite fievre l'emporta. Il mourut ne répondant rien à ce que des prêtres anglais, qui étaient auprès de son lit, lui dirent sur leur religion, et ne marquant d'autre inquiétude que celle dont le tourmentaient les affaires de l'Europe.

Il laissa la réputation d'un grand politique, quoiqu'il n'eût point été populaire, et d'un général à craindre, quoiqu'il eût perdu beaucoup de batailles. Toujours mesuré dans sa conduite, et jamais vif que dans un jour de combat, il ne régna paisiblement en Angleterre que parcequ'il ne voulut pas y être absolu. On l'appelait, comme on sait, le stathouder des Anglais et le roi des Hollandais. Il savait toutes les langues de l'Europe, et n'en parlait aucune avec agrément, ayant beaucoup plus de réflexion dans l'esprit que d'imagination. Son caractere était en tout l'opposé de Louis XIV; sombre, retiré, sévere, sec,

silencieux autant que Louis était affable. Il haïssait les femmes autant qne Louis les aimait. Louis faisait la guerre en roi, et Guillaume en soldat. Il avait combattu contre le grand Condé et contre Luxembourg, laissant la victoire indécise entre Condé et lui à Senef, et réparant en peu de temps ses défaites à Steinkerque, à Nervinde; aussi fier que Louis XIV, mais de cette fierté triste et mélancolique qui rebute plus qu'elle n'impose. Si les beaux arts fleurirent en France par le soin de son roi, ils furent négligés en Angleterre, où l'on ne connut plus qu'une politique dure et inquiete, conforme au génie du prince.

Ceux qui estiment plus le mérite d'avoir défendu sa patrie, et l'avantage d'avoir acquis un royaume sans aucun droit de la nature, de s'y être maintenu sans être aimé, d'avoir gouverné souverainement la Hollande sans la subjugner, d'avoir été l'ame et le chef de la moitié de l'Europe, d'avoir eu les ressources d'nn général et la valeur d'un soldat, de n'avoir jamais persécnté personne pour la religion, d'avoir méprisé toutes les superstitions des hommes, d'avoir été simple et modeste dans ses mœurs; ceux-là sans doute donneront le nom de Grand à Guillanme plutôt qn'à Louis. Ceux qui sont plus touchés des plaisirs et de l'éclat d'une cour brillante, de la magnificence, de la protection donnée aux arts, du zele pour le bien public, de la passion pour la gloire, du talent de régner; qui sont plus frappés de cette hauteur avec laquelle des ministres et des généraux ont ajouté des provinces à la France sur un ordre de leur roi; qui s'étonnent davantage d'avoir vu un seul état résister à tant de puissances;

ceux qui estiment plus un roi de France qui sait donner l'Espagne à son petit-fils, qu'un gendre qui détrône son beau-pere; enfin ceux qui admirent davantage le protecteur que le persécuteur du roi Jacques, ceux-là donneront à Louis XIV la préférence.

CHAPITRE XVIII.

Guerre mémorable pour la succession à la monarchie d'Espagne. Conduite des ministres et des généraux jusqu'en 1703.

A Guillaume III succéda la princesse Anne, fille du roi Jacques et de la fille d'Hyde, avocat, devenu chancelier, et l'un des grands hommes de l'Angleterre (1). Elle était mariée au prince de Danemarck, qui ne fut que son premier sujet. Dès qu'elle fut sur le trône, elle entra dans toutes les mesures du roi Guillaume, quoiqu'elle eût été ouvertement brouillée avec lui. Ces mesures étaient les vœux de la nation. Un roi fait ailleurs entrer aveuglément ses peuples dans toutes ses vues; mais à Londres un roi doit entrer dans celles de son peuple.

Ces dispositions de l'Angleterre et de la Hol-

(1) Plus connu comme homme d'état sous le nom de Clarendon: il a laissé une histoire des guerres civiles d'Angleterre sous Charles I, et plusieurs autres ouvrages de politique.

lande pour mettre, s'il se pouvait, sur le trône d'Espagne l'archiduc Charles, fils de l'empereur, ou du moins pour résister aux Bourbons, méritent peut-être l'attention de tous les siecles. La Hollande devait, pour sa part, entretenir cent deux mille hommes de troupes, soit dans les garnisons, soit en campagne. Il s'en fallait beaucoup que la vaste monarchie espagnole pût en fournir autant dans cette conjoncture. Une province de marchands, presque toute subjuguée en deux mois trente ans auparavant, pouvait plus alors que les maîtres de l'Espagne, de Naples, de la Flandre, du Pérou, et du Mexique. L'Angleterre promettait quarante mille hommes, sans compter ses flottes. Il arrive dans toutes les alliances que l'on fournit à la longue beaucoup moins qu'on n'avait promis: l'Angleterre, au contraire, donna cinquante mille hommes dans la seconde année, au lieu de quarante; et vers la fin de la guerre, elle entretint, tant de ses troupes que de celles des alliés, sur les frontieres de France, en Espagne, en Italie, en Irlande, en Amérique, et sur ses flottes, près de deux cent mille soldats et matelots combattants; dépense presque incroyable pour qui considérera que l'Angleterre, proprement dite, n'est que le tiers de la France, et qu'elle n'avait pas la moitié tant d'argent monnayé; mais dépense vraisemblable aux yeux de ceux qui savent ce que peuvent le commerce et le crédit. Les Anglais ont porté toujours le plus grand fardeau de cette alliance: les Hollandais ont insensiblement diminué le leur; car, après tout, la république des États-Généraux n'est qu'une illustre compagnie de com-

merce, et l'Angleterre est un pays fertile rempli de négociants et de guerriers.

L'empereur devait fournir quatre-vingt-dix mille hommes, sans compter les secours de l'empire et des alliés qu'il espérait détacher de la maison de Bourbon; et cependant le petit-fils de Louis XIV régnait déja paisiblement dans Madrid; et Louis, au commencement du siecle, était au comble de sa puissance et de sa gloire. Mais ceux qui pénétraient dans les ressorts des cours de l'Europe, et sur-tout de celle de France, commençaient à craindre quelques revers. L'Espagne, affaiblie sous les derniers rois du sang de Charles-Quint, l'était encore davantage dans les premiers jours du regne d'un Bourbon. La maison d'Autriche avait des partisans dans plus d'une province de cette monarchie; la Catalogne semblait prête à secouer le nouveau joug, et à se donner à l'archiduc Charles. Il était impossible que le Portugal ne se rangeât tôt ou tard du côté de la maison d'Autriche: son intérêt visible était de nourrir chez les Espagnols, ses ennemis naturels, une guerre civile dont Lisbonne ne pouvait que profiter. Le duc de Savoie, à peine beau-pere du nouveau roi d'Espagne, et lié aux Bourbons par le sang et les traités, paraissait déja mécontent de ses gendres: cinquante mille écus par mois, poussés depuis jusqu'à deux cent mille francs, ne paraissaient pas un avantage assez grand pour le retenir dans leur parti; il lui fallait au moins le Montferrat mantouan et une partie du Milanais. Les hauteurs qu'il essuyait des généraux français et du ministere de Versailles, lui faisaient craindre

avec raison d'être bientôt compté pour rien par ses deux gendres, qui tenaient resserrés ses états de tous côtés. Il avait déja quitté brusquement le parti de l'empire pour la France; il était vraisemblable qu'étant si peu ménagé par la France, il s'en détacherait à la premiere occasion.

Quant à la cour de Louis XIV et à son royaume, les esprits fins y appercevaient déja un changement que les grossiers ne voient que quand la décadence est arrivée. Le roi, âgé de plus de soixante ans, devenu plus retiré, ne pouvait plus si bien connaître les hommes; il voyait les choses dans un trop grand éloignement, avec des yeux moins appliqués, et fascinés par une longue prospérité. Madame de Maintenon, avec toutes les qualités estimables qu'elle possédait, n'avait ni la force, ni le courage, ni la grandeur d'esprit nécessaires pour soutenir la gloire d'un état. Elle contribua à faire donner le ministere des finances, en 1699, et celui de la guerre, en 1701, à sa créature Chamillart, plus honnête homme que ministre, et qui avait plu au roi par la modestie de sa conduite, lorsqu'il était chargé de Saint-Cyr. Malgré cette modestie extérieure, il eut le malheur de se croire la force de porter ces deux fardeaux, que Colbert et Louvois avaient à peine soutenus. Le roi, comptant sur sa propre expérience, croyait pouvoir diriger heureusement ses ministres. Il avait dit, après la mort de Louvois, au roi Jacques: « J'ai perdu un bon mi-« nistre; mais vos affaires et les miennes n'en iront « pas plus mal ». Lorsqu'il choisit Barbesieux pour succéder à Louvois dans le ministere de la guerre :

« J'ai formé votre pere, lui dit-il, je vous formerai « de même ». Il en dit à-peu-près autant à Chamillart. Un roi qui avait travaillé si long-temps et si heureusement semblait avoir droit de parler ainsi; mais sa confiance en ses lumieres le trompait.

A l'égard des généraux qu'il employait, ils étaient souvent gênés par des ordres précis, comme des ambassadeurs qui ne devaient pas s'écarter de leurs instructions. Il dirigeait avec Chamillart, dans le cabinet de madame de Maintenon, les opérations de la campagne. Si le général voulait faire quelque grande entreprise, il fallait souvent qu'il en demandât la permission par un courier, qui trouvait à son retour, ou l'occasion manquée, ou le général battu.

Les dignités et les récompenses militaires furent prodiguées sous le ministere de Chamillart. On donna la permission à trop de jeunes gens d'acheter des régiments presque au sortir de l'enfance; tandis que, chez les ennemis, un régiment était le prix de vingt ans de service. Cette différence ne fut ensuite que trop sensible dans plus d'une occasion, où un colonel expérimenté eût pu empêcher une déroute. Les croix de chevaliers de Saint-Louis, récompense inventée par le roi, en 1693, et qui étaient l'objet de l'émulation des officiers, se vendirent dès le commencement du ministere de Chamillart. On les achetait cinquante écus dans les bureaux de la guerre. La discipline militaire, l'ame du service, si rigidement soutenue par Louvois, tomba dans un relâchement funeste : ni le nombre des soldats ne fut complet dans les compagnies, ni même celui des

officiers dans les régiments. La facilité de s'entendre avec les commissaires, et l'inattention du ministre produisaient ce désordre. De là naissait un inconvénient qui devait, toutes choses égales d'ailleurs, faire perdre nécessairement des batailles. Car, pour avoir un front aussi étendu que celui de l'ennemi, on était obligé d'opposer des bataillons faibles à des bataillons nombreux. Les magasins ne furent plus ni assez grands ni assez tôt prêts; les armes ne furent plus d'une assez bonne trempe. Ceux donc qui voyaient ces défauts du gouvernement, et qui savaient à quels généraux la France aurait affaire, craignirent pour elle, même au milieu des premiers avantages qui promettaient à la France de plus grandes prospérités que jamais.

Le premier général qui balança la supériorité de la France fut un Français; car on doit appeler de ce nom le prince Eugene, quoiqu'il fût petit-fils de Charles-Emmanuel, duc de Savoie. Son pere, le comte de Soissons, établi en France, lieutenant-général des armées, et gouverneur de Champagne, avait épousé Olympe Mancini, l'une des nieces du cardinal Mazarin. De ce mariage, d'ailleurs malheureux, naquit à Paris ce prince si dangereux depuis à Louis XIV, et si peu connu de lui dans sa jeunesse. On le nomma d'abord en France le chevalier de Carignan. Il prit ensuite le petit collet: on l'appelait l'abbé de Savoie. On prétend qu'il demanda un régiment au roi, et qu'il essuya la mortification d'un refus accompagné de reproches. Ne pouvant réussir auprès de Louis XIV, il était allé servir l'empereur contre les Turcs, dès l'an 1633. Les deux

princes de Conti allerent le joindre en 1685. Le roi fit ordonner aux princes de Conti, et à tous ceux qui faisaient avec eux le voyage, de revenir; l'abbé de Savoie fut le seul qui n'obéit point. Il avait déja déclaré qu'il renonçait à la France. Le roi, quand il l'apprit, dit à ses courtisans: « Ne trouvez-vous pas « que j'ai fait là une grande perte »? et les courtisans assurerent que l'abbé de Savoie serait toujours un esprit dérangé, un homme incapable de tout. On en jugeait par quelques emportements de jeunesse, sur lesquels il ne faut jamais juger les hommes. Ce prince, trop méprisé à la cour de France, était né avec les qualités qui font un héros dans la guerre et un grand homme dans la paix; un esprit plein de justesse et de hauteur, ayant le courage nécessaire et dans les armées et dans le cabinet. Il a fait des fautes comme tous les généraux; mais elles ont été cachées sous le nombre de ses grandes actions. Il a ébranlé la grandeur de Louis XIV et la puissance ottomane; il a gouverné l'empire; et dans le cours de ses victoires et de son ministere, il a méprisé également le faste et les richesses. Il a même cultivé les lettres, et les a protégées autant qu'on le pouvait à la cour de Vienne. Agé alors de trente-sept ans, il avait l'expérience de ses victoires remportées sur les Turcs, et des fautes commises par les Impériaux dans les dernieres guerres, où il avait servi contre la France.

Il descendit en Italie par le Trentin sur les terres de Venise avec trente mille hommes, et la liberté entiere de s'en servir comme il le voudrait. Le roi de France défendit d'abord au maréchal de Catinat de

s'opposer au passage du prince Eugene, soit pour ne point commettre le premier acte d'hostilité, ce qui est une mauvaise politique quand on a les armes à la main, soit pour ménager les Vénitiens, qui étaient pourtant moins dangereux que l'armée allemande.

Cette faute de la cour en fit commettre d'autres à Catinat. Rarement réussit-on quand on suit un plan qui n'est pas le sien. On sait d'ailleurs combien il est difficile dans ce pays, tout coupé de rivieres et de ruisseaux, d'empêcher un ennemi habile de les passer. Le prince Eugene joignait à une grande profondeur de desseins une vivacité prompte d'exécution. La nature du terrain aux bords de l'Adige faisait encore que l'armée ennemie était plus ramassée, et la française plus étendue. Catinat voulait aller à l'ennemi; mais quelques lieutenants-généraux firent des difficultés, et formerent des cabales contre lui: il eut la faiblesse de ne se pas faire obéir; la modération de son esprit lui fit commettre cette grande faute. Eugene força d'abord le poste de Carpi, auprès du canal blanc, défendu par Saint-Fremont, qui ne suivit pas en tout les ordres du général, et qui se fit battre. Après ce succès l'armée allemande fut maîtresse du pays entre l'Adige et l'Adda; elle pénétra dans le Bressan, et Catinat recula jusque derriere l'Oglio. Beaucoup de bons officiers approuvaient cette retraite qui leur paraissait sage; et il faut encore ajouter que le défaut des munitions promises par le ministre la rendait nécessaire. Les courtisans, et sur-tout ceux qui espéraient de commander à la place de Catinat,

firent regarder sa conduite comme l'opprobre du nom français : le maréchal de Villeroi persuada qu'il réparerait l'honneur de la nation. La confiance avec laquelle il parla, et le goût que le roi avait pour lui, obtinrent à ce général le commandement en Italie; le maréchal de Catinat, malgré les victoires de Stafarde et de la Marsaille, fut obligé de servir sous lui.

Le maréchal duc de Villeroi, fils du gouverneur du roi, élevé avec lui, avait eu toujours sa faveur : il avait été de toutes ses campagnes et de tous ses plaisirs : c'était un homme d'une figure agréable et imposante, très brave, très honnête homme, bon ami, vrai dans la société, magnifique en tout. Mais ses ennemis disaient qu'il était plus occupé, étant général d'armée, de l'honneur et du plaisir de commander que des desseins d'un grand capitaine. Ils lui reprochaient un attachement à ses opinions qui ne déférait aux avis de personne.

Il vint en Italie donner des ordres au maréchal de Catinat, et des dégoûts au duc de Savoie. Il faisait sentir qu'il pensait en effet qu'un favori de Louis XIV, à la tête d'une puissante armée, était fort au-dessus d'un prince : il ne l'appelait que mons de Savoie : il le traitait comme un général à la solde de France, et non comme un souverain, maître des barrieres que la nature a mises entre la France et l'Italie. L'amitié de ce souverain ne fut pas aussi ménagée qu'elle était nécessaire. La cour pensa que la crainte serait le seul nœud qui le retiendrait, et qu'une armée française, dont environ six à sept mille soldats piémontais étaient sans cesse

environnés, répondrait de sa fidélité. Le maréchal de Villeroi agit avec lui comme son égal dans le commerce ordinaire, et comme son supérieur dans le commandement. Le duc de Savoie avait le vain titre de généralissime; mais le maréchal de Villeroi l'était. Il ordonna d'abord que l'on attaquât le prince Eugene au poste de Chiari, près de l'Oglio. Les officiers-généraux jugeaient qu'il était contre toutes les regles de la guerre d'attaquer ce poste, pour des raisons décisives: c'est qu'il n'était d'aucune conséquence, et que les retranchements en étaient inabordables; qu'on ne gagnait rien en le prenant; et que, si on le manquait, on perdrait la réputation de la campagne. Villeroi dit au duc de Savoie qu'il fallait marcher, et envoya un aide-de-camp ordonner de sa part au maréchal de Catinat d'attaquer. Catinat se fit répéter l'ordre trois fois; puis, se tournant vers les officiers qu'il commandait, « Allons donc, dit-il, messieurs, il faut obéir». On marcha aux retranchements. Le duc de Savoie, à la tête de ses troupes, combattit comme un homme qui aurait été content de la France; Catinat chercha à se faire tuer: il fut blessé; mais, tout blessé qu'il était, voyant les troupes du roi rebutées, et le maréchal de Villeroi ne donnant point d'ordre, il fit la retraite; après quoi il quitta l'armée, et vint à Versailles rendre compte de sa conduite au roi, sans se plaindre de personne.

Le prince Eugene conserva toujours sa supériorité sur le maréchal de Villeroi. Enfin, au cœur de l'hiver, un jour que ce maréchal dormait avec sécurité dans Crémone, ville assez forte, et munie

d'une très grande garnison, il est réveillé au bruit des décharges de mousqueterie. Il se leve en hâte, monte à cheval; la premiere chose qu'il rencontre c'est un escadron ennemi. Le maréchal aussitôt est fait prisonnier, et conduit hors de la ville, sans savoir ce qui s'y passait, et sans pouvoir imaginer la cause d'un évènement si étrange. Le prince Eugene était déja dans Crémone: un prêtre, nommé Bazzoli, prévôt de Sainte-Marie la neuve, avait introduit les troupes allemandes par un égout; quatre cents soldats, entrés par cet égout dans la maison du prêtre, avaient sur-le-champ égorgé la garde des deux portes: les deux portes ouvertes, le prince Eugene entre avec quatre mille hommes. Tout cela s'était fait avant que le gouverneur, qui était Espagnol, s'en fût douté, et avant que le maréchal de Villeroi fût éveillé. Le secret, l'ordre, la diligence, toutes les précautions possibles, avaient préparé l'entreprise. Le gouverneur espagnol se montre d'abord dans les rues avec quelques soldats; il est tué d'un coup de fusil: tous les officiers-généraux sont ou tués ou pris, à la réserve du comte de Rével, lieutenant-général, et du marquis de Praslin. Le hasard confondit la prudence du prince Eugene.

Le chevalier d'Entragues devait faire ce jour-là dans la ville une revue du régiment des Vaisseaux, dont il était colonel; et déja les soldats s'assemblaient à quatre heures du matin à une extrémité de la ville, précisément dans le temps que le prince Eugene entrait par l'autre. D'Entragues commence à courir par les rues avec ses soldats: il résiste aux Allemands qu'il rencontre; il donne le temps au

reste de la garnison d'accourir. Les officiers, les soldats, pêle-mêle, les uns mal armés, les autres presque nus, sans commandement, sans ordre, remplissent les rues, les places publiques. On combat en confusion; on se retranche de rue en rue, de place en place: deux régiments irlandais, qui faisaient partie de la garnison, arrêtent les efforts des Impériaux. Jamais ville n'avait été surprise avec plus de sagesse, ni défendue avec tant de valeur. La garnison était d'environ cinq mille hommes; le prince Eugene n'en avait pas encore introduit plus de quatre mille. Un gros détachement de son armée devait arriver par le pont du Pô: les mesures étaient bien prises; un autre hasard les dérangea toutes. Ce pont du Pô, mal gardé par environ cent soldats français, devait d'abord être saisi par les cuirassiers allemands, qui, dans l'instant que le prince Eugene entra dans la ville, furent commandés pour aller s'en emparer. Il fallait, pour cet effet, qu'étant entrés par la porte du midi, voisine de l'égout, ils sortissent sur-le-champ de Crémone, du côté du nord, par la porte du Pô, et qu'ils courussent au pont. Ils y allaient; le guide qui les conduisait est tué d'un coup de fusil d'une fenêtre; les cuirassiers prennent une rue pour une autre; ils alongent leur chemin. Dans ce petit intervalle de temps les Irlandais se jettent à la porte du Pô; ils combattent et repoussent les cuirassiers: le marquis de Praslin profite du moment; il fait couper le pont: alors le secours que l'ennemi attendait ne put arriver, et la ville est sauvée.

Le prince Eugene, après avoir combattu tout le

jour, toujours maître de la porte par laquelle il était entré, se retire enfin, emmenant le maréchal de Villeroi et plusieurs officiers-généraux prisonniers; mais ayant manqué Crémone, que son activité et sa prudence, jointes à la négligence du gouverneur, lui avaient donné, et que le hasard et la valeur des Français et des Irlandais lui ôterent.

Le maréchal de Villeroi, extrêmement malheureux en cette occasion, fut condamné à Versailles par les courtisans avec toute la rigueur et l'amertume qu'inspiraient sa faveur et son caractere, dont l'élévation leur paraissait trop approcher de la vanité. Le roi, qui le plaignait sans le condamner, irrité qu'on blâmât si hautement son choix, s'échappa à dire: « On se déchaîne contre lui parce« qu'il est mon favori », terme dont il ne se servit jamais pour personne que cette seule fois en sa vie. Le duc de Vendôme fut aussitôt nommé pour aller commander en Italie.

Le duc de Vendôme, petit-fils de Henri IV, était intrépide comme lui, doux, bienfaisant, sans faste, ne connaissant ni la haine, ni l'envie, ni la vengeance. Il n'était fier qu'avec des princes; il se rendait l'égal de tout le reste. C'était le seul général sous lequel le devoir du service, et cet instinct de fureur purement animal et mécanique qui obéit à la voix des officiers, ne menassent point les soldats au combat: ils combattaient pour le duc de Vendôme; ils auraient donné leur vie pour le tirer d'un mauvais pas, où la précipitation de son génie l'engageait quelquefois. Il ne passait pas pour méditer ses desseins avec la même profondeur que le prince

Eugene, et pour entendre comme lui l'art de faire subsister les armées. Il négligeait trop les détails ; il laissait périr la discipline militaire; la table et le sommeil lui dérobaient trop de temps, aussi bien qu'à son frere. Cette mollesse le mit plus d'une fois en danger d'être enlevé ; mais un jour d'action, il réparait tout par une présence d'esprit et par des lumieres que le péril rendait plus vives ; et ces jours d'action, il les cherchait toujours : moins fait, à ce qu'on disait, pour une guerre défensive, et aussi propre à l'offensive que le prince Eugene.

Ce désordre et cette négligence qu'il portait dans les armées, il l'avait à un excès surprenant dans sa maison, et même sur sa personne : à force de haïr le faste, il en vint à une mal-propreté cynique, dont il n'y a point d'exemple ; et son désintéressement, la plus noble des vertus, devint en lui un défaut qui lui fit perdre, par son dérangement, beaucoup plus qu'il n'eût dépensé en bienfaits. On l'a vu manquer souvent du nécessaire. Son frere le grand-prieur, qui commanda sous lui en Italie, avait tous ces mêmes défauts, qu'il poussait encore plus loin, et qu'il ne rachetait que par la même valeur. Il était étonnant de voir deux généraux ne sortir souvent de leur lit qu'à quatre heures après midi, et deux princes, petit-fils de Henri IV, plongés dans une négligence de leurs personnes, dont les plus vils des hommes auraient eu honte.

Ce qui est plus étonnant encore, c'est ce mélange d'activité et d'indolence avec lequel Vendôme fit contre Eugene une guerre d'artifices, de surprises, de marches, de passages de rivieres, de

petits combats souvent aussi inutiles que meurtriers, de batailles sanglantes où les deux partis s'attribuaient la victoire : telle fut celle de Luzara, pour laquelle les *Te Deum* furent chantés à Vienne et à Paris. Vendôme était vainqueur toutes les fois qu'il n'avait pas affaire au prince Eugene en personne : mais, dès qu'il le trouvait en tête, la France n'avait plus d'avantage.

Au milieu de ces combats, et des sieges de tant de châteaux et de petites villes, des nouvelles secretes arrivent à Versailles, que le duc de Savoie, petit-fils d'une sœur de Louis XIII, beau-pere du duc de Bourgogne, beau-pere de Philippe V, va quitter les Bourbons, et marchande l'appui de l'empereur. Tout le monde est surpris qu'il abandonne à la fois ses deux gendres, et même, à ce qu'on croit, ses véritables intérêts. Mais l'empereur lui promettait tout ce que ses gendres lui avaient refusé, le Montferrat mantouan, Alexandrie, Valence, les pays entre le Pô et le Tanaro, et plus d'argent que la France ne lui en donnait. Cet argent devait être fourni par l'Angleterre; car l'empereur en avait à peine pour soudoyer ses armées. L'Angleterre, la plus riche des alliés, contribuait plus qu'eux tous pour la cause commune. Si le duc de Savoie consulta peu les lois des nations et celles de la nature, c'est une question de morale, laquelle se mêle peu de la conduite des souverains. L'évènement seul a fait voir à la fin qu'il ne manqua pas, au moins dans son traité, aux lois de la politique : mais il y manqua dans un autre point bien essentiel : ce fut en laissant ses troupes à la merci des Français,

tandis qu'il traitait avec l'empereur. Le duc de Vendôme les fit désarmer. Elles n'étaient, à la vérité, que de cinq mille hommes ; mais ce n'était pas un petit objet pour le duc de Savoie.

A peine la maison de Bourbon a-t-elle perdu cet allié, qu'elle apprend que le Portugal est déclaré contre elle. Pierre, roi de Portugal, reconnaît l'archiduc Charles pour roi d'Espagne. Le conseil impérial, au nom de cet archiduc, démembrait, en faveur de Pierre II, une monarchie dans laquelle il n'avait pas encore une ville : il lui cédait, par un de ces traités qui n'ont point eu d'exécution, Vigo, Baïonne, Alcantara, Badajoz, une partie de l'Estramadoure, tous les pays situés à l'occident de la riviere de la Plata en Amérique ; en un mot, il partageait ce qu'il n'avait pas, pour acquérir ce qu'il pourrait en Espagne.

Le roi de Portugal, le prince de Darmstadt, ministre de l'archiduc, l'amirante de Castille, son partisan, implorerent même le secours du roi de Maroc. Non seulement ils firent des traités avec ce barbare pour avoir des chevaux et du bled ; mais ils demanderent des troupes. L'empereur de Maroc, Muley Ismaël, le tyran le plus guerrier et le plus politique qui fût alors chez les nations mahométanes, ne voulut envoyer ses troupes qu'à des conditions dangereuses pour la chrétienté, et honteuses pour le roi de Portugal : il demandait en otage un fils de ce roi, et des villes. Le traité n'eut point lieu. Les chrétiens se déchirerent de leurs propres mains, sans y joindre celles des barbares. Ce secours

d'Afrique ne valait pas pour la maison d'Autriche celui d'Angleterre et de Hollande.

Churchill, comte et ensuite duc de Marlborough, déclaré général des troupes anglaises et hollandaises, dès l'an 1702, fut l'homme le plus fatal à la grandeur de la France qu'on eût vu depuis plusieurs siecles. Il n'était pas comme ces généraux auxquels un ministre donne par écrit le projet d'une campagne, et qui, après avoir suivi à la tête d'une armée les ordres du cabinet, reviennent briguer l'honneur de servir encore. Il gouvernait alors la reine d'Angleterre, et par le besoin qu'on avait de lui, et par l'autorité que sa femme avait sur l'esprit de cette reine: il menait le parlement par son crédit et par celui de Godolphin, grand trésorier, dont le fils épousa sa fille. Ainsi, maître de la cour, du parlement, de la guerre, et des finances, plus roi que n'avait été Guillaume, aussi politique que lui, et beaucoup plus grand capitaine, il fit plus que les alliés n'osaient espérer. Il avait, par-dessus tous les généraux de son temps, cette tranquillité de courage au milieu du tumulte, et cette sérénité d'ame dans le péril, que les Anglais appellent *cold head, tête froide*. C'est peut-être cette qualité, le premier don de la nature pour le commandement, qui a donné autrefois tant d'avantage aux Anglais sur les Français dans les plaines de Poitiers, de Créci, et d'Azincourt.

Marlborough, guerrier infatigable pendant la campagne, devenait un négociateur aussi agissant pendant l'hiver. Il allait à la Haye et dans toutes

les cours d'Allemagne; il persuadait les Hollandais de s'épuiser pour abaisser la France; il excitait les ressentiments de l'électeur palatin: il allait flatter la fierté de l'électeur de Brandebourg, lorsque ce prince voulut être roi; il lui présentait la serviette à table, pour en tirer le secours de sept à huit mille soldats. Le prince Eugene, de son côté, ne finissait une campagne que pour aller faire lui-même à Vienne les préparatifs de l'autre. On sait si les armées en sont mieux pourvues, quand le général est le ministre. Ces deux hommes, tantôt commandant ensemble, tantôt séparément, furent toujours d'intelligence: ils conféraient souvent à la Haye avec le grand pensionnaire Heinsius et le greffier Fagel, qui gouvernaient les Provinces-Unies avec autant de lumieres que les Barnevelt et les de Witt, et avec plus de bonheur. Ils faisaient tonjours de concert mouvoir les ressorts de la moitié de l'Europe contre la maison de Bourbon; et le ministere de France était alors bien faible pour résister longtemps à ces forces réunies. Le secret de leur projet de campagne fut toujours gardé entre eux: ils arrangeaient eux-mêmes leurs desseins, et ne les confiaient à ceux qui les devaient seconder qu'an point de l'exécution. Chamillart, au contraire, n'étant ni politique, ni guerrier, ni même homme de finance, et jouant cependant le rôle d'un premier ministre, dans l'impuissance où il était de faire des arrangements par lui-même, les recevait de plusieurs mains subalternes: son secret était quelquefois divulgué avant même qu'il sût précisément ce qu'on devait faire. C'est ce que le marquis de Feu-

quieres lui reproche avec raison; et madame de Maintenon avoue dans ses lettres que cet homme qu'elle avait choisi était un ministre incapable. Ce fut là une des principales causes du malheur de la France.

Dès que Marlborough eut le commandement des armées confédérées en Flandre, il fit voir qu'il avait appris l'art de la guerre sous Turenne: il avait fait autrefois ses premieres campagnes, volontaire sous ce général. On ne l'appelait dans l'armée que le bel Anglais; mais le vicomte de Turenne avait jugé que le bel Anglais serait un jour un grand homme. Il commença par élever des officiers subalternes, et jusqu'alors inconnus, dont il démêlait le mérite, sans s'assujettir à l'ordre du grade militaire, que nous appelons en France l'*ordre du tableau*. Il savait que quand les grades ne sont que la suite de l'ancienneté, l'émulation périt; et qu'un officier, pour être plus ancien, n'est pas toujours meilleur: il forma d'abord des hommes. Il gagna du terrain sur les Français sans combattre. Le premier mois, le comte d'Atholne, général hollandais, lui disputait le commandement; et dès le second, il fut obligé de lui déférer en tout. Le roi de France avait envoyé contre lui son petit-fils le duc de Bourgogne, prince sage et juste, né pour rendre les hommes heureux: le maréchal de Boufflers, homme d'un courage infatigable, commandait l'armée sous ce jeune prince; mais le duc de Bourgogne, après avoir vu prendre plusieurs places, après avoir été forcé de reculer par les marches savantes de l'Anglais, revint à Versailles au milieu de la campagne.

Boufflers resta seul témoin des succès de Marlborough, qui prit Venlo, Ruremonde, Liege, avançant toujours, et ne perdant pas un moment la supériorité.

Marlborough, de retour à Londres après cette campagne, reçut les honneurs dont on peut jouir dans une monarchie et dans une république; créé duc par la reine, et, ce qui est plus flatteur, remercié par les deux chambres du parlement, dont les députés vinrent le complimenter dans sa maison.

Il s'élevait cependant un homme qui semblait devoir rassurer la fortune de la France: c'était le maréchal duc de Villars, alors lieutenant-général, et que nous avons vu depuis généralissime des armées de France, d'Espagne, et de Sardaigne, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, officier plein d'audace et de confiance. Il avait été l'artisan de sa fortune par son opiniâtreté à faire au-delà de son devoir. Il déplut quelquefois à Louis XIV; et, ce qui était plus dangereux, à Louvois, parcequ'il leur parlait avec la même hardiesse qu'il servait. On lui reprochait de n'avoir pas une modestie digne de sa valeur: mais enfin on s'était apperçu qu'il avait un génie fait pour la guerre, et fait pour conduire des Français. On l'avait avancé en peu d'années, après l'avoir laissé languir long-temps.

Il n'y a guere eu d'hommes dont la fortune ait fait plus de jaloux, et qui ait dû moins en faire. Il a été maréchal-de-France, duc et pair, gouverneur de province: mais aussi il a sauvé l'état; et d'autres qui l'ont perdu, ou qui n'ont été que courtisans, ont eu à-peu-près les mêmes récompenses. On lui a

reproché jusqu'à ses richesses, quoique médiocres, acquises par des contributions dans les pays ennemis, prix de sa valeur et de sa conduite ; pendant que ceux qui ont élevé des fortunes dix fois plus considérables par des voies honteuses, les ont possédées avec l'approbation universelle. Il n'a guere commencé à jouir de sa renommée que vers l'âge de quatre-vingts ans. Il fallait qu'il survécût à toute la cour pour goûter pleinement sa gloire.

Il n'est pas inutile qu'on sache quelle a été la raison de cette injustice dans les hommes : c'est que le maréchal de Villars n'avait point d'art. Il n'avait ni celui de se faire des amis avec de la probité et de l'esprit, ni celui de se faire valoir, quoiqu'il parlât de lui-même comme il méritait que les autres en parlassent.

Il dit un jour au roi devant toute la cour lorsqu'il prenait congé pour aller commander l'armée : « Sire, « je vais combattre les ennemis de votre majesté, et « je vous laisse au milieu des mieus ». Il dit aux courtisans du duc d'Orléans, régent du royaume, devenus riches par ce bouleversement de l'état appelé système : « Pour moi, je n'ai jamais rien gagné « que sur les ennemis». Ses discours, où il se permettait le même courage que dans ses actions, rabaissaient trop les autres hommes, déja assez irrités par son bonheur.

Il était, en ces commencements de la guerre, l'un des lieutenants-généraux qui commandaient des détachements dans l'Alsace. Le prince de Bade, à la tête de l'armée impériale, venait de prendre Landau, défendu par Mélac pendant quatre mois. Ce

prince faisoit des progrès. Il avait les avantages du nombre, du terrain, et d'un commencement de campagne heureux. Son armée était dans ces montagnes du Brisgau qui touchent à la forêt noire: et cette forêt immense séparait les troupes bavaroises des françaises. Catinat commandait dans Strasbourg. Sa circonspection l'empêcha d'entreprendre d'aller attaquer le prince de Bade avec tant de désavantages: l'armée de France eût été perdue sans ressource, et l'Alsace eût été ouverte par un mauvais succès. Villars, qui avait résolu d'être maréchal-de-France ou de périr, hasarda ce que Catinat n'osait faire; il en obtint permission de la cour. Il marcha aux Impériaux avec une armée inférieure, vers Fridlingen, et donna la bataille qui porte ce nom.

La cavalerie se battait dans la plaine: l'infanterie française gravit au haut de la montagne, et attaqua l'infanterie allemande retranchée dans des bois. J'ai entendu dire plus d'une fois au maréchal de Villars, que la bataille étant gagnée, comme il marchait à la tête de son infanterie; une voix cria: « Nous sommes coupés ». A ce mot, tous ses régiments s'enfuirent. Il court à eux, et leur crie: « Allons, mes amis, la victoire est à nous; vive le « roi »! les soldats répondent, *Vive le roi!* en tremblant, et recommencent à fuir. La plus grande peine qu'eût le général, ce fut de rallier les vainqueurs. Si deux régiments ennemis avaient paru dans le moment de cette terreur panique, les Français étaient battus: tant la fortune décide souvent du gain des batailles!

Le prince de Bade, après avoir perdu trois mille hommes, son canon, son champ de bataille, après avoir été poursuivi deux lieues à travers les bois et les défilés, tandis que, pour preuve de sa défaite, le fort de Fridlingen capitulait, manda cependant à Vienne qu'il avait remporté la victoire, et fit chanter un *Te Deum* plus honteux pour lui que la bataille perdue.

Les Français, remis de leur terreur panique, proclamerent Villars maréchal-de-France sur le champ de bataille; et le roi, quinze jours après, confirma ce que la voix des soldats lui avait donné.

Le maréchal de Villars joint enfin l'électeur de Baviere avec ses troupes victorieuses : il le trouve vainqueur de son côté, gagnant du terrain, et maître de la ville impériale de Ratisbonne, où l'empire assemblé venait de conjurer sa perte.

Villars était plus fait pour bien servir l'état, en ne suivant que son génie, que pour agir de concert avec un prince. Il mena, ou plutôt il entraîna l'électeur au-delà du Danube; et quand le fleuve fut passé, l'électeur se repentit, voyant que le moindre échec laisserait ses états à la merci de l'empereur. Le comte de Styrum, à la tête d'un corps d'environ vingt mille hommes, allait se joindre à la grande armée du prince de Bade, auprès de Donavert. « Il « faut les prévenir, dit le maréchal au prince : il « faut tomber sur Styrum et marcher tout-à-l'heure». L'électeur temporisait : il répondait qu'il en devait conférer avec ses généraux et ses ministres. « C'est « moi qui suis votre ministre et votre général, lui « répliquait Villars; vous faut-il d'autre conseil

« que moi, quand il s'agit de donner bataille »? Le prince, occupé du danger de ses états, reculait encore; il se fâchait contre le général: « Hé bien, lui « dit Villars, si votre altesse électorale ne veut pas « saisir l'occasion avec ses Bavarois, je vais com- « battre avec les Français »; et aussitôt il donna ordre pour l'attaque. Le prince indigné, et ne voyant dans ce Français qu'un téméraire, fut obligé de combattre malgré lui. C'était dans les plaines d'Hochstet, auprès de Donavert.

Après la première charge on vit encore un effet de ce que peut la fortune dans les combats. L'armée ennemie et la française, saisies d'une terreur panique, prirent la fuite toutes deux en même temps, et le maréchal de Villars se vit presque seul quelques minutes sur le champ de bataille: il rallia les troupes, les ramena au combat, et remporta la victoire. On tua trois mille Impériaux; on en prit quatre mille: ils perdirent leur canon et leur bagage. L'électeur se rendit maître d'Augsbourg. Le chemin de Vienne était ouvert: il fut agité dans le conseil de l'empereur s'il sortirait de sa capitale.

La terreur de l'empereur était excusable: il était alors battu par-tout. Le duc de Bourgogne, ayant sous lui les maréchaux de Tallart et de Vauban, venait de prendre le vieux Brisach. Tallart venait non seulement de reprendre Landau, mais il avait encore défait auprès de Spire le prince de Hesse, depuis roi de Suede, qui voulait secourir la ville. Si l'on en croit le marquis de Feuquieres, cet officier et ce juge si instruit dans l'art militaire, mais si sévere dans ses jugements, le maréchal de

Tallart ne gagna cette bataille que par une faute et par une méprise. Mais enfin il écrivit du champ de bataille au roi : « Sire, votre armée a pris plus d'é-« tendards et de drapeaux qu'elle n'a perdu de sim-« ples soldats. »

Cette action fut celle de toute la guerre où la baïonnette fit le plus de carnage : les Français, par leur impétuosité, avaient un grand avantage en se servant de cette arme. Elle est devenue depuis plus menaçante que meurtriere ; le feu soutenu et roulant a prévalu. Les Allemands et les Anglais s'accoutumerent à tirer par divisions avec plus d'ordre et de promptitude que les Français. Les Prussiens furent les premiers qui chargerent leurs fusils avec des baguettes de fer : le second roi de Prusse les disciplina de sorte qu'ils pouvaient tirer six coups par minute très aisément. Trois rangs tirant à la fois, et avançant ensuite rapidement, décident aujourd'hui du sort des batailles : les canons de campagne font un effet non moins redoutable ; les bataillons que ce feu ébranle n'attendent pas l'attaque des baïonnettes, et la cavalerie acheve de les rompre. Ainsi la baïonnette effraie plus qu'elle ne tue, et l'épée est devenue absolument inutile à l'infanterie : la force du corps, l'adresse, le courage d'un combattant, ne lui servent plus de rien. Les bataillons sont devenus de grandes machines, dont la mieux montée dérange nécessairement celle qui lui est opposée. C'est précisément par cette raison que le prince Eugene a gagné contre les Turcs les célebres batailles de Témisvar et de Belgrade, où les Turcs auraient eu probablement l'avantage par leur

nombre supérieur, s'il y avait eu ce qu'on appelle une mêlée. Ainsi l'art de se détruire est non seulement tout autre de ce qu'il était avant l'invention de la poudre, mais de ce qu'il était il y a cent ans.

Cependant la fortune de la France se soutenant d'abord si heureusement du côté de l'Allemagne, on présumait que le maréchal de Villars la pousserait encore plus loin avec cette impétuosité qui déconcertait la lenteur allemande: mais ce même caractere qui en faisait un chef redoutable le rendait incompatible avec l'électeur de Baviere. Le roi voulait qu'un général ne fût fier qu'avec l'ennemi; et l'électeur de Baviere fut assez malheureux pour demander un autre maréchal-de-France.

Villars lui-même, fatigué des petites intrigues d'une cour orageuse et intéressée, des irrésolutions de l'électeur, et plus encore des lettres du ministre d'état Chamillart, plein de prévention contre lui, comme d'ignorance, demanda au roi sa retraite. Ce fut la seule récompense qu'il eut des opérations de guerre les plus savantes, et d'une bataille gagnée. Chamillart, pour le malheur de la France, l'envoya dans le fond des Cévenes réprimer des paysans fanatiques, et il ôta aux armées françaises le seul général qui pût alors, ainsi que le duc de Vendôme, leur inspirer un courage invincible. On parlera de ces fanatiques dans le chapitre de la religion: Louis XIV avait alors des ennemis plus terribles, plus heureux, et plus irréconciliables, que ces habitants des Cévenes.

CHAPITRE XIX.

Perte de la bataille de Bleinheim ou d'Hochstet, et ses suites.

Le duc de Marlborough était revenu vers les Pays-Bas, au commencement de 1703, avec la même conduite et la même fortune. Il avait pris Bonn, résidence de l'électeur de Cologne; de là il avait repris Hui, Limbourg, et s'était rendu maître de tout le Bas-Rhin. Le maréchal de Villeroi, au sortir de sa prison, commandait en Flandre, et n'était pas plus heureux contre Marlborough qu'il ne l'avait été contre le prince Eugene. En vain le maréchal de Boufflers venait de remporter, avec un détachement de l'armée, un petit avantage au combat d'Eckeren, contre Obdam, général hollandais: un succès qui n'a point de suite n'est rien.

Cependant, si le général anglais ne marchait pas au secours de l'empereur, la maison d'Autriche semblait perdue. L'électeur de Baviere était maître de Passau; trente mille Français, sous les ordres du maréchal de Marsin, qui avait succédé à Villars, inondaient le pays au-delà du Danube; des partis couraient dans l'Autriche; Vienne était menacée d'un côté par les Français et les Bavarois, de l'autre par le prince Ragotski, à la tête des Hongrois combattant pour leur liberté, et secourus de l'argent de la France et de celui des Turcs. Alors le prince Eugene accourt d'Italie; il vient prendre le commandement des armées d'Allemagne: il voit à

Heilbron le duc de Marlborough. Ce général anglais, que rien ne gênait dans sa conduite, et que sa reine et les Hollandais laissaient maître de ses desseins, marche au secours du centre de l'empire. Il prend d'abord avec lui dix mille Anglais d'infanterie et vingt-trois escadrons; il hâte sa marche; il arrive vers le Danube auprès de Donavert, vis-à-vis les lignes de l'électeur de Baviere, dans lesquelles environ huit mille Français et autant de Bavarois retranchés gardaient les pays conquis par eux. Après deux heures de combat, Marlborough perce à la tête de trois bataillons anglais, renverse les Bavarois et les Français. On dit qu'il tua six mille hommes, et qu'il en perdit presque autant: peu importe à un général le nombre des morts, quand il vient à bout de son entreprise. Il prend Donavert; il passe le Danube; il met la Baviere à contribution.

Le maréchal de Villeroi, qui l'avait voulu suivre dans ses premieres marches, l'avait tout d'un coup perdu de vue, et n'apprit où il était qu'en apprenant cette victoire de Donavert.

Le maréchal de Tallart, avec un corps d'environ trente mille hommes, vient pour s'opposer à Marlborough par un autre chemin, et se joint à l'électeur; dans le même temps le prince Eugene arrive, et se joint à Marlborough.

Enfin les deux armées se rencontrent assez près de ce même Donavert, et dans les mêmes campagnes où le maréchal de Villars avait remporté une victoire un an auparavant. Il était alors dans les Cévenes. Je sais qu'ayant reçu une lettre de l'armée de

Tallart, écrite la veille de la bataille, par laquelle on lui mandait la disposition des deux armées, et la maniere dont le maréchal de Tallart voulait combattre, il écrivit au président de Maisons, son beaufrere, que si le maréchal de Tallart donnait bataille en gardant cette position, il serait infailliblement défait. On montra la lettre à Louis XIV ; elle a été publique.

L'armée de France, en comptant les Bavarois, était de quatre-vingt-deux bataillons et de cent soixante escadrons ; ce qui faisait à-peu-près soixante mille combattants, parceque les corps n'étaient pas complets. Soixante-quatre bataillons et cent cinquante-deux escadrons composaient l'armée ennemie, qui n'était forte que d'environ cinquante-deux mille hommes ; car on fait toujours les armées plus nombreuses qu'elles ne le sont. Cette journée, si sanglante et si décisive, mérite une attention particuliere. On a reproché bien des fautes aux généraux français ; la premiere était de s'être mis dans la nécessité de recevoir la bataille, au lieu de laisser l'armée ennemie se consumer faute de fourrage, et de donner au maréchal de Villeroi le temps de tomber sur les Pays-Bas dégarnis, ou de s'avancer en Allemagne. Mais il faut considérer, pour réponse à ce reproche, que l'armée française étant un peu plus forte que celle des alliés pouvait espérer de la défaire, et que la victoire eût détrôné l'empereur. Le marquis de Feuquieres compte douze fautes capitales que firent l'électeur, Marsin, et Tallart, avant et après la bataille. Une des plus considérables était de n'avoir point un gros corps d'infanterie à leur centre,

et d'avoir séparé leurs deux corps d'armée. J'ai entendu souvent de la bouche du maréchal de Villars que cette disposition était inexcusable.

Le maréchal de Tallart était à l'aile droite, l'électeur avec Marsin à la gauche. Le maréchal de Tallart avait dans le courage toute l'ardeur et la vivacité françaises, un esprit actif, perçant, fécond en expédients et en ressources. C'était lui qui avait conclu les traités de partage. Il était allé à la gloire et à la fortune par toutes les voies d'un homme d'esprit et de cœur. La bataille de Spire lui avait fait un très grand honneur, malgré les critiques de Feuquieres : car un général victorieux n'a point fait de fautes aux yeux du public; de même que le général battu a toujours tort, quelque sage conduite qu'il ait eue.

Mais le maréchal de Tallart avait un malheur bien dangereux pour un général ; sa vue était si faible qu'il ne distinguait pas les objets à vingt pas de lui. Ceux qui l'ont bien connu m'ont dit encore que son courage ardent, tout contraire à celui de Marlborough, s'enflammant dans la chaleur de l'action, ne laissait pas à son esprit une liberté assez entiere. Ce défaut lui venait d'un sang sec et allumé. On sait assez que notre tempérament fait toutes les qualités de notre ame.

Le maréchal de Marsin n'avait jusque-là jamais commandé en chef; et avec beaucoup d'esprit et un sens droit, il avait, disait-on, l'expérience d'un bon officier, plus que d'un général.

Pour l'électeur de Bavicre, on le regardait moins comme un grand capitaine que comme un prince

vaillant, aimable, chéri de ses sujets, ayant dans l'esprit plus de magnanimité que d'application.

Enfin la bataille commença entre midi et une heure. Marlborough et ses Anglais, ayant passé un ruisseau, chargeaient déjà la cavalerie de Tallart. Ce général, un peu avant ce temps-là, venait de passer à la gauche pour voir comment elle était disposée. C'était déjà un assez grand désavantage que l'armée de Tallart combattît sans que son général fût à sa tête. L'armée de l'électeur et de Marsin n'était point encore attaquée par le prince Eugène. Marlborough entama l'aile droite française près d'une heure avant qu'Eugène eût pu arriver vers l'électeur à la gauche.

Sitôt que le maréchal de Tallart apprend que Marlborough attaque son aile, il y court : il trouve une action furieuse engagée ; la cavalerie française trois fois ralliée et trois fois poussée. Il va vers le village de Blenheim, où il avait posté vingt-sept bataillons et douze escadrons. C'était une petite armée séparée : elle faisait un feu continuel sur celle de Marlborough. De ce village, où il donne ses ordres, il revole à l'endroit où Marlborough, avec de la cavalerie et des bataillons entre les escadrons, poussait la cavalerie française.

M. de Fenquieres se trompe assurément, quand il dit que le maréchal de Tallart n'y était pas, et qu'il fut pris prisonnier en revenant de l'aile de Marsin à la sienne. Toutes les relations conviennent, et il ne fut que trop vrai pour lui, qu'il y était présent. Il y fut blessé ; son fils y reçut un coup mortel auprès de lui. Toute sa cavalerie est

mise en déroute en sa présence. Marlborough vainqueur perce d'un côté entre les deux armées françaises; de l'autre ses officiers-généraux percent aussi entre ce village de Blenheim et l'armée de Tallart, séparée encore de la petite armée qui est dans Bleinheim.

Le maréchal de Tallart, dans cette cruelle situation, court pour rallier quelques escadrons. La faiblesse de sa vue lui fait prendre un escadron ennemi pour un français; il est fait prisonnier par les troupes de Hesse, qui étaient à la solde de l'Angleterre. Au moment que le général était pris, le prince Eugene, trois fois repoussé, gagnait enfin l'avantage. La déroute était déja totale, et la fuite précipitée dans le corps d'armée du maréchal de Tallart. La consternation et l'aveuglement de toute cette droite était au point qu'officiers et soldats se jetaient dans le Dannbe, sans savoir où ils allaient. Aucun officier-général ne donnait d'ordre pour la retraite; aucun ne pensait ou à sauver ces vingt-sept bataillons et ces douze escadrons des meilleures troupes de France, enfermés si malheureusement dans Blenheim, ou à les faire combattre. Le maréchal de Marsin fit alors la retraite; le comte du Bourg, depuis maréchal-de-France, sauva une petite partie de l'infanterie, en se retirant par les marais d'Hochstet: mais ni lui, ni Marsin, ni personne, ne songea à cette armée qui restait encore dans Blenheim, attendant des ordres, et n'en recevant point. Elle était d'onze mille hommes effectifs; c'étaient les plus anciens corps. Il y a plusieurs exemples de moindres armées qui ont battu

des armées de cinquante mille hommes, ou qui ont fait des retraites glorieuses; mais l'endroit où on se trouve posté décide de tout. Ils ne pouvaient sortir des rues étroites d'un village pour se mettre d'eux-mêmes en ordre de bataille devant une armée victorieuse, qui les eût à chaque instant accablés par un plus grand front, par son artillerie, et par les canons même de l'armée vaincue, qui étaient déja au pouvoir du vainqneur. L'officier-général qui devait les commander, le marquis de Clairambault, fils du maréchal de Clairambault; courut pour demander les ordres au maréchal de Tallart. il apprend qu'il est pris; il ne voit que des fuyards; il fuit avec eux, et va se noyer dans le Danube.

Sivieres, brigadier, qui était posté dans ce village, tente alors un coup hardi; il crie aux officiers d'Artois et de Provence de marcher avec lui: plusieurs officiers même des autres régiments y accourent: ils fondent sur l'ennemi, comme on fait une sortie d'une place assiégée; mais après la sortie, il faut rentrer dans la place. Un de ces officiers, nommé Desnonvilles, revint à cheval un moment après dans le village avec mylord Orknay, du nom d'Hamilton. « Est-ce un Anglais prisonnier que « vous nous amenez »? lui dirent les officiers en l'entourant. « Non, messieurs: je suis prisonnier « moi-même, et je viens vous dire qu'il n'y a d'autre « parti pour vous que de vous rendre prisonniers « de guerre. Voilà le comte d'Orknai qui vous offre « la capitulation.» Toutes ces vieilles bandes frémirent; Navarre déchira et enterra ses drapeaux; mais enfin il fallut plier sous la nécessité, et cette armée

se rendit sans combattre. Mylord Orknai m'a dit que ce corps de troupes ne pouvait faire autrement dans sa situation gênée. L'Europe fut étonnée que les meilleures troupes françaises eussent subi en corps cette ignominie; on imputait leur malheur à la lâcheté: mais quelques années après, quatorze mille Suédois, se rendant à discrétion aux Russes en rase campagne, ont justifié les Français.

Telle fut la célebre bataille qui, en France, a le nom d'Hochstet, en Allemagne, de Pleintheim, et en Angleterre, de Blenheim. Les vainqueurs y eurent près de cinq mille morts et près de huit mille blessés, et le plus grand nombre du côté du prince Eugene. L'armée française y fut presque entièrement détruite; de soixante mille hommes, si long-temps victorieux, on n'en rassembla pas plus de vingt mille effectifs.

Environ douze mille morts, quatorze mille prisonniers, tout le canon, un nombre prodigieux d'étendards et de drapeaux, les tentes, les équipages, le général de l'armée, et douze cents officiers de marque au pouvoir du vainqueur, signalerent cette journée: les fuyards se disperserent; près de cent lieues de pays furent perdues en moins d'un mois. La Baviere entiere, passée sous le joug de l'empereur, éprouva tout ce que le gouvernement autrichien irrité avait de rigueur, et ce que le soldat vainqueur a de rapacité et de barbarie. L'électeur, se réfugiant à Bruxelles, rencontra sur le chemin son frere l'électeur de Cologne, chassé comme lui de ses états; ils s'embrasserent en versant des larmes. L'étonnement et la consternation

saisirent la cour de Versailles, accoutumée à la prospérité. La nouvelle de la défaite vint au milieu des réjouissances pour la naissance d'un arrière-petit-fils de Louis XIV : personne n'osait apprendre au roi une vérité si cruelle : il fallut que madame de Maintenon se chargeât de lui dire qu'il n'était plus invincible.

On a dit et on a écrit, et toutes les histoires ont répété, que l'empereur fit ériger dans les plaines de Blenheim un monument de cette défaite, avec une inscription flétrissante pour le roi de France : mais ce monument n'exista jamais ; il n'y a eu que l'Angleterre qui en ait érigé un à la gloire du duc de Marlborough. La reine et le parlement lui ont fait bâtir dans sa principale terre un palais immense qui porte le nom de Blenheim : cette bataille y est représentée dans les tableaux et sur les tapisseries. Les remerciements des chambres du parlement, ceux des villes et des bourgades, les acclamations de l'Angleterre, furent le premier prix qu'il reçut de sa victoire. Le poëme du célebre Addisson, monument plus durable que le palais de Blenheim, est compté par cette nation guerriere et savante parmi les récompenses les plus honorables du duc de Marlborough. L'empereur le fit prince de l'empire, en lui donnant la principauté de Mindelheim, qui fut depuis changée contre une autre ; mais il n'a jamais été connu sous ce titre, le nom de Marlborough étant devenu le plus beau qu'il pût porter.

L'armée de France dispersée laisse aux alliés une carriere ouverte du Danube au Rhin. Ils passent le

Rhin : ils entrent en Alsace. Le prince Louis de Bade, général célebre pour les campements et pour les marches, investit Landau, que les Français avaient repris. Le roi des Romains, Joseph, fils aîné de l'empereur Léopold, vient à ce siege. On prend Landau ; on prend Trarbach.

Cent lieues de pays perdues n'empêchent pas que les frontieres de la France ne fussent encore reculées. Louis XIV soutenait son petit-fils en Espagne, et était victorieux en Italie. Il fallait de grands efforts en Allemagne pour résister à Marlborough, et on les fit. On rassembla les débris de l'armée : on épuisa les garnisons : on fit marcher des milices. Le ministere emprunta de l'argent de tous côtés. Enfin on eut une armée ; et on rappela du fond des Cévenes le maréchal de Villars pour la commander. Il vint, et se trouva près de Treves, avec des forces inférieures, vis-à-vis le général anglais. Tous deux voulaient donner une nouvelle bataille. Mais le prince de Bade n'étant pas venu assez tôt joindre ses troupes aux Anglais, Villars eut au moins l'honneur de faire décamper Marlborough ; c'était beaucoup alors. Le duc de Marlborough, qui estimait assez le maréchal de Villars pour vouloir en être estimé, lui écrivit en décampant : « Rendez-moi la justice de croire « que ma retraite est la faute du prince de Bade, et « que je vous estime encore plus que je ne suis fâché « contre lui. »

Les Français avaient donc encore des barrieres en Allemagne. La Flandre, où commandait le maréchal de Villeroi délivré de sa prison, n'était pas entamée. En Espagne, le roi Philippe V et l'archiduc Charles

attendaient tous deux la couronne : le premier, de la puissance de son grand-pere, et de la bonne volonté de la plupart des Espagnols ; le second, du secours des Anglais, et des partisans qu'il avait en Catalogne et en Aragon. Cet archiduc, depuis empereur, et alors second fils de l'empereur Léopold, n'ayant rien que ce titre, était allé sur la fin de 1703, presque sans suite, à Londres implorer l'appui de la reine Anne.

Alors parut toute la puissance des Anglais. Cette nation, si étrangere dans cette querelle, fournit au prince autrichien deux cents vaisseaux de transport, trente vaisseaux de guerre, joints à dix vaisseaux hollandais, neuf mille hommes de troupes, et de l'argent pour aller conquérir un royaume. Mais cette supériorité que donnent le pouvoir et les bienfaits n'empêchait pas que l'empereur, dans sa lettre à la reine Anne, présentée par l'archiduc, ne refusât à cette souveraine sa bienfaitrice le titre de Majesté : on ne la traitait que de Sérénité, selon le style de la cour de Vienne, que l'usage seul pouvait justifier, et que la raison a fait changer depuis, quand la fierté a plié sous la nécessité.

CHAPITRE XX.

Pertes en Espagne : pertes des batailles de Ramillies et de Turin, et leurs suites.

Un des premiers exploits de ces troupes anglaises fut de prendre Gibraltar, qui passait avec raison

pour imprenable. Une longue chaîne de rochers escarpés en défendent toute approche du côté de terre : il n'y a point de port ; une baie longue, mal sûre, et orageuse, y laisse les vaisseaux exposés aux tempêtes et à l'artillerie de la forteresse et du môle. Les bourgeois seuls de cette ville la défendraient contre mille vaisseaux et cent mille hommes : mais cette force même fut la cause de la prise. Il n'y avait que cent hommes de garnison ; c'en était assez ; mais ils négligeaient un service qu'ils croyaient inutile. Le prince de Hesse avait débarqué avec dix-huit cents soldats dans l'isthme qui est au nord derriere la ville : mais de ce côté-là, un rocher escarpé rend la ville inattaquable. La flotte tira en vain quinze mille coups de canon. Enfin des matelots, dans une de leurs réjouissances, s'approcherent dans des barques sous le môle, dont l'artillerie devait les foudroyer : elle ne joua point. Ils montent sur le môle ; ils s'en rendent maîtres : les troupes y accourent ; il fallut que cette ville imprenable se rendît. Elle est encore aux Anglais dans le temps que j'écris (en 1740). L'Espagne, redevenue une puissance sous le gouvernement de la princesse de Parme, seconde femme de Philippe V, et victorieuse depuis en Afrique et en Italie, voit encore avec une douleur impuissante Gibraltar aux mains d'une nation septentrionale, dont les vaisseaux fréquentaient à peine, il y a deux siecles, la mer Méditerranée.

Immédiatement après la prise de Gibraltar, la flotte anglaise, maîtresse de la mer, attaqua à la vue de Malaga le comte de Toulouse, amiral de France ;

bataille indécise, à la vérité; mais dernière époque de la puissance de Louis XIV. Son fils naturel, le comte de Toulouse, amiral du royaume, y commandait cinquante vaisseaux de ligne et vingt-quatre galères: il se retira avec gloire et sans perte. Mais depuis, le roi ayant envoyé treize vaisseaux pour attaquer Gibraltar, tandis que le maréchal de Tessé l'assiégeait par terre, cette double témérité perdit à la fois et l'armée et la flotte: une partie des vaisseaux fut brisée par la tempête, une autre prise par les Anglais à l'abordage, après une résistance admirable; une autre brûlée sur les côtes d'Espagne. Depuis ce jour on ne vit plus de grandes flottes françaises, ni sur l'Océan, ni sur la Méditerranée; la marine rentra presque dans l'état dont Louis XIV l'avait tirée, ainsi que tant d'autres choses éclatantes qui ont eu sous lui leur orient et leur couchant.

Ces mêmes Anglais, qui avaient pris pour eux Gibraltar, conquirent en six semaines le royaume de Valence et de Catalogne pour l'archiduc Charles: ils prirent Barcelone par un hasard qui fut l'effet de la témérité des assiégeants.

Les Anglais étaient sous les ordres d'un des plus singuliers hommes qu'ait jamais portés ce pays si fertile en esprits fiers, courageux, et bizarres: c'était le comte Peterborough, homme qui ressemblait en tout à ces héros dont l'imagination des Espagnols a rempli tant de livres. A quinze ans il était parti de Londres pour aller faire la guerre aux Maures en Afrique; il avait à vingt ans commencé la révolution d'Angleterre, et s'était rendu le pre-

mier en Hollande auprès du prince d'Orange : mais de peur qu'on ne soupçonnât la raison de son voyage, il s'était embarqué pour l'Amérique, et de là il était allé à la Haye sur un vaisseau hollandais. Il perdit, il donna tout son bien, et rétablit sa fortune plus d'une fois. Il faisait alors la guerre en Espagne presque à ses dépens, et nourrissait l'archiduc et toute sa maison. C'était lui qui assiégeait Barcelone avec le prince de Darmstadt : il lui propose une attaque soudaine aux retranchements qui couvrent le fort Mont-joui et la ville ; ces retranchements, où le prince de Darmstadt périt, sont emportés l'épée à la main. Une bombe creve dans le fort sur le magasin des poudres, et le fait sauter : le fort est pris ; la ville capitule. Le vice-roi parle à Peterborough à la porte de cette ville : les articles n'étaient pas encore signés, quand on entend tout-à-coup des cris et des hurlements. « Vous « nous trahissez, dit le vice-roi à Peterborough ; « nous capitulons avec bonne foi, et voilà vos An- « glais qui sont entrés dans la ville par les remparts : « ils égorgent, ils pillent, ils violent. — Vous vous « méprenez, répondit le comte Peterborough : il « faut que ce soit des troupes du prince de Darm- « stadt. Il n'y a qu'un moyen de sauver votre ville, « c'est de me laisser entrer sur-le-champ avec mes « Anglais ; j'appaiserai tout, et je reviendrai à la « porte achever la capitulation ». Il parlait d'un ton de vérité et de grandeur, qui, joint au danger présent, persuada le gouverneur : on le laissa entrer. Il court avec ses officiers : il trouve des Allemands et des Catalans, qui, joints à la populace de

la ville, saccageaient les maisons des principaux citoyens; il les chasse; il leur fait quitter le butin qu'ils enlevaient: il rencontre la duchesse de Popoli entre les mains des soldats, prête à être déshonorée; il la rend à son mari: enfin, ayant tout appaisé, il retourne à cette porte, et signe la capitulation. Les Espagnols étaient confondus de voir tant de magnanimité dans des Anglais que la populace avait pris pour des barbares impitoyables, parcequ'ils étaient hérétiques.

A la perte de Barcelone se joignit encore l'humiliation de vouloir inutilement la reprendre. Philippe V, qui avait pour lui la plus grande partie de l'Espagne, n'avait ni généraux, ni ingénieurs, ni presque de soldats: la France fournissait tout. Le comte de Toulouse revient bloquer le port avec vingt-cinq vaisseaux qui restaient à la France; le maréchal de Tessé forme le siege avec trente et un escadrons et trente-sept bataillons: mais la flotte anglaise arrive; la française se retire; le maréchal de Tessé leve le siege avec précipitation: il laisse dans son camp des provisions immenses; il fuit, et abandonne quinze cents blessés à l'humanité du comte Peterborough. Toutes ces pertes étaient grandes: on ne savait s'il en avait plus coûté auparavant à la France pour vaincre l'Espagne, qu'il ne lui en coûtait alors pour la secourir. Toutefois le petit-fils de Louis XIV se soutenait par l'affection de la nation castillane, qui met son orgueil à être fidele, et qui persistait dans son choix.

Les affaires allaient bien en Italie: Louis XIV était vengé du duc de Savoie. Le duc de Vendôme

avait d'abord repoussé avec gloire le prince Eugene à la journée de Cassano, près de l'Adda; journée sanglante, et l'une de ces batailles indécises pour lesquelles on chante des deux côtés des *Te Deum*, mais qui ne servent qu'à la destruction des hommes, sans avancer les affaires d'aucun parti. Après la bataille de Cassano, il avait gagné pleinement celle de Cassinato, en l'absence du prince Eugene; et ce prince étant arrivé le lendemain de la bataille, avait vu encore un détachement de ses troupes entièrement défait. Enfin les alliés étaient obligés de céder tout le terrain au duc de Vendôme. Il ne restait plus guere que Turin à prendre: on allait l'investir; il ne paraissait pas possible qu'on le secourût. Le maréchal de Villars, vers l'Allemagne, poussait le prince de Bade; Villeroi commandait en Flandre une armée de quatre-vingt mille hommes; et il se flattait de réparer contre Marlborough le malheur qu'il avait essuyé en combattant le prince Eugene. Son trop de confiance en ses propres lumieres fut plus que jamais funeste à la France.

Près de la Mehaigne, et vers les sources de la petite Ghette, le maréchal de Villeroi avait campé son armée; le centre était à Ramillies, village devenu aussi fameux qu'Hochstet. Il eût pu éviter la bataille : les officiers-généraux lui conseillaient ce parti; mais le desir aveugle de la gloire l'emporta. Il fit, à ce qu'on prétend, la disposition de maniere qu'il n'y avait pas un homme d'expérience qui ne prévît le mauvais succès: des troupes de recrue, ni disciplinées ni completes, étaient au centre; il

laissa les bagages entre les lignes de son armée ; il posta sa gauche derriere nn marais, comme s'il eût voulu l'empêcher d'aller à l'ennemi.

Marlborough, qui remarqnait toutes ces fautes, arrange son armée pour en profiter. Il voit que la gauche de l'armée française ne peut aller attaquer la droite; il dégarnit aussitôt cette droite pour fondre vers Ramillies avec un nombre supérieur. M. de Gassion, lieutenant-général, qui voit ce mouvement des ennemis, crie au maréchal : « Vous êtes « perdu si vous ne changez votre ordre de bataille : « dégarnissez votre gauche pour vous opposer à « l'ennemi à nombre égal; faites rapprocher vos « lignes davantage : si vous tardez nn moment il n'y « a plus de ressource. »

Plusieurs officiers appuyerent ce conseil salutaire; le maréchal ne les crut pas. Marlborough attaque : il avait affaire à des ennemis rangés en bataille comme il les eût voulu poster lui-même pour les vaincre. Voilà ce qne toute la France a dit; et l'histoire est en partie le récit des opinions des hommes : mais ne devait-on pas dire aussi que les troupes des alliés étaient mieux disciplinées, que leur confiance en leur chef et en leurs succès passés leur inspirait plus d'audace? N'y eut-il pas des régiments français qui firent mal leur devoir? et les bataillons les plus inébranlables au feu ne font-ils pas la destinée des états? L'armée française ne résista pas une demi-heure. On s'était battu près de huit heures à Hochstet, et on avait tué près de huit mille hommes aux vainqueurs; mais à la journée de Ramillies on ne leur en tua pas deux mille cinq cents :

ce fut une déroute totale; les Français y perdirent vingt mille hommes, la gloire de la nation, et l'espérance de reprendre l'avantage. La Baviere, Cologne, avaient été perdues par la bataille d'Hochstet; toute la Flandre espagnole le fut par celle de Ramillies: Marlborough entra victorieux dans Anvers, dans Bruxelles; il prit Ostende: Menin se rendit à lui.

Le maréchal de Villeroi, au désespoir, n'osait écrire au roi cette défaite: il resta cinq jours sans envoyer de courier. Enfin il écrivit la confirmation de cette nouvelle, qui consternait déja la cour de France; et quand il reparut devant le roi, ce monarque, au lieu de lui faire des reproches, lui dit: « Monsieur le maréchal, on n'est pas heureux à « notre âge. »

Le roi tire aussitôt le duc de Vendôme d'Italie, où il ne le croyait pas nécessaire, pour l'envoyer réparer, s'il est possible, ce malheur: il espérait du moins, avec apparence de raison, que la prise de Turin le consolerait de tant de pertes. Le prince Eugene n'était pas à portée de paraître pour secourir cette ville: il était au-delà de l'Adige; et ce fleuve, bordé en-deçà d'une longue chaine de retranchements, semblait rendre le passage impraticable. Cette grande ville était assiégée par quarante-six escadrons et cent bataillons.

Le duc de la Feuillade, qui les commandait, était l'homme le plus brillant et le plus aimable du royaume: et, quoique gendre du ministre, il avait pour lui la faveur publique. Il était fils de ce maréchal de la Feuillade qui érigea la statue de Louis XIV

dans la place des Victoires : on voyait en lui le courage de son pere, la même ambition, le même éclat, avec plus d'esprit. Il attendait, pour récompense de la conquête de Turin, le bâton de maréchal-de-France. Chamillart, son beau-pere, qui l'aimait tendrement, avait tout prodigué pour lui assurer le succès. L'imagination est effrayée du détail des préparatifs de ce siege : les lecteurs qui ne sont point à portée d'entrer dans ces discussions, seront peut-être bien aises de trouver ici quel fut cet immense et inutile appareil.

On avait fait venir cent quarante pieces de canon; et il est à remarquer que chaque gros canon monté revient à environ deux mille écus. Il y avait cent dix mille boulets, cent six mille cartouches d'une façon, et trois cent mille d'une autre, vingt et un mille bombes, vingt sept mille sept cents grenades, quinze mille sacs à terre, trente mille instruments pour le pionnage, douze cent mille livres de poudre. Ajoutez à ces munitions le plomb, le fer, et le fer-blanc, les cordages, tout ce qui sert aux mineurs, le soufre, le salpêtre, les outils de toute espece. Il est certain que les frais de tous ces préparatifs de destruction suffiraient pour fonder et pour faire fleurir la plus nombreuse colonie. Tout siege de grande ville exige ces frais immenses ; et quand il faut réparer chez soi un village ruiné, on le néglige.

Le duc de la Feuillade, plein d'ardeur et d'activité, plus capable que personne des entreprises qui ne demandaient que du courage, mais incapable de celles qui exigeaient de l'art, de la méditation, et du temps, pressait ce siege contre toutes les regles. Le

maréchal de Vauban, le seul général peut-être qui aimât mieux l'état que soi-même, avait proposé au duc de la Feuillade de venir diriger le siege comme ingénieur, et de servir dans son armée comme volontaire; mais la fierté de la Feuillade prit les offres de Vauban pour de l'orgueil caché sous de la modestie: il fut piqué que le meilleur ingénieur de l'Europe lui voulût donner des avis. Il manda dans une lettre que j'ai vue: « J'espere prendre Turin à « la Coborn ». Ce Cohorn était le Vauban des alliés, bon ingénieur, bon général, et qui avait pris plus d'une fois des places fortifiées par Vauban. Après une telle lettre, il fallait prendre Turin: mais l'ayant attaqué par la citadelle, qui était le côté le plus fort, et n'ayant pas même entouré toute la ville, des secours, des vivres pouvaient y entrer; le duc de Savoie pouvait en sortir: et plus le duc de la Feuillade mettait d'impétuosité dans des attaques réitérées et infructueuses, plus le siege traînait en longueur.

Le duc de Savoie sortit de la ville avec quelques troupes de cavalerie, pour donner le change au duc de la Feuillade. Celui-ci se détache du siege pour courir après le prince, qui, connaissant mieux le terrain, échappe à ses poursuites. La Feuillade manque le duc de Savoie, et la conduite du siege en souffre.

Presque tous les historiens ont assuré que le duc de la Feuillade ne voulait point prendre Turin: ils prétendent qu'il avait juré à madame la duchesse de Bourgogne de respecter la capitale de son pere; ils débitent que cette princesse engagea madame de

Maintenon à faire prendre toutes les mesures qui furent le salut de cette ville. Il est vrai que presque tous les officiers de cette armée en ont été long-temps persuadés ; mais c'était un de ces bruits populaires qui décréditent le jugement des nouvellistes, et qui déshonorent les histoires. Il eût été d'ailleurs bien contradictoire que le même général eût voulu manquer Turin, et prendre le duc de Savoie.

Depuis le 13 mai jusqu'au 20 juin, le duc de Vendôme, au bord de l'Adige, favorisait ce siege ; et il comptait, avec soixante-dix bataillons et soixante escadrons, fermer tous les passages au prince Eugene.

Le général des Impériaux manquait d'hommes et d'argent : les merciers de Londres lui prêterent environ six millions de nos livres ; il fit enfin venir des troupes des cercles de l'empire. La lenteur de ces secours eût pu perdre l'Italie ; mais la lenteur du siege de Turin était encore plus grande.

Vendôme était déja nommé pour aller réparer les pertes de la Flandre : mais avant de quitter l'Italie, il souffre que le prince Eugene passe l'Adige ; il lui laisse traverser le canal blanc, enfin le Pô même, fleuve plus large et en quelques endroits plus difficile que le Rhône. Le général français ne quitta les bords du Pô qu'après avoir vu le prince Eugene en état de pénétrer jusqu'auprès de Turin : ainsi il laissa les affaires dans une grande crise en Italie, tandis qu'elles paraissaient désespérées en Flandre, en Allemagne, et en Espagne.

Le duc de Vendôme va donc rassembler vers Mons les débris de l'armée de Villeroi ; et le duc

d'Orléans, neveu de Louis XIV, vient commander vers le Pô les troupes du duc de Vendôme. Ces troupes étaient en désordre, comme si elles avaient été battues. Eugene avait passé le Pô à la vue de Vendôme; il passe le Tanaro aux yeux du duc d'Orléans; il prend Carpi, Corregio, Reggio; il dérobe une marche aux Français; enfin il joint le duc de Savoie auprès d'Asti. Tout ce que put faire le duc d'Orléans, ce fut de venir joindre le duc de la Feuillade au camp devant Turin; le prince Eugene le suit en diligence. Il y avait alors deux partis à prendre; celui d'attendre le prince Eugene dans les lignes de circonvallation, ou celui de marcher à lui, lorsqu'il était encore auprès de Veillane. Le duc d'Orléans assemble un conseil de guerre: ceux qui le composaient étaient le maréchal de Marsin, celui-là même qni avait perdu la bataille d'Hochstet, le duc de la Feuillade, Albergoti, Saint-Fremont, et d'autres lieutenants-généranx. « Messieurs, leur « dit le dnc d'Orléans, si nous restons dans nos « lignes, nous perdons la bataille: notre circonval- « lation est de cinq lieues d'étendue; nous ne pou- « vons border tous ces retranchements. Vous voyez « ici le régiment de la marine, qui n'est que sur « deux hommes de hauteur; là vous voyez des en- « droits entièrement dégarnis: la Doire, qui passe « dans notre camp, empêchera nos troupes de se « porter mutuellement de prompts secours. Quand « le Français attend qu'on l'attaque, il perd le plus « grand de ses avantages, cette impétuosité et ces « premiers moments d'ardeur qui décident si sou- « vent du gain des batailles. Croyez-moi; il faut

« marcher à l'ennemi ». Tous les lieutenants-généraux répondirent, *Il faut marcher.* Alors le maréchal de Marsin tire de sa poche un ordre du roi, par lequel on devoit déférer à son avis en cas d'action : et son avis fut de rester dans les lignes.

Le duc d'Orléans, indigné, vit qu'on ne l'avait envoyé à l'armée que comme un prince du sang, et non comme un général; et, forcé de suivre le conseil du maréchal de Marsin, il se prépara à ce combat si désavantageux.

Les ennemis paraissaient vouloir former à la fois plusieurs attaques; leurs mouvements jetaient l'incertitude dans le camp des Français. Le duc d'Orléans voulait une chose; Marsin et la Feuillade, une autre; on disputait; on ne concluait rien. Enfin on laisse les ennemis passer la Doire : ils avancent sur huit colonnes de vingt-cinq hommes de profondeur; il faut dans l'instant leur opposer des bataillons d'une épaisseur assez forte.

Albergoti, placé loin de l'armée, sur la montagne des capucins, avait avec lui vingt mille hommes, et n'avait en tête que des milices qui n'osaient l'attaquer. On lui envoie demander douze mille hommes : il répond qu'il ne peut se dégarnir; il donne des raisons spécieuses; on les écoute : le temps se perd. Le prince Eugene attaque les retranchements, et au bout de deux heures il les force. Le duc d'Orléans, blessé, s'était retiré pour se faire panser : à peine était-il entre les mains des chirurgiens, qu'on lui apprend que tout est perdu, que les ennemis sont maîtres du camp, et que la déroute est générale. Aussitôt il faut fuir : les

lignes, les tranchées, sont abandonnées, l'armée dispersée : tous les bagages, les provisions, les munitions, la caisse militaire, tombent dans les mains du vainqueur.

Le maréchal de Marsin, blessé à la cuisse, est fait prisonnier ; un chirurgien du duc de Savoie lui coupa la cuisse ; et le maréchal mourut quelques moments après l'opération. Le chevalier Méthuin, ambassadeur d'Angleterre auprès du duc de Savoie, le plus généreux, le plus franc, et le plus brave homme de son pays, qu'on ait jamais employé dans les ambassades, avait toujours combattu à côté de ce souverain. Il avait vu prendre le maréchal de Marsin, et il fut témoin de ses derniers moments. Il m'a raconté que Marsin lui dit ces propres mots : « Croyez « au moins, monsieur, que c'a été contre mon avis « que nous avons attendu dans nos lignes ». Ces paroles semblaient contredire formellement ce qui s'était passé dans le conseil de guerre, et elles étaient pourtant vraies : c'est que le maréchal de Marsin, en prenant congé à Versailles, avait représenté au roi qu'il fallait aller aux ennemis, en cas qu'ils parussent pour secourir Turin ; mais Chamillart, intimidé par les défaites précédentes, avait fait décider qu'on devait attendre, et non présenter la bataille ; et cet ordre, donné dans Versailles, fut cause que soixante mille hommes furent dispersés. Les Français n'avaient pas eu plus de deux mille hommes tués dans cette bataille ; mais on a déja vu que le carnage fait moins que la consternation. L'impossibilité de subsister, qui ferait retirer une armée après la victoire, ramena vers le Dauphiné les troupes

après la défaite. Tout était si en désordre que le comte de Médavi-Grancei, qui était alors dans le Mantouan avec un corps de troupes, et qui battit à Castiglione les Impériaux commandés par le landgrave de Hesse, depuis roi de Suede, ne remporta qu'une victoire inutile, quoique complete. On perdit en peu de temps le Milanais, le Mantouan, le Piémont, et enfin le royaume de Naples.

CHAPITRE XXI.

Suite des disgraces de la France et de l'Espagne. Louis XIV envoie son principal ministre demander la paix. Bataille de Malplaquet perdue, etc.

La bataille d'Hochstet avait coûté à Louis XIV la plus florissante armée, et tout le pays du Danube au Rhin ; elle avait coûté à la maison de Baviere tous ses états. La journée de Ramillies avait fait perdre toute la Flandre jusqu'aux portes de Lille. La déroute de Turin avait chassé les Français d'Italie, ainsi qu'ils l'ont toujours été dans toutes les guerres depuis Charlemagne. Il restait des troupes dans le Milanais, et cette petite armée victorieuse sous le comte de Médavi. On occupait encore quelques places. On proposa de céder tout à l'empereur, pourvu qu'il laissât retirer ces troupes, qui montaient à près de quinze mille hommes. L'empereur accepta cette capitulation ; le duc de Savoie y consentit. Ainsi l'empereur, d'un trait de plume, devint le maître paisible en Italie ; la conquête du royaume

de Naples et de Sicile lui fut assurée ; tout ce qu'on avait regardé en Italie comme feudataire fut traité comme sujet. Il taxa la Toscane à cent cinquante mille pistoles, Mantoue à quarante mille. Parme, Modene, Lucques, Gênes, malgré leur liberté, furent comprises dans ces impositions.

L'empereur qui jouit de tous ces avantages n'était pas ce Léopold, ancien rival de Louis XIV, qui, sous les apparences de la modération, avait nourri sans éclat une ambition profonde : c'était son fils aîné Joseph, vif, fier, emporté, et qui cependant ne fut pas plus grand guerrier que son pere. Si jamais empereur parut fait pour asservir l'Allemagne et l'Italie, c'était Joseph I. Il domina de là les monts ; il rançonna le pape ; il fit mettre de sa seule autorité, en 1706, les électeurs de Baviere et de Cologne au ban de l'empire : il les dépouilla de leur électorat : il retint en prison les enfants du Bavarois, et leur ôta jusqu'à leur nom. Leur pere n'eut d'autre ressource que d'aller traîner sa disgrace en France et dans les Pays-Bas : Philippe V lui céda depuis toute la Flandre espagnole, en 1712. S'il avait gardé cette province, c'était un établissement qui valait mieux que la Baviere, et qui le délivrait de l'assujettissement à la maison d'Autriche : mais il ne put jouir que des villes de Luxembourg, de Namur, et de Charleroi ; le reste était aux vainqueurs.

Tout semblait déja menacer ce Louis XIV qui avait auparavant menacé l'Europe. Le duc de Savoie pouvait entrer en France ; l'Angleterre et l'Écosse se réunissaient pour ne composer plus qu'un seul royaume,

Digitized by Google

ou plutôt l'Écosse, devenue province de l'Angleterre, contribuait à la puissance de son ancienne rivale. Tous les ennemis de la France semblaient, vers la fin de 1706 et au commencement de 1707, acquérir des forces nouvelles, et la France toucher à sa ruine : elle était pressée de tous côtés, et sur mer et sur terre. De ces flottes formidables que Louis XIV avait formées, il restait à peine trente-cinq vaisseaux : en Allemagne, Strasbourg était encore frontiere; mais Landau perdu laissait toujours l'Alsace exposée. La Provence était menacée d'une invasion par terre et par mer; ce qu'on avait perdu en Flandre faisait craindre pour le reste : cependant, malgré tant de désastres, le corps de la France n'était point encore entamé; et dans une guerre si malheureuse elle n'avait encore perdu que des conquêtes.

Louis XIV fit face par-tout. Quoique par-tout affaibli, il résistait, ou protégeait, ou attaquait encore de tous côtés : mais on fut aussi malheureux en Espagne qu'en Italie, en Allemagne, et en Flandre. On prétend que le siege de Barcelone avait été encore plus mal conduit que celui de Turin.

Le comte de Toulouse n'avait paru que pour ramener sa flotte à Toulon : Barcelone secourue, le siege abandonné, l'armée française, diminuée de moitié, s'était retirée sans munitions dans la Navarre, petit royaume qu'on conservait aux Espagnols, et dont nos rois ajoutent encore le titre à celui de France, par un usage qui semble au-dessous de leur grandeur.

A ces désastres s'en joignait un autre qui parut

décisif. Les Portugais avec quelques Anglais prirent toutes les places devant lesquelles ils se présenterent, et s'avancerent jusque dans l'Estramadoure espagnole, différente de celle de Portugal. C'était un Français, devenu pair d'Angleterre, qui les commandait, mylord Galloway, autrefois comte de Ruviguy; tandis que le duc de Berwick, Anglais, et neveu de Marlborough, était à la tête des troupes de France et d'Espagne, qui ne pouvaient plus arrêter les victorieux.

Philippe V, incertain de sa destinée, était dans Pampelune; Charles, son compétiteur, grossissait son parti et ses forces en Catalogne : il était maître de l'Aragon, de la province de Valence, de Carthagene, d'une partie de la province de Grenade. Les Anglais avaient pris Gibraltar pour eux, et lui avaient donné Minorque, Ivica, et Alicante : les chemins d'ailleurs lui étaient ouverts jusqu'à Madrid; Galloway y entra sans résistance, et fit proclamer roi l'archiduc Charles : un simple détachement le fit aussi proclamer à Tolede.

Tout parut alors si désespéré pour Philippe V, que le maréchal de Vauban, le premier des ingénieurs, le meilleur des citoyens, homme toujours occupé de projets, les uns utiles, les autres peu praticables, et tous singuliers, proposa à la cour de France d'envoyer Philippe V régner en Amérique : ce prince y consentit. On l'eût fait embarquer avec les Espagnols attachés à son parti; l'Espagne eût été abandonnée aux factions civiles; le commerce du Pérou et du Mexique n'eût plus été que pour les Français; et, dans ce revers de la

famille de Louis XIV, la France eût encore trouvé sa grandeur. On délibéra sur ce projet à Versailles; mais la constance des Castillans et les fautes des ennemis conserverent la couronne à Philippe V. Les peuples aimaient dans Philippe le choix qu'ils avaient fait, et dans sa femme, fille du duc de Savoie, le soin qu'elle prenait de leur plaire, une intrépidité au-dessus de son sexe, et une constance agissante dans le malheur. Elle allait elle-même de ville en ville animer les cœurs, exciter le zele, et recevoir les dons que lui apportaient les peuples: elle fournit ainsi à son mari plus de deux cent mille écus en trois semaines. Aucun des grands qui avaient juré d'être fideles ne fut traître: quand Galloway fit proclamer l'archiduc dans Madrid, on cria, *Vive Philippe!* et à Tolede, le peuple ému chassa ceux qui avaient proclamé l'archiduc.

Les Espagnols avaient jusque-là fait peu d'efforts pour soutenir leur roi; ils en firent de prodigieux quand ils le virent abattu, et montrerent en cette occasion une espece de courage contraire à celui des autres peuples, qui commencent par de grands efforts, et qui se rebutent. Il est difficile de donner un roi à une nation malgré elle. Les Portugais, les Anglais, les Autrichiens, qui étaient en Espagne, furent harcelés par-tout, manquerent de vivres, firent des fautes presque toujours inévitables dans un pays étranger, et furent battus en détail: enfin Philippe V, trois mois après être sorti de Madrid en fugitif, y rentra triomphant, et fut reçu avec autant d'acclamations que son rival avait éprouvé de froideur et de répugnance.

Louis XIV redoubla ses efforts quand il vit que les Espagnols en faisaient; et tandis qu'il veillait à la sûreté de toutes les côtes sur l'Océan et sur la Méditerranée, en y plaçant des milices, tandis qu'il avait une armée en Flandre, une auprès de Strasbourg, un corps dans la Navarre, un dans le Roussillon, il envoyait encore de nouvelles troupes au maréchal de Berwick dans la Castille.

Ce fut avec ces troupes, secondées des Espagnols, que Berwick gagna la bataille importante d'Almanza sur Galloway. Almanza, ville bâtie par les Maures, est sur la frontiere de Valence: cette belle province fut le prix de la victoire. Ni Philippe V ni l'archiduc ne furent présents à cette journée; et c'est sur quoi le fameux comte Peterborough, singulier en tout, s'écria « qu'on était bien bon de se battre « pour eux ». C'est ce qu'il manda au maréchal de Tessé, et c'est ce que je tiens de sa bouche: il ajoutait qu'il n'y avait que des esclaves qui combattissent pour un homme, et qu'il fallait combattre pour une nation. Le duc d'Orléans, qui voulait être à cette action, et qui devait commander en Espagne, n'arriva que le lendemain; mais il profita de la victoire: il prit plusieurs places, et entre autres Lérida, l'écueil du grand Condé.

D'un autre côté, le maréchal de Villars, remis en France à la tête des armées, uniquement parcequ'on avait besoin de lui, réparait en Allemagne le malheur de la journée d'Hochstet. Il avait forcé les lignes de Stolhoffen au-delà du Rhin, dissipé toutes les troupes ennemies, étendu les contributions à cinquante lieues à la ronde, pénétré jusqu'au Da-

nube. Ce succès passager faisait respirer sur les frontieres de l'Allemagne ; mais en Italie tout était perdu. Le royaume de Naples sans défense, et accoutumé à changer de maître, était sous le joug des victorieux ; et le pape, qui n'avait pu empêcher que les troupes allemandes passassent par son territoire, voyait, sans oser murmurer, que l'empereur se fît son vassal malgré lui. C'est un grand exemple de la force des opinions reçues, et du pouvoir de la coutume, qu'on puisse toujours s'emparer de Naples sans consulter le pape, et qu'on n'ose jamais lui en refuser l'hommage.

Pendant que le petit-fils de Louis XIV perdait Naples, l'aïeul était sur le point de perdre la Provence et le Dauphiné. Déja le duc de Savoie et le prince Eugene y étaient entrés par le col de Tende. Ces frontieres n'étaient pas défendues comme le sont la Flandre et l'Alsace, théâtre éternel de la guerre, hérissé de citadelles que le danger avait averti d'élever. Point de pareilles précantions vers le Var, point de ces fortes places qui arrêtent l'ennemi, et qui donnent le temps d'assembler des armées. Cette frontiere a été négligée jusqu'à nos jours, sans que peut-être on puisse en alléguer d'autre raison, sinon que les hommes étendent rarement leurs soins de tous les côtés. Le roi de France voyait avec une indignation douloureuse que ce même duc de Savoie, qui un an auparavant n'avait presque plus que sa capitale, et le prince Eugene, qui avait été élevé dans sa cour, fussent près de lui enlever Toulon et Marseille.

Toulon était assiégé et pressé : une flotte anglaise,

maîtresse de la mer, était devant le port et bombardait. Un peu plus de diligence, de précautions, et de concert, auraient fait tomber Toulon; Marseille sans défense n'aurait pas tenu; et il était vraisemblable que la France allait perdre deux provinces. Mais le vraisemblable n'arrive pas toujours: on eut le temps d'envoyer des secours. On avait détaché des troupes de l'armée de Villars, dès que ces provinces avaient été menacées; et on sacrifia les avantages qu'on avait en Allemagne pour sauver une partie de la France. Le pays par où les ennemis pénétraient est sec, stérile, hérissé de montagnes, les vivres rares, la retraite difficile. Les maladies, qui désolerent l'armée ennemie, combattirent encore pour Louis XIV. Le siege de Toulon fut levé, et bientôt la Provence délivrée, et le Dauphiné hors de danger: tant le succès d'une invasion est rare, quand on n'a pas de grandes intelligences dans le pays! Charles-Quint y avait échoué; et, de nos jours, les troupes de la reine de Hongrie y échouerent encore.

Cependant cette irruption, qui avait coûté beaucoup aux alliés, ne coûtait pas moins aux Français: elle avait ravagé une grande étendue de terrain, et divisé les forces.

L'Europe ne s'attendait pas que dans un temps d'épuïsement, et lorsque la France comptait pour un grand succès d'être échappée à une invasion, Louis XIV aurait assez de grandeur et de ressources pour tenter lui-même une invasion dans la Grande-Bretagne, malgré le dépérissement de ses forces maritimes, et malgré les flottes des Anglais qui couvraient la mer. Ce projet fut proposé par des Écossais

attachés au fils de Jacques II. Le succès était douteux; mais Louis XIV envisagea une gloire certaine dans la seule entreprise. Il a dit lui-même que ce motif l'avait déterminé autant que l'intérêt politique.

Porter la guerre dans la Grande-Bretagne, tandis qu'on en soutenait le fardeau si difficilement en tant d'autres endroits, et tenter de rétablir du moins sur le trône d'Écosse le fils de Jacques II, pendant qu'on pouvait à peine maintenir Philippe V sur celui d'Espagne, c'était une idée pleine de grandeur, et qui, après tout, n'était pas destituée de vraisemblance.

Parmi les Écossais, tous ceux qui ne s'étaient pas vendus à la cour de Londres gémissaient d'être dans la dépendance des Anglais. Leurs vœux secrets appelaient unanimement le descendant de leurs anciens rois, chassé, au berceau, des trônes d'Angleterre, d'Écosse, et d'Irlande, et à qui on avait disputé jusqu'à sa naissance. On lui promit qu'il trouverait trente mille hommes en armes, qui combattraient pour lui, s'il pouvait seulement débarquer vers Édimbourg avec quelque secours de la France.

Louis XIV, qui dans ses prospérités passées avait fait tant d'efforts pour le pere, en fit autant pour le fils, dans le temps même de ses revers. Huit vaisseaux de guerre, soixante et dix bâtiments de transport, furent préparés à Dunkerque; six mille hommes furent embarqués. Le comte de Gacé, depuis maréchal de Matignon, commandait les troupes; le chevalier Forbin Jansou, l'un des plus grands hommes de mer, conduisait la flotte. La conjoncture paraissait favorable: il n'y avait en Écosse que trois mille hommes de troupes réglées; l'Angleterre était dé-

garnie ; ses soldats étaient occupés en Flandre sous le duc de Marlborough. Mais il fallait arriver ; et les Anglais avaient en mer une flotte de près de cinquante vaisseaux de guerre. Cette entreprise fut entièrement semblable à celle que nous avons vue, en 1744, en faveur du petit-fils de Jacques II. Elle fut prévenue par les Anglais. Des contretemps la dérangerent ; le ministere de Londres eut même le temps de faire revenir douze bataillons de Flandre. On se saisit dans Édimbourg des hommes les plus suspects. Enfin le prétendant s'étant présenté aux côtes d'Écosse, et n'ayant point vu de signaux convenus, tout ce que put faire le chevalier de Forbin, ce fut de le ramener à Dunkerque. Il sauva la flotte ; mais tout le fruit de l'entreprise fut perdu. Il n'y eut que Matignon qui y gagna. Ayant ouvert les ordres de la cour en pleine mer, il y vit les provisions de maréchal-de-France ; récompense de ce qu'il voulut et qu'il ne put faire.

Quelques historiens ont supposé que la reine Anne était d'intelligence avec son frere. C'est une trop grande simplicité de penser qu'elle invitât son compétiteur à la venir détrôner. On a confondu les temps : on a cru qu'elle le favorisait alors, parceque depuis elle le regarda en secret comme son héritier. Mais qui peut jamais vouloir être chassé par son successeur ?

Tandis que les affaires de la France devenaient de jour en jour plus mauvaises, le roi crut qu'en faisant paraître le duc de Bourgogne, son petit-fils, à la tête des armées de Flandre, la présence de l'héritier présomptif de la couronne ranimerait l'émulation ;

qui commençait trop à se perdre. Ce prince, d'un esprit ferme et intrépide, était pieux, juste, et philosophe. Il était fait pour commander à des sages. Éleve de Fénélon, archevêque de Cambrai, il aimait ses devoirs : il aimait les hommes ; il voulait les rendre heureux. Instruit dans l'art de la guerre, il regardait cet art plutôt comme le fléau du genre humain et comme une nécessité malheureuse, que comme une source de gloire. On opposa ce prince philosophe au duc de Marlborough ; on lui donna pour l'aider le duc de Vendôme. Il arriva ce qu'on ne voit que trop souvent ; le grand capitaine ne fut pas assez écouté, et le conseil du prince balança souvent les raisons du général : il se forma deux partis ; et dans l'armée des alliés il n'y en avait qu'un, celui de la cause commune. Le prince Eugene était alors sur le Rhin ; mais toutes les fois qu'il fut avec Marlborough, ils n'eurent jamais qu'un sentiment.

Le duc de Bourgogne était supérieur en forces ; la France, que l'Europe croyait épuisée, lui avait fourni une armée de près de cent mille hommes ; et les alliés n'en avaient alors que quatre-vingt mille : il avait encore l'avantage des négociations dans un pays si long-temps espagnol, fatigué de garnisons hollandaises, et où beaucoup de citoyens penchaient pour Philippe V. Des intelligences lui ouvrirent les portes de Gand et d'Ypres ; mais les manœuvres de guerre firent évanouir le fruit des manœuvres de politique : la division, qui mettait de l'incertitude dans le conseil de guerre, fit que d'abord on marcha vers la Dendre, et que deux

henres après on rebroussa vers l'Escaut, à Ondenarde : ainsi on perdit du temps. On trouva le prince Eugene et Marlborough qni n'en perdaient point, et qui étaient unis ; on fut mis en déroute vers Ondenarde : ce n'était pas une grande bataille, mais ce fut une fatale retraite. Les fautes se mnltiplierent ; les régiments allaient où ils pouvaient, sans recevoir aucnn ordre ; il y eut même plus de quatre mille hommes qui furent pris en chemin par l'armée ennemie à qnelqnes milles dn champ de bataille.

L'armée découragée se retira sans ordre sous Gand, sous Tournai, sons Ypres, et laissa tranquillement le prince Eugene, maître du terrain, assiéger Lille avec nne armée moins nombrense.

Mettre le siege devant une ville aussi grande et aussi fortifiée que Lille, sans être maître de Gand, sans pouvoir tirer ses convois qué d'Ostende, saus les pouvoir conduire qne par une chaussée étroite, au hasard d'être à tont moment surpris, c'est ce que l'Europe appela nne action téméraire, mais que la mésintelligence et l'esprit d'incertitnde qui régnaient dans l'armée française rendirent excusable : c'est enfin ce que le snccès justifia. Lenrs grands convois, qui pouvaient être enlevés, ne le furent point ; les troupes qui les escortaient, et qui devaient être battues par un nombre snpérieur, furent victorieuses ; l'armée du duc de Bourgogne, qui ponvait attaqner les retranchements de l'armée ennemie encore imparfaits, ne les attaqua pas. Lille fut prise au grand étonnement de toute l'Europe, qui croyait le duc de Bourgogne plus en état d'as-

siéger Eugene et Marlborough, que ces généraux en état d'assiéger Lille. Le maréchal de Boufflers la défendit pendant près de quatre mois.

Les habitants s'accoutumerent tellement au fracas du canon et à toutes les horreurs qui suivent un siege, qu'on donnait dans la ville des spectacles aussi fréquentés qu'en temps de paix, et qu'une bombe qui tomba près de la salle de la comédie n'interrompit point le spectacle.

Le maréchal de Boufflers avait mis si bon ordre à tout, que les habitants de cette grande ville étaient tranquilles sur la foi de ses fatigues : sa défense lui mérita l'estime des ennemis, les cœurs des citoyens, et les récompenses du roi. Les historiens, ou plutôt les écrivains de Hollande, qui ont affecté de le blâmer, auraient dû se souvenir que, quand on contredit la voix publique, il faut avoir été témoin, et témoin éclairé, pour prouver ce qu'on avance.

Cependant l'armée qui avait regardé faire le siege de Lille se fondait peu-à-peu ; elle laissa prendre ensuite Gand, Bruges, et tous ses postes l'un après l'autre : peu de campagnes furent aussi fatales. Les officiers attachés au duc de Vendôme reprochaient toutes ces fautes au conseil du duc de Bourgogne ; et ce conseil rejetait tout sur le duc de Vendôme : les esprits s'aigrissaient par le malheur. Un courtisan du duc de Bourgogne dit un jour au duc de Vendôme : « Voilà ce que c'est que de n'aller jamais « à la messe ; aussi vous voyez quelles sont nos dis- « graces. — Croyez-vous, lui répondit le duc de Ven- « dôme, que Marlborough y aille plus souvent que « moi »? Les succès rapides des alliés enflaient le

cœur de l'empereur Joseph : despotique dans l'empire, maître de Landau, il voyait le chemin de Paris presque ouvert par la prise de Lille ; déja même un parti hollandais avait eu la hardiesse de pénétrer de Courtrai jusqu'auprès de Versailles, et avait enlevé sur le pont de Sevre le premier écuyer du roi, croyant se saisir de la personne du dauphin, pere du duc de Bourgogne : la terreur était dans Paris.

L'empereur avait autant d'espérance au moins d'établir son frere Charles en Espagne que Louis XIV d'y conserver son petit-fils. Déja cette succession, que les Espagnols avaient voulu rendre indivisible, était partagée entre trois têtes : l'empereur avait pris pour lui la Lombardie et le royaume de Naples ; Charles, son frere, avait encore la Catalogne et une partie de l'Aragon. L'empereur força alors le pape Clément XI à reconnaître l'archiduc pour roi d'Espagne : ce pape, dont on disait qu'il ressemblait à saint Pierre, parcequ'il affirmait, niait, se repentait, et pleurait, avait toujours reconnu Philippe V, à l'exemple de son prédécesseur ; et il était attaché à la maison de Bourbon. L'empereur l'en punit, en déclarant dépendants de l'empire beaucoup de fiefs qui relevaient jusqu'alors des papes, et sur-tout Parme et Plaisance, en ravageant quelques terres ecclésiastiques, en se saisissant de la ville de Comacchio.

Autrefois un pape eût excommunié tout empereur qui lui aurait disputé le droit le plus léger ; et cette excommunication eût fait tomber l'empereur du trône : mais la puissance des clefs étant réduite

à-peu-près au point où elle doit l'être, Clément XI, animé par la France, avait osé un moment se servir de la puissance du glaive. Il arma, et s'en repentit bientôt; il vit que les Romains, sous un gouvernement tout sacerdotal, n'étaient pas faits pour manier l'épée. Il désarma; il laissa Comacchio en dépôt à l'empereur; il consentit à écrire à l'archiduc : *A notre très cher fils, roi catholique en Espagne.* Une flotte anglaise dans la Méditerranée, et les troupes allemandes sur ses terres, le forcerent bientôt d'écrire : *A notre très cher fils, roi des Espagnes.* Ce suffrage du pape, qui n'était rien dans l'empire d'Allemagne, pouvait quelque chose sur le peuple espagnol, à qui on avait fait accroire que l'archiduc était indigne de régner, parcequ'il était protégé par des hérétiques qui s'étaient emparés de Gibraltar.

Restait à la monarchie espagnole, au-delà du continent, l'isle de Sardaigne avec celle de Sicile : une flotte anglaise donna la Sardaigne à l'empereur Joseph; car les Anglais voulaient que l'archiduc son frere n'eût que l'Espagne : leurs armes faisaient alors les traités de partage. Ils réserverent la conquête de la Sicile pour un autre temps, et aimerent mieux employer leurs vaisseaux à chercher sur les mers les galions de l'Amérique, dont ils prirent quelques uns, qu'à donner à l'empereur de nouvelles terres.

La France était aussi humiliée que Rome, et plus en danger : les ressources s'épuisaient; le crédit était anéanti : les peuples, qui avaient idolâtré leur roi

dans ses prospérités, murmuraient contre Louis XIV malheureux.

Des partisans, à qui le ministere avait vendu la nation pour quelque argent comptant dans ses besoins pressants, s'engraissaient du malheur public, et insultaient à ce malheur par leur luxe. Ce qu'ils avaient prêté était dissipé : sans l'industrie hardie de quelques négociants, et sur-tout de ceux de Saint-Malo, qui allerent au Pérou, et rapporterent trente millions, dont ils prêterent la moitié à l'état, Louis XIV n'aurait pas eu de quoi payer ses troupes : la guerre avait ruiné la France, et des marchands la sauverent. Il en fut de même en Espagne ; les galions qui ne furent pas pris par les Anglais servirent à défendre Philippe : mais cette ressource de quelques mois ne rendait pas les recrues de soldats plus faciles. Chamillart, élevé au ministere des finances et de la guerre, se démit, en 1708, des finances, qu'il laissa dans un désordre que rien ne put réparer sous ce regne ; et en 1709, il quitta le ministere de la guerre, devenu non moins difficile que l'autre. On lui reprochait beaucoup de fautes ; le public, d'autant plus sévere qu'il souffrait, ne songeait pas qu'il y a des temps malheureux où les fautes sont inévitables. Voisin, qui après lui gouverna l'état militaire, et Desmarets, qui administra les finances, ne purent ni faire des plans de guerre plus heureux, ni rétablir un crédit anéanti.

Le cruel hiver de 1709 acheva de désespérer la nation. Les oliviers, qui sont une grande ressource dans le midi de la France, périrent ; presque tous les

arbres fruitiers gelerent ; il n'y eut point d'espérance de récolte. On avait très peu de magasins : les grains qu'on pouvait faire venir à grands frais des échelles du Levant et de l'Afrique pouvaient être pris par les flottes ennemies, auxquelles on n'avait presque plus de vaisseaux de guerre à opposer. Le fléau de cet hiver était général dans l'Enrope, mais les ennemis avaient plus de ressources. Les Hollandais surtout, qui ont été si long-temps les facteurs des nations, avaient assez de magasins pour mettre les armées florissantes des alliés dans l'abondance ; tandis que les troupes de France, diminuées et découragées, semblaient devoir périr de misere.

Le roi vendit pour qnatre cent mille francs de vaisselle d'or ; les plus grands seigneurs envoyerent leur vaisselle d'argent à la monnaie. On ne mangea dans Paris que du pain bis pendant quelques mois ; plusieurs familles, à Versailles même, se nourrirent de pain d'avoine : madame de Maintenon en donna l'exemple.

Louis XIV, qui avait déja fait qnelques avances pour la paix, n'hésita pas, dans ces circonstances funestes, à la demander à ces mêmes Hollandais autrefois si maltraités par lui.

Les États-Généraux n'avaient plus de stathouder depuis la mort du roi Guillaume ; et les magistrats hollandais, qui appelaient déja leurs familles *les familles patriciennes*, étaient autant de rois. Les quatre commissaires hollandais, députés à l'armée, traitaient avec fierté trente princes d'Allemagne à leur solde. « Qu'on fasse venir Holstein, disaient-« ils ; qu'on dise à Hesse de nous venir parler». Ainsi

s'expliquaient des marchands, qui, dans la simplicité de leurs vêtements et dans la frugalité de leurs repas, se plaisaient à écraser à la fois l'orgueil allemand qui était à leurs gages, et la fierté d'un grand roi autrefois leur vainqueur.

On les avait vus vendre à bas prix leur attachement à Louis XIV, en 1665; soutenir leurs malheurs, en 1672, et les réparer avec un courage intrépide; et alors ils voulaient user de leur fortune. Ils étaient bien loin de s'en tenir à faire voir aux hommes, par de simples démonstrations de supériorité, qu'il n'y a de vraie grandeur que la puissance: ils voulaient que leur état eût en souveraineté dix villes en Flandre, entre autres Lille, qui était entre leurs mains, et Tournai, qui n'y était pas encore. Ainsi les Hollandais prétendaient retirer le fruit de la guerre, non seulement aux dépens de la France, mais encore aux dépens de l'Autriche pour laquelle ils combattaient; comme Venise avait autrefois augmenté son territoire des terres de tous ses voisins. L'esprit républicain est au fond aussi ambitieux que l'esprit monarchique.

Il y parut bien quelques mois après; car, lorsque ce fantôme de négociation fut évanoui, lorsque les armes des alliés eurent encore de nouveaux avantages, le duc de Marlborough, plus maître alors que sa souveraine en Angleterre, et gagné par la Hollande, fit conclure avec les États-Généraux, en 1709, ce célebre traité de la barriere, par lequel ils resteraient maîtres de toutes les villes frontieres qu'on prendrait sur la France, auraient garnison dans vingt places de la Flandre, aux dépens du pays,

dans Hui, dans Liege, et dans Bonn; et auraient en toute souveraineté la haute Gueldre. Ils seraient devenus en effet souverains des dix-sept provinces des Pays-Bas; ils auraient dominé dans Liege et dans Cologne. C'est ainsi qu'ils voulaient s'agrandir sur les ruines mêmes de leurs alliés. Ils nourrissaient déja ces projets élevés, quand le roi leur envoya secrètement le président Rouillé pour essayer de traiter avec eux.

Ce négociateur vit d'abord, dans Anvers, deux magistrats d'Amsterdam, Bruys et Vanderdussen, qui parlerent en vainqueurs, et qui déployerent avec l'envoyé du plus fier des rois toute la hauteur dont ils avaient été accablés en 1672. On affecta ensuite de négocier quelque temps avec lui, dans un de ces villages que les généraux de Louis XIV avaient mis autrefois à feu et à sang. Quand on l'eut joué assez long-temps, on lui déclara qu'il fallait que le roi de France forçât le roi, son petit-fils, à descendre du trône sans aucun dédommagement; que l'électeur de Baviere, François-Marie, et son frere, l'électeur de Cologne, demandassent grace, ou que le sort des armes ferait les traités.

Les dépêches désespérantes du président de Rouillé arrivaient coup sur coup au conseil, dans le temps de la plus déplorable misere où le royaume eût été réduit dans les temps les plus funestes. L'hiver de 1709 laissait des traces affreuses; le peuple périssait de famine; les troupes n'étaient point payées; la désolation était par-tout: les gémissements et les terreurs du public augmentaient encore le mal.

Le conseil était composé du dauphin, du duc de Bourgogne, son fils, du chancelier de France Pontchartrain, du duc de Beauvilliers, du marquis de Torci, du secrétaire d'état de la guerre, Chamillart, et du contrôleur-général Desmarets. Le duc de Beauvilliers fit nne peinture si touchante de l'état où la France était réduite, que le duc de Bourgogne en versa des larmes, et tout le conseil y mêla les siennes. Le chancelier conclut à faire la paix à quelque prix que ce pût être : les ministres de la guerre et des finances avouerent qu'ils étaient sans ressource. « Une scene si triste, dit le marqnis de Torci, se« rait difficile à décrire, quand même il serait per« mis de révéler le secret de ce qu'elle eut de plus « touchant ». Ce secret n'était que celui des pleurs qui coulerent.

Le marquis de Torci, dans cette crise, proposa d'aller lui-même partager les outrages qu'on faisait au roi dans la personne du président Rouillé ; mais comment pouvait-il espérer d'obtenir ce que les vainqueurs avaient déja refusé : il ne devait s'attendre qu'à des conditions plus dures.

Les alliés commençaient déja la campagne. Torci, sous un nom emprunté, va jusque dans la Haye ; le grand pensionnaire Heinsius est bien étonné quand on lui annonce que celui qui est regardé chez les étrangers comme le principal ministre de France est dans son antichambre. Heinsius avait été autrefois envoyé en France par le roi Guillaume, pour y discuter ses droits sur la principauté d'Orange : il s'était adressé à Louvois, secrétaire d'état ayant le département du Dauphiné, sur la frontiere

duquel Orange est située. Le ministre de Guillaume parla vivement, non seulement pour son maître, mais pour les réformés d'Orange: croirait-on que Louvois lui répondit « qu'il le ferait mettre à la « Bastille »? Un tel discours tenu à un sujet eût été odieux; tenu à un ministre étranger, c'était un insolent outrage au droit des nations. On peut juger s'il avait laissé des impressions profondes dans le cœur du magistrat d'un peuple libre.

Il y a peu d'exemples de tant d'orgueil suivi de tant d'humiliations. Le marquis de Torci, suppliant dans la Haye, au nom de Louis XIV, s'adressa au prince Eugene et au duc de Marlborough, après avoir perdu son temps avec Heinsius: tous trois voulaient la continuation de la guerre: le prince y trouvait sa grandeur et sa vengeance; le duc, sa gloire et une fortune immense, qu'il aimait également; le troisieme, gouverné par les deux autres, se regardait comme un Spartiate qui abaissait un roi de Perse. Ils proposerent non pas une paix, mais une treve, et pendant cette treve une satisfaction entiere pour tous leurs alliés, et aucune pour les alliés du roi; à condition que le roi se joindrait à ses ennemis pour chasser d'Espagne son propre petit-fils, dans l'espace de deux mois; et que, pour sûreté, il commencerait par céder à jamais dix villes aux Hollandais dans la Flandre, par rendre Strasbourg et Brisach, et par renoncer à la souveraineté de l'Alsace. Louis XIV ne s'était pas attendu, quand il refusait autrefois un régiment au prince Eugene, quand Churchill n'était pas encore colonel en Angleterre, et qu'à peine le

nom de Heinsius lui était connu, qu'un jour ces trois hommes lui imposeraient de pareilles lois. En vain Torci voulut tenter Marlborough par l'offre de quatre millions; le duc, qui aimait autant la gloire que l'argent, et qui, par ses gains immenses, produits par des victoires, était au-dessus de quatre millions, laissa au ministre de France la douleur d'une proposition honteuse et inutile. Torci rapporta au roi les ordres de ses ennemis: Louis XIV fit alors ce qu'il n'avait jamais fait avec ses sujets. Il se justifia devant eux; il adressa aux gouverneurs des provinces, aux communautés des villes, une lettre circulaire par laquelle, en rendant compte à ses peuples du fardeau qu'il était obligé de leur faire encore soutenir, il excitait leur indignation, leur honneur, et même leur pitié. Les politiques dirent que Torci n'était allé s'humilier à la Haye que pour mettre les ennemis dans leur tort, pour justifier Louis XIV aux yeux de l'Europe, et pour animer les Français par le ressentiment de l'outrage fait en sa personne à la nation; mais il n'y était allé réellement que pour demander la paix: on laissa même encore quelques jours le président Rouillé à la Haye, pour tâcher d'obtenir des conditions moins accablantes; et, pour toute réponse, les états ordonnerent à Rouillé de partir dans vingt-quatre heures.

Louis XIV, à qui l'on rapporta des réponses si dures, dit en plein conseil: « Puisqu'il faut faire « la guerre, j'aime mieux la faire à mes ennemis « qu'à mes enfants ». Il se prépara donc à tenter encore la fortune en Flandre. La famine, qui désolait

les campagnes, fut une ressource pour la guerre : ceux qui manquaient de pain se firent soldats ; beaucoup de terres restèrent en friche ; mais on eut une armée. Le maréchal de Villars, qu'on avait envoyé commander l'année précédente en Savoie quelques troupes dont il avait réveillé l'ardeur, et qui avait eu quelques petits succès, fut rappelé en Flandre, comme celui en qui l'état mettait son espérance.

Déja Marlborough avait pris Tournai, dont Eugene avait couvert le siege ; déja ces deux généraux marchaient pour investir Mons : le maréchal de Villars s'avança pour les en empêcher. Il avait avec lui le maréchal de Boufflers, son ancien, qui avait demandé à servir sous lui. Boufflers aimait véritablement le roi et la patrie ; il prouva en cette occasion (malgré la maxime d'un homme de beaucoup d'esprit) que, dans un état monarchique, et surtout sous un bon maître, il y a des vertus. Il y en a sans doute tout autant que dans les républiques, avec moins d'enthousiasme peut-être, mais avec plus de ce qu'on appelle honneur.

Dès que les Français s'avancerent pour s'opposer à l'investissement de Mons, les alliés vinrent les attaquer près des bois de Blangies et du village de Malplaquet.

L'armée des alliés était d'environ quatre-vingt mille combattants, et celle du maréchal de Villars d'environ soixante et dix mille. Les Français traînaient avec eux quatre-vingts pieces de canon ; les alliés, cent quarante. Le duc de Marlborough commandait l'aile droite, où étaient les Anglais et les troupes allemandes à la solde d'Angleterre ; le prince

Eugene était au centre ; Tilli et un comte de Nassau, à la gauche, avec les Hollandais.

Le maréchal de Villars prit pour lui la gauche, et laissa la droite au maréchal de Boufflers. Il avait retranché son armée à la hâte, manœuvre probablement convenable à des troupes inférieures en nombre, long-temps malheureuses, dont la moitié était composée de nouvelles recrues, et convenable encore à la situation de la France, qu'une défaite entiere eût mise aux derniers abois. Quelques historiens ont blâmé le général dans sa disposition : « Il devait, disaient-ils, passer une large trouée, au « lieu de la laisser devant lui ». Ceux qui de leur cabinet jugent ainsi ce qui se passe sur un champ de bataille ne sont-ils pas trop habiles ?

Tout ce que je sais, c'est ce que le maréchal dit lui-même, que les soldats, qui, ayant manqué de pain un jour entier, venaient de le recevoir, en jeterent une partie pour courir plus légèrement au combat. Il y a eu, depuis plusieurs siecles, peu de batailles plus disputées et plus longues, aucune plus meurtriere. Je ne dirai autre chose de cette bataille que ce qui fut avoué de tout le monde. La gauche des ennemis, où combattaient les Hollandais, fut presque toute détruite, et même poursuivie la baïonnette au bout du fusil ; Marlborough, à la droite, faisait et soutenait les plus grands efforts : le maréchal de Villars dégarnit un peu son centre pour s'opposer à Marlborough, et alors même ce centre fut attaqué ; les retranchements qui le couvraient furent emportés ; le régiment des gardes, qui les défendait, ne put résister. Le maréchal, en

accourant de sa gauche à son centre, fut blessé, et la bataille fut perdue: le champ était jonché de près de trente mille morts ou mourants.

On marchait sur les cadavres entassés, sur-tout au quartier des Hollandais. La France ne perdit guere plus de huit mille hommes dans cette journée; ses ennemis en laisserent environ vingt et un mille tués ou blessés: mais le centre étant forcé, les deux ailes coupées, ceux qui avaient fait le plus grand carnage furent les vaincus.

Le maréchal de Boufflers fit la retraite en bon ordre, aidé du prince de Tingri-Montmorenci, depuis maréchal de Luxembourg, héritier du courage de ses peres: l'armée se retira entre le Quesnoy et Valenciennes, emportant plusieurs drapeaux et étendards pris sur les ennemis. Ces dépouilles consolerent Louis XIV; et on compta pour une victoire l'honneur de l'avoir disputée si long-temps, et de n'avoir perdu que le champ de bataille. Le maréchal de Villars, en revenant à la cour, assura le roi que sans sa blessure il aurait remporté la victoire: j'en ai vu ce général persuadé; mais j'ai vu peu de personnes qui le crussent.

On peut s'étonner qu'une armée, qui avait tué aux ennemis deux tiers plus de monde qu'elle n'en avait perdu, n'essayât pas d'empêcher que ceux qui n'avaient eu d'autre avantage que celui de coucher au milieu de leurs morts n'allassent faire le siege de Mons. Les Hollandais craignirent pour cette entreprise; ils hésiterent: mais le nom de bataille perdue impose aux vaincus, et les décourage. Les hommes ne font jamais tout ce qu'ils peuvent faire;

et le soldat à qui on dit qu'il a été battu craint de l'être encore : ainsi Mons fut assiégé et pris, et toujours pour les Hollandais, qui le garderent ainsi que Tournai et Lille.

CHAPITRE XXII.

Louis XIV continue à demander la paix et à se défendre. Le duc de Vendôme affermit le roi d'Espagne sur le trône.

Non seulement les ennemis avançaient ainsi pied à pied, et faisaient tomber de ce côté toutes les barrieres de la France, mais ils prétendaient, aidés du duc de Savoie, aller surprendre la Franche-Comté, et pénétrer par les deux bouts dans le cœur du royaume. Le général Merci, chargé de faciliter cette entreprise, en entrant dans la haute Alsace par Bâle, fut heureusement arrêté près de l'isle de Neubourg sur le Rhin par le comte, depuis maréchal du Bourg. Je ne sais par quelle fatalité ceux qui ont porté le nom de Merci ont toujours été aussi malheureux qu'estimés. Celui-ci fut vaincu de la maniere la plus complete. Rien ne fut entrepris du côté de la Savoie ; mais on n'en craignait pas moins du côté de la Flandre ; et l'intérieur du royaume était dans un état si languissant que le roi demanda encore la paix en suppliant. Il offrait de reconnaître l'archiduc pour roi d'Espagne, de ne donner aucun secours à son petit-fils, et de l'abandonner à sa fortune ; de donner quatre places en otages ; de

rendre Strasbourg et Brisach ; de renoncer à la souveraineté de l'Alsace, et de n'en garder que la préfecture ; de raser toutes ses places depuis Bâle jusqu'à Philipsbourg ; de combler le port si long-temps redoutable de Dunkerque, et d'en raser les fortifications ; de laisser aux États-Généraux Lille, Tournai, Ypres, Menin, Furnes, Condé, Maubeuge. Voilà les points principaux qui devaient servir de fondement à la paix qu'il implorait.

Les alliés voulurent encore goûter le triomphe de discuter les soumissions de Louis XIV. On permit à ses plénipotentiaires de venir, au commencement de 1710, porter dans la petite ville de Gertrudenberg les prières de ce monarque : il choisit le maréchal d'Uxelles, homme froid, taciturne, d'un esprit plus sage qu'élevé et hardi ; et l'abbé, depuis cardinal de Polignac, l'un des plus beaux esprits et des plus éloquents de son siècle, qui imposait par sa figure et par ses graces. L'esprit, la sagesse, l'éloquence, ne sont rien dans des ministres, lorsque le prince n'est pas heureux : ce sont les victoires qui font les traités. Les ambassadeurs de Louis XIV furent plutôt confinés qu'admis à Gertrudenberg : les députés venaient entendre leurs offres, et les rapportaient à la Haye au prince Eugene, au duc de Marlborough, au comte de Zinzindorf, ambassadeur de l'empereur ; et ces offres étaient toujours reçues avec mépris. On leur insultait par des libelles outrageants, tous composés par des réfugiés français, devenus plus ennemis de la gloire de Louis XIV que Marlborough et Eugene.

Les plénipotentiaires de France poussèrent l'hu-

miliation jusqu'à promettre que le roi donnerait de l'argent pour détrôner Philippe V, et ne furent point écoutés : on exigea que Louis XIV, pour préliminaires, s'engageât seul à chasser d'Espagne son petit-fils dans deux mois par la voie des armes. Cette inhumanité absurde, beaucoup plus outrageante qu'un refus, était inspirée par de nouveaux succès.

Tandis que les alliés parlaient ainsi en maîtres irrités contre la grandeur et la fierté de Louis XIV également abaissées, ils prenaient la ville de Douai : ils s'emparerent bientôt après de Béthune, d'Aire, de Saint-Venant ; et le lord Stair proposa d'envoyer des partis jusqu'à Paris.

Presque dans le même temps, l'armée de l'archiduc, commandée en Espagne par Gui de Staremberg, le général allemand qui avait le plus de réputation après le prince Eugene, remporta près de Saragosse une victoire complete sur l'armée en qui le parti de Philippe V avait mis son espérance, à la tête de laquelle était le marquis de Bay, général malheureux. On remarqua encore que les deux princes qui se disputaient l'Espagne, et qui étaient l'un et l'autre à portée de leur armée, ne se trouverent pas à cette bataille. De tous les princes pour qui on combattait en Europe, il n'y avait alors que le duc de Savoie qui fît la guerre par lui-même. Il était triste qu'il n'acquît cette gloire qu'en combattant contre ses deux filles, dont il voulait détrôner l'une pour acquérir en Lombardie un peu de terrain sur lequel l'empereur Joseph lui faisait

déja des difficultés, et dont on l'aurait dépouillé à la premiere occasion.

Cet empereur était heureux par-tout, et n'était nulle part modéré dans son bonheur. Il démembrait de sa seule autorité la Baviere; il en donnait les fiefs à ses parents et à ses créatures; il dépouillait le jeune duc de la Mirandole en Italie; et les princes de l'empire lui entretenaient une armée vers le Rhin, sans penser qu'ils travaillaient à cimenter un pouvoir qu'ils craignaient: tant était encore dominante dans les esprits la vieille haine contre le nom de Louis XIV, qui semblait le premier des intérêts! La fortune de Joseph le fit encore triompher des mécontents de Hongrie. La France avait suscité contre lui le prince Ragotski, armé pour ses prétentions et pour celles de son pays: Ragotski fut battu, ses villes prises, son parti ruiné. Ainsi Louis XIV était également malheureux au-dehors, au-dedans, sur mer et sur terre, dans les négociations publiques et dans les intrigues secretes.

Toute l'Europe croyait alors que l'archiduc Charles, frere de l'heureux Joseph, régnerait sans concurrent en Espagne: l'Europe était menacée d'une puissance plus terrible que celle de Charles-Quint; et c'était l'Angleterre, long-temps ennemie de la branche d'Autriche espagnole, et la Hollande, son esclave révoltée, qui s'épuisaient pour l'établir. Philippe V, réfugié à Madrid, en sortit encore, et se retira à Valladolid; tandis que l'archiduc Charles fit son entrée en vainqueur dans la capitale.

Le roi de France ne pouvait plus secourir son petit-fils; il avait été obligé de faire en partie ce

que ses ennemis exigeaient à Gertrudenberg, d'abandonner la cause de Philippe, en faisant revenir, pour sa propre défense, quelques troupes demeurées en Espagne : lui-même à peine pouvait résister vers la Savoie, vers le Rhin, et sur-tout en Flandre, où se portaient les plus grands coups.

L'Espagne était encore bien plus à plaindre que la France : presque toutes ses provinces avaient été ravagées par leurs ennemis et par leurs défenseurs ; elle était attaquée par le Portugal ; son commerce périssait ; la disette était générale : mais cette disette fut plus funeste aux vainqueurs qu'aux vaincus, parceque, dans une grande étendue de pays, l'affection des peuples refusait tout aux Autrichiens, et donnait tout à Philippe. Ce monarque n'avait plus ni troupes ni général de la part de la France : le duc d'Orléans, par qui s'était un peu rétablie sa fortune chancelante, loin de continuer de commander ses armées, était regardé alors comme son ennemi. Il est certain que, malgré l'affection de la ville de Madrid pour Philippe, malgré la fidélité de beaucoup de grands et de toute la Castille, il y avait contre Philippe V un grand parti en Espagne : tous les Catalans, nation belliqueuse et opiniâtre, tenaient obstinément pour son concurrent ; la moitié de l'Aragon était aussi gagnée : une partie des peuples attendait alors l'évènement ; une autre haïssait plus l'archiduc qu'elle n'aimait Philippe. Le duc d'Orléans, du même nom de Philippe, mécontent d'ailleurs des ministres espagnols, et de la princesse des Ursins, qui gouvernait, crut entrevoir qu'il pouvait gagner pour lui le pays qu'il était

venu défendre; et lorsque Louis XIV avait proposé lui-même d'abandonner son petit-fils, et qu'on parlait déja en Espagne d'une abdication, le duc d'Orléans se crut digne de remplir la place que Philippe V semblait devoir quitter. Il avait à cette couronne des droits que le testament du feu roi d'Espagne avait négligés, et que son pere avait maintenus par une protestation.

Il fit par ses agents une ligue avec quelques grands d'Espagne, par laquelle ils s'engageaient à le mettre sur le trône en cas que Philippe V en descendit: il aurait en ce cas trouvé beaucoup d'Espagnols empressés à se ranger sous les drapeaux d'un prince qui savait combattre. Cette entreprise, si elle eût réussi, pouvait ne pas déplaire aux puissances maritimes, qui auraient moins redouté alors de voir l'Espagne et la France réunies dans une même main; et elle aurait apporté moins d'obstacles à la paix. Le projet fut découvert à Madrid, vers le commencement de 1709, tandis que le duc d'Orléans était à Versailles. Ses agents furent emprisonnés en Espagne. Philippe V ne pardonna pas à son parent d'avoir cru qu'il pouvait abdiquer, et d'avoir eu la pensée de lui succéder. La France cria contre le duc d'Orléans. Monseigneur, pere de Philippe V, opina dans le conseil qu'on fît le procès à celui qu'il regardait comme coupable: mais le roi aima mieux ensevelir dans le silence un projet informe et excusable, que de punir son neveu dans le temps qu'il voyait son petit-fils toucher à sa ruine.

Enfin, vers le temps de la bataille de Saragosse, le conseil du roi d'Espagne et la plupart des grands,

voyant qu'ils n'avaient aucun capitaine à opposer à Staremberg, qu'on regardait comme un autre Eugene, écrivirent en corps à Louis XIV pour lui demander le duc de Vendôme. Ce prince, retiré dans Anet, partit alors, et sa présence valut une armée. La grande réputation qu'il s'était faite en Italie, et que la malheureuse campagne de Lille n'avait pu lui faire perdre, frappait les Espagnols. Sa popularité, sa libéralité qui allait jusqu'à la profusion, sa franchise, son amour pour les soldats, lui gagnaient les cœurs. Dès qu'il mit les pieds en Espagne, il lui arriva ce qui était arrivé autrefois à Bertrand du Guesclin : son nom seul attira une foule de volontaires. Il n'avait point d'argent : les communautés des villes, des villages, et des religieux, en donnerent. Un esprit d'enthousiasme saisit la nation ; les débris de la bataille de Saragosse se rejoignirent sous lui à Valladolid ; tout s'empressa de fournir des recrues. Le duc de Vendôme, sans laisser ralentir un moment cette nouvelle ardeur, poursuit les vainqueurs, ramene le roi à Madrid ; oblige l'ennemi de se retirer vers le Portugal ; le suit, passe le Tage à la nage ; fait prisonnier, dans Brihuega, Stanhope avec cinq mille Anglais ; atteint le général Staremberg, et le lendemain lui livre la bataille de Villa-Viciosa. Philippe V, qui n'avait point encore combattu avec ses autres généraux, animé de l'esprit du duc de Vendôme, se met à la tête de l'aile droite. Le général prend la gauche. Il remporte une victoire entiere ; de sorte qu'en quatre mois de temps, ce prince, qui était arrivé quand tout était désespéré,

rétablit tout, et affermit pour jamais la couronne d'Espagne sur la tête de Philippe.

Tandis que cette révolution éclatante étonnait les alliés, une autre plus sourde et non moins décisive se préparait en Angleterre. Une Allemande avait, par sa mauvaise conduite, fait perdre à la maison d'Autriche toute la succession de Charles-Quint, et avait été ainsi le premier mobile de la guerre; une Anglaise, par ses imprudences, procura la paix. Sara Jennings, duchesse de Marlborough, gouvernait la reine Anne, et le duc gouvernait l'état. Il avait en ses mains les finances par le grand trésorier Godolphin, beau-pere d'une de ses filles; Sunderland, secrétaire d'état, son gendre, lui soumettait le cabinet. Toute la maison de la reine, où commandait sa femme, était à ses ordres. Il était maître de l'armée, dont il donnait tous les emplois. Si deux partis, les Wighs et les Toris, divisaient l'Angleterre, les Wighs, à la tête desquels il était, faisaient tout pour sa grandeur; et les Toris avaient été forcés à l'admirer et à se taire. Il n'est pas indigne de l'histoire d'ajouter que le duc et la duchesse étaient les plus belles personnes de leur temps, et que cet avantage séduit encore la multitude, quand il est joint aux dignités et à la gloire.

Il avait plus de crédit à la Haye que le grand pensionnaire, et il influait beaucoup en Allemagne. Négociateur et général toujours heureux, nul particulier n'eut jamais une puissance et une gloire si étendues. Il pouvait encore affermir son pouvoir par ses richesses immenses, acquises dans le commandement. J'ai entendu dire à sa veuve qu'après

les partages faits à quatre enfants, il lui restait, sans aucune grace de la cour, soixante et dix mille pieces de revenu, qui font plus de quinze cent cinquante mille livres de notre monnaie d'aujourd'hui. S'il n'avait pas eu autant d'économie que de grandeur, il pouvait se faire un parti que la reine Anne n'aurait pu détruire; et si sa femme avait eu plus de complaisance, jamais la reine n'eût brisé ses liens; mais le duc ne put jamais triompher de son goût pour les richesses, ni la duchesse de son humeur. La reine l'avait aimée avec une tendresse qui allait jusqu'à la soumission et à l'abandonnement de toute volonté.

Dans de pareilles liaisons, c'est d'ordinaire du côté des souverains que vient le dégoût, le caprice, la hauteur, l'abus de la supériorité: ce sont eux qui font sentir le joug; et c'était la duchesse de Marlborough qui l'appesantissait. Il fallait une favorite à la reine Anne; elle se tourna du côté de mylady Masham, sa dame d'atours: les jalousies de la duchesse éclaterent. Quelques paires de gants d'une façon singuliere, qu'elle refusa à la reine; une jatte d'eau qu'elle laissa tomber en sa présence, par une méprise affectée, sur la robe de madame Masham, changerent la face de l'Europe. Les esprits s'aigrirent: le frere de la nouvelle favorite demande au duc un régiment; le duc le refuse, et la reine le donne. Les Toris saisirent cette conjoncture pour tirer la reine de cet esclavage domestique, pour abaisser la puissance du duc de Marlborough, changer le ministere, faire la paix, et rappeler, s'il se pouvait, la maison de Stuart su-

le trône d'Angleterre. Si le caractere de la duchesse eût pu admettre quelque souplesse, elle eût régné encore. La reine et elle étaient dans l'habitude de s'écrire tous les jours sous des noms empruntés : ce mystere et cette familiarité laissent toujours la voie ouverte à la réconciliation ; mais la duchesse n'employa cette ressource que pour tout gâter. Elle écrivit impérieusement ; elle disait dans sa lettre : « Rendez-moi justice, et ne me faites point de ré-« ponse ». Elle s'en repentit ensuite ; elle vint demander pardon ; elle pleura ; et la reine ne lui répondit autre chose, sinon : « Vous m'avez ordonné « de ne vous point répondre, et je ne vous répon-« drai pas ». Alors la rupture fut sans retour : la duchesse ne parut plus à la cour ; et quelque temps après on commença par ôter le ministere au gendre de Marlborough, Sunderland, pour déposséder ensuite Godolphin et le duc lui-même. Dans d'autres états cela s'appelle une disgrace ; en Angleterre c'est une révolution dans les affaires ; et la révolution était encore très difficile à opérer.

Les Toris, maîtres alors de la reine, ne l'étaient pas du royaume ; ils furent obligés d'avoir recours à la religion : il n'y en a guere aujourd'hui dans la Grande-Bretagne que le peu qu'il en faut pour distinguer les factions. Les Wighs penchaient pour le presbytérianisme : c'était la faction qui avait détrôné Jacques II, persécuté Charles II, et immolé Charles I. Les Toris étaient pour les épiscopaux, qui favorisaient la maison de Stuart, et qui voulaient établir l'obéissance passive envers les rois, parceque les évêques en espéraient plus d'obéissance

pour eux-mêmes. Ils excitèrent un prédicateur à prêcher dans la cathédrale de Saint-Paul cette doctrine, et à désigner d'une maniere odieuse l'administration de Marlborough, et le parti qui avait donné la couronne au roi Guillaume : mais la reine, qui favorisait ce prêtre, ne fut pas assez puissante pour empêcher qu'il ne fût interdit pour trois ans par les deux chambres dans la salle de Westminster, et que son sermon ne fût brûlé. Elle sentit encore plus sa faiblesse en n'osant jamais, malgré ses secretes inclinations pour son sang, lui rouvrir le chemin du trône, fermé à son frere par le parti des Wihgs. Les écrivains qui disent que Marlborough et son parti tomberent quand la faveur de la reine ne les soutint plus, ne connaissent pas l'Angleterre. La reine, qui dès-lors voulait la paix, n'osait pas même ôter à Marlborough le commandement des armées ; et, au printemps de 1711, Marlborough pressait encore la France, tandis qu'il était disgracié dans sa cour.

Sur la fin de janvier de cette même année 1711, arrive à Versailles un prêtre inconnu, nommé l'abbé Gauthier, qui avait été autrefois aide de l'aumônier du maréchal de Tallart dans son ambassade auprès du roi Guillaume : il avait depuis ce temps demeuré toujours à Londres, n'ayant d'autre emploi que celui de dire la messe dans la chapelle privée du comte de Galas, ambassadeur de l'empereur en Angleterre. Le hasard l'avait introduit dans la confidence d'un lord ami du nouveau ministere opposé au duc de Marlborough. Cet inconnu se rend chez le marquis de Torci, et lui dit sans

autre préambule : « Voulez-vous faire la paix, mon-« sieur? je viens vous apporter les moyens de la « traiter ». C'était, dit M. de Torci, demander à un mourant s'il voulait guérir.

On entama bientôt une négociation secrete avec le comte d'Oxford, grand trésorier d'Angleterre, et Saint-Jean, secrétaire d'état, depuis lord Bolingbroke. Ces deux hommes n'avaient d'antre intérêt de donner la paix à la France, qne celui d'ôter au duc de Marlborough le commandement des armées, et d'élever leur crédit sur les rnines du sien. Le pas était dangereux : c'était trahir la canse commune des alliés ; c'était rompre tous ses engagements, et s'exposer sans aucnn prétexte à la haine de la plus grande partie de la nation, et aux recherches du parlement, qui auraient pn leur coûter la tête. Il est fort douteux qu'ils eussent pn réussir : mais un évènement imprévn facilita ce grand ouvrage. L'empereur Joseph I mournt, et laissa les états de la maison d'Autriche, l'empire d'Allemagne, et les prétentions sur l'Espagne et sur l'Amérique, à son frere Charles, qui fut éln empereur quelqnes mois après.

An premier brnit de cette mort les préjugés qui armaient tant de nations commencerent à se dissiper en Angleterre par les soins du nouveau ministere. On avait voulu empêcher que Louis XIV ne gouvernât l'Espagne, l'Amérique, la Lombardie, le royaume de Naples, et la Sicile, sous le nom de son petit-fils : ponrquoi vonloir réunir tant d'états dans la main de l'empereur Charles VI? pourqnoi la nation anglaise aurait-elle épnisé ses trésors?

Elle payait plus que l'Allemagne et la Hollande ensemble : les frais de la présente année allaient à sept millions de livres sterling. Fallait-il qu'elle se ruinât pour une cause qui lui était étrangere, et pour donner une partie de la France aux Provinces-Unies, rivales de son commerce ? Toutes ces raisons, qui enhardissaient la reine, ouvrirent les yeux à une grande partie de la nation ; et un nouveau parlement étant convoqué, la reine eut la liberté de préparer la paix de l'Europe.

Mais, en la préparant en secret, elle ne pouvait pas encore se séparer publiquement de ses alliés ; et quand le cabinet négociait, Marlborough était en campagne. Il avançait toujours en Flandre ; il forçait les lignes que le maréchal de Villars avait tirées de Montreuil jusqu'à Valenciennes : il prenait Bouchain ; il s'avançait au Quesnoy, et de là vers Paris : il y avait à peine un rempart à lui opposer.

Ce fut dans ce temps malheureux, que le célebre du Gué-Trouin, aidé de son courage et de l'argent de quelques marchands, n'ayant encore aucun grade dans la marine, et devant tout à lui-même, équipa une petite flotte, et alla prendre une des principales villes du Brésil, Saint-Sébastien de Rio-Janéiro. Son équipage revint chargé de richesses ; et les Portugais perdirent beaucoup plus qu'il ne gagna. Mais le mal qu'on faisait au Brésil ne soulageait pas les maux de la France.

CHAPITRE XXIII.

Victoire du maréchal de Villars à Dénain. Rétablissement des affaires. Paix générale.

Les négociations, qu'on entama enfin ouvertement à Londres, furent plus salutaires. La reine envoya le comte de Straffort, ambassadeur en Hollande, communiquer les propositions de Louis XIV. Ce n'était plus alors à Marlborough qu'on demandait grace. Le comte de Straffort obligea les Hollandais à nommer des plénipotentiaires, et à recevoir ceux de la France.

Trois particuliers s'opposaient toujours à cette paix. Marlborough, le prince Eugene, et Heinsius, persistaient à vouloir accabler Louis XIV. Mais quand le général anglais retourna dans Londres, à la fin de 1711, on lui ôta tous ses emplois; il trouva une nouvelle chambre-basse, et n'eut pas pour lui la pluralité de la haute. La reine, en créant de nouveaux pairs, avait affaibli le parti du duc, et fortifié celui de la couronne. Il fut accusé, comme Scipion, d'avoir malversé: mais il se tira d'affaire, à-peu-près de même, par sa gloire et par la retraite. Il était encore puissant dans sa disgrace. Le prince Eugene n'hésita pas à passer à Londres pour seconder sa faction; ce prince reçut l'accueil qu'on devait à son nom et à sa renommée, et les refus qu'on devait à ses propositions. La cour prévalut; le prince Eugene retourna seul achever la guerre; et c'était encore un

nouvel aiguillon pour lui d'espérer de nouvelles victoires, sans compagnon qui en partageât l'honneur.

Tandis qu'on s'assemblait à Utrecht, tandis que les ministres de France, tant maltraités à Gertrudenberg, viennent négocier avec plus d'égalité, le maréchal de Villars, retiré derriere des lignes, couvrait encore Arras et Cambrai. Le prince Eugene prenait la ville du Quesnoy, et il étendait dans le pays une armée d'environ cent mille combattants. Les Hollandais avaient fait un effort; et n'ayant jamais encore fourni à toutes les dépenses qu'ils étaient obligés de faire pour la guerre, ils avaient été au-delà de leur contingent cette année. La reine Anne ne pouvait encore se dégager ouvertement; elle avait envoyé à l'armée du prince Eugene le duc d'Ormond avec douze mille Anglais, et payait encore beaucoup de troupes allemandes. Le prince Eugene, ayant brûlé le faubourg d'Arras, s'avançait sur l'armée française; il proposa au duc d'Ormond de livrer bataille. Le général anglais avait été envoyé pour ne point combattre. Les négociations particulieres entre l'Angleterre et la France avançaient; une suspension d'armes fut publiée entre les deux couronnes. Louis XIV fit remettre aux Anglais la ville de Dunkerque, pour sûreté de ses engagements. Le duc d'Ormond se retira vers Gand. Il voulut emmener avec les troupes de sa nation celles qui étaient à la solde de sa reine; mais il ne put se faire suivre que de quatre escadrons de Holstein, et d'un régiment liégeois. Les troupes du Brandebourg, du Palatinat, de Saxe, de Hesse, de Danemarck, resterent sous les drapeaux

du prince Eugene, et furent payées par les Hollandais. L'électeur de Hanovre même, qui devait succéder à la reine Anne, laissa malgré elle ses troupes aux alliés, et fit voir que si sa famille attendait la couronne d'Angleterre, ce n'était pas sur la faveur de la reine Anne qu'elle comptait.

Le prince Eugene, privé des Anglais, était encore supérieur de vingt mille hommes à l'armée française; il l'était par sa position, par l'abondance de ses magasins, et par neuf ans de victoires.

Le maréchal de Villars ne put l'empêcher de faire le siege de Landrecie. La France, épuisée d'hommes et d'argent, était dans la consternation; les esprits ne se rassuraient point par les conférences d'Utrecht, que les succès du prince Eugene pouvaient rendre infructueuses : déja même des détachements considérables avaient ravagé une partie de la Champagne, et pénétré jusqu'aux portes de Reims.

Déja l'alarme était à Versailles comme dans le reste du royaume. La mort du fils unique du roi, arrivée depuis un an; le duc de Bourgogne, la duchesse de Bourgogne, leur fils aîné, enlevés rapidement depuis quelques mois, et portés dans le même tombeau; le dernier de leurs enfants moribond : toutes ces infortunes domestiques, jointes aux étrangeres et à la misere publique, faisaient regarder la fin du regne de Louis XIV comme un temps marqué pour la calamité; et l'on s'attendait à plus de désastres que l'on n'avait vu auparavant de grandeur et de gloire.

Précisément dans ce temps-là mourut en Espagne le duc de Vendôme. L'esprit de découragement,

généralement répandu en France, et que je me souviens d'avoir vu, faisait encore redouter que l'Espagne, sontenue par le duc de Vendôme, ne retombât par sa perte.

Landrecie ne pouvait pas tenir long-temps : il fut agité dans Versailles si le roi se retirerait à Chambord sur la Loire. Il dit au maréchal d'Harcourt, qu'en cas d'nn nouveau malheur, il convoquerait toute la noblesse de son royaume, qu'il la couduirait à l'ennemi, malgré son âge de soixante et quatorze ans, et qu'il périrait à la tête.

Une faute que fit le prince Eugene délivra le roi et la France de tant d'inquiétudes. On prétend que ses lignes étaient trop étendnes ; que le dépôt de ses magasins daus Marchiennes était trop éloigné ; que le général Albemarle, posté à Dénain, entre Marchiennes et le camp du prince, n'était pas à portée d'être secouru assez tôt s'il était attaqué. On m'a assuré qu'une Italienne fort belle, qne je vis quelque temps après à la Haye, et qui était alors entretenue par le prince Eugene, était dans Marchiennes, et qu'elle avait été cause qn'on avait choisi ce lieu pour servir d'entrepôt : ce n'était pas rendre justice au prince Eugene de penser qu'une femme pût avoir part à ses arrangements de guerre.

Ceux qui savent qu'un curé, et un conseiller de Douai, nommé le Fevre d'Orval, se promenant ensemble vers ces quartiers, imaginerent les premiers qu'on pouvait aisément attaquer Dénain et Marchiennes, serviront mieux à prouver par quels secrets et faibles ressorts les grandes affaires de ce monde sont souvent dirigées. Le Fevre donna son avis à

l'intendant de la province ; celui-ci au maréchal de Montesquiou, qui commandait sous le maréchal de Villars ; le général l'approuva et l'exécuta. Cette action fut en effet le salut de la France, plus encore que la paix avec l'Angleterre. Le maréchal de Villars donna le change au prince Eugene : un corps de dragons s'avança à la vue du camp ennémi, comme si l'on se préparait à l'attaquer ; et tandis que ces dragons se retirent ensuite vers Guise, le maréchal marche à Dénain avec son armée sur cinq colonnes. On force les retranchements du général Albemarle, défendus par dix-sept bataillons ; tout est tué ou pris : le général se rend prisonnier avec deux princes de Nassau, un prince de Holstein, un prince d'Anhalt, et tous les officiers. Le prince Eugene arrive à la hâte, mais à la fin de l'action, avec ce qu'il peut amener de troupes ; il veut attaquer un pont qui condnisait à Dénain, et dont les Français étaient maîtres ; il y perd du monde, et retourne à son camp, après avoir été témoin de cette défaite.

Tous les postes vers Marchiennes, le long de la Scarpe, sont emportés l'un après l'autre avec rapidité. On pousse à Marchiennes, défendue par quatre mille hommes ; on en presse le siege avec tant de vivacité, qu'au bout de trois jours on les fait prisonniers, et qu'on se rend maître de toutes les munitions de guerre et de bouche amassées par les ennemis pour la campagne. Alors toute la supériorité est du côté du maréchal de Villars : l'ennemi déconcerté leve le siege de Landrecie, et voit reprendre Douai, le Quesnoy, Bouchain ; les

frontieres sont en sûreté : l'armée du prince Eugene se retire, diminuée de près de cinquante bataillons, dont quarante furent pris depuis le combat de Dénain jusqu'à la fin de la campagne. La victoire la plus signalée n'aurait pas produit de plus grands avantages.

Si le maréchal de Villars avait eu cette faveur populaire qu'ont eue quelques autres généraux, on l'eût appelé à haute voix *le restaurateur de la France;* mais on avouait à peine les obligations qu'on lui avait; et, dans la joie publique d'un succès inespéré, l'envie prédominait encore.

Chaque progrès du maréchal de Villars hâtait la paix d'Utrecht. Le ministere de la reine Anne, responsable à sa patrie et à l'Europe, ne négligea ni les intérêts de l'Angleterre, ni ceux des alliés, ni la sûreté publique: il exigea d'abord que Philippe V, affermi en Espagne, renonçât à ses droits sur la couronne de France, qu'il avait toujours conservés; et que le duc de Berri, son frere, héritier présomptif de la France, après l'unique arriere-petit-fils qui restait à Louis XIV, renonçât aussi à la couronne d'Espagne, en cas qu'il devînt roi de France. On voulut que le duc d'Orléans fît la même renonciation. On venait d'éprouver, par douze ans de guerre, combien de tels actes lient peu les hommes. Il n'y a point encore de loi reconnue qui oblige les descendants à se priver du droit de régner, auquel auront renoncé les peres.

Ces renonciations ne sont efficaces que lorsque l'intérêt commun continue de s'accorder avec elles. Mais enfin elles calmaient, pour le moment présent,

une tempête de douze années ; et il était probable qu'un jour plus d'une nation réunie soutiendrait ces renonciations, devenues la base de l'équilibre et de la tranquillité de l'Europe.

On donnait par ce traité au duc de Savoie l'isle de Sicile, avec le titre de roi ; et dans le continent, Fenestrelle, Exilles, et la vallée de Pragelas : ainsi on prenait pour l'agrandir sur la maison de Bourbon.

On donnait aux Hollandais une barriere considérable qu'ils avaient toujours desirée ; et si l'on dépouillait la maison de France de quelques domaines en faveur du duc de Savoie, on prenait en effet sur la maison d'Autriche de quoi satisfaire les Hollandais, qui devaient devenir à ses dépens les conservateurs et les maîtres des plus fortes villes de la Flandre. On avait égard aux intérêts de la Hollande dans le commerce ; on stipulait ceux du Portugal.

On réservait à l'empereur la souveraineté des huit provinces et demie de la Flandre espagnole, et le domaine utile des villes de la barriere ; on lui assurait le royaume de Naples et la Sardaigne, avec tout ce qu'il possédait en Lombardie, et les quatre ports sur les côtes de la Toscane : mais le conseil de Vienne se croyait trop lésé, et ne pouvait souscrire à ces conditions.

A l'égard de l'Angleterre, sa gloire et ses intérêts étaient en sûreté : elle faisait démolir et combler le port de Dunkerque, objet de tant de jalousies ; l'Espagne la laissait en possession de Gibraltar et de l'isle Minorque ; la France lui abandonnait la

baie de Hudson, l'isle de Terre-neuve, et l'Acadie ; elle obtenait pour le commerce en Amérique des droits qu'on ne donnait pas aux Français, qui avaient placé Philippe V sur le trône. Il faut encore compter parmi les articles glorieux au ministere anglais, d'avoir fait consentir Louis XIV à faire sortir de prison ceux de ses propres sujets qui étaient retenus pour leur religion : c'était dicter des lois, mais des lois bien respectables.

Enfin la reine Anne, sacrifiant à sa patrie les droits de son sang et les secretes inclinations de son cœur, faisait assurer et garantir sa succession à la maison d'Hanovre.

Quant aux électeurs de Baviere et de Cologne, le duc de Baviere devait retenir le duché de Luxembourg et le comté de Namur, jusqu'à ce que son frere et lui fussent rétablis dans leurs électorats ; car l'Espagne avait cédé ces deux souverainetés au Bavarois en dédommagement de ses pertes, et les alliés n'avaient pris ni Namur ni Luxembourg.

Pour la France, qui démolissait Dunkerque, et qui abandonnait tant de places en Flandre, autrefois conquises par ses armes, et assurées par les traités de Nimegue et de Rysvick, on lui rendait Lille, Aire, Béthune, et Saint-Venant.

Ainsi il paraissait que le ministere anglais rendait justice à toutes les puissances : mais les Wighs ne la lui rendirent pas ; et la moitié de la nation persécuta bientôt la mémoire de la reine Anne pour avoir fait le plus grand bien qu'un souverain puisse jamais faire, pour avoir donné le repos à tant de

nations : on lui reprocha d'avoir pu démembrer la France, et de ne l'avoir pas fait.

Tous ces traités furent signés l'un après l'autre dans le cours de l'année 1713. Soit opiniâtreté du prince Eugene, soit mauvaise politique du conseil de l'empereur, ce monarque n'entra dans aucune de ces négociations. Il aurait eu certainement Landau, et peut-être Strasbourg, s'il s'était prêté d'abord aux vues de la reine Anne : il s'obstina à la guerre, et il n'eut rien. Le maréchal de Villars, ayant mis ce qui restait de la Flandre française en sûreté, alla vers le Rhin ; et, après s'être rendu maître de Spire, de Vorms, de tous les pays d'alentour, il prend ce même Landau que l'empereur eût pu conserver par la paix ; il force les lignes que le prince Eugene avait fait tirer dans le Brisgau, défait dans ces lignes le maréchal Vaubonne ; assiege et prend Fribourg, la capitale de l'Autriche antérieure.

Le conseil de Vienne pressait de tous côtés les secours qu'avaient promis les cercles de l'empire, et ces secours ne venaient point. Il comprit alors que l'empereur, sans l'Angleterre et la Hollande, ne pouvait prévaloir contre la France, et il se résolut trop tard à la paix.

Le maréchal de Villars, après avoir ainsi terminé la guerre, eut encore la gloire de conclure cette paix à Rastadt avec le prince Eugene. C'était peut-être la premiere fois qu'on avait vu deux généraux opposés, au sortir d'une campagne, traiter au nom de leurs maîtres : ils y porterent tous deux la franchise de leur caractere. J'ai ouï conter au maréchal

de Villars qu'un des premiers discours qu'il tint au prince Eugene fut celui-ci : « Monsieur, nous « ne sommes point ennemis ; vos ennemis sont à « Vienne, et les miens à Versailles ». En effet, l'un et l'autre eurent toujours dans leurs cours des cabales à combattre.

Il ne fut point question dans ce traité des droits que l'empereur réclamait toujours sur la monarchie d'Espagne, ni du vain titre de roi catholique que Charles VI prit toujours, tandis que le royaume restait assuré à Philippe V. Louis XIV garda Strasbourg et Landau, qu'il avait offert de céder auparavant ; Huningue et le nouveau Brisach, qu'il avait proposé lui-même de raser ; la souveraineté de l'Alsace, à laquelle il avait offert de renoncer : mais ce qu'il y eut de plus honorable, il fit rétablir dans leurs états et dans leurs rangs les électeurs de Baviere et de Cologne.

C'est une chose très remarquable que la France, dans tous ses traités avec les empereurs, a toujours protégé les droits des princes et des états de l'empire. Elle posa les fondements de la liberté germanique à Munster, et fit ériger un huitieme électorat pour cette même maison de Baviere ; le traité de Nimegue confirma celui de Vestphalie ; elle fit rendre par le traité de Rysvick tous les biens du cardinal de Furstemberg ; enfin, par la paix d'Utrecht, elle rétablit deux électeurs. Il faut avouer que, dans toute la négociation qui termina cette longue querelle, la France reçut la loi de l'Angleterre, et la fit à l'empire.

Les mémoires historiques du temps, sur lesquels

on a formé les compilations de tant d'histoires de Louis XIV, disent que le prince Eugene, en finissant les conférences, pria le duc de Villars d'embrasser pour lui les genoux de Louis XIV, et de présenter à ce monarque les assurances du plus profond respect *d'un sujet envers son souverain.* Premièrement, il n'est pas vrai qu'un prince, petit-fils d'un souverain, demeure le sujet d'un autre prince pour être né dans ses états; secondement, il est encore moins vrai que le prince Eugene, vicaire-général de l'empire, pût se dire sujet du roi de France.

Cependant chaque état se mit en possession de ses nouveaux droits: le duc de Savoie se fit reconnaître en Sicile, sans consulter l'empereur, qui s'en plaignit en vain; Louis XIV fit recevoir ses troupes dans Lille; les Hollandais se saisirent des villes de leur barriere, et la Flandre leur a payé toujours douze cent cinquante mille florins par an pour être maîtres chez elle. Louis XIV fit combler le port de Dunkerque, raser la citadelle, et démolir toutes les fortifications du côté de la mer, sous les yeux d'un commissaire anglais. Les Dunkerquois, qui voyaient par-là tout leur commerce périr, députerent à Londres pour implorer la clémence de la reine Anne. Il était triste pour Louis XIV que ses sujets allassent demander grace à une reine d'Angleterre; mais il fut encore plus triste pour eux que la reine Anne fût obligée de les refuser.

Le roi, quelque temps après, fit élargir le canal de Mardick; et, au moyen des écluses, on fit un port qu'on disait déja égaler celui de Dunkerque. Le

comte de Stair, ambassadeur d'Angleterre, s'en plaignit vivement à ce monarque. Il est dit dans un des meilleurs livres que nous ayions (1), que Louis XIV répondit au lord Stair : « Monsieur l'ambassadeur, j'ai toujours été le maître chez moi, « quelquefois chez les autres ; ne m'en faites pas souvenir ». Je sais de science certaine que jamais Louis XIV ne fit une réponse si peu convenable. Il n'avait jamais été le maître chez les Anglais : il s'en fallait beaucoup : il l'était chez lui ; mais il s'agissait de savoir s'il était le maître d'éluder un traité auquel il devait son repos, et peut-être une grande partie de son royaume.

La clause du traité, qui portait la démolition du port de Dunkerque et de ses écluses, ne stipulait pas qu'on ne ferait point de port à Mardick : on a osé imprimer que le lord Bolingbroke, qui rédigea le traité, fit cette omission, gagné par un présent d'un million. On trouve cette lâche calomnie dans l'histoire de Louis XIV, sous le nom de la Martiniere ; et ce n'est pas la seule qui déshonore cet ouvrage. Louis XIV paraissait être en droit de profiter de la négligence des ministres anglais, et de s'en tenir à la lettre du traité : mais il aima mieux en remplir l'esprit, uniquement pour le bien de la paix ; et, loin de dire au lord Stair, *qu'il ne le fît pas souvenir qu'il avait été autrefois le maître chez les autres*, il voulut bien céder à ses représentations auxquelles il pouvait résister. Il fit discontinuer les travaux de Mardick au mois d'avril

(1) L'Abrégé chronologique de Hénault.

1714 : les ouvrages furent démolis bientôt après dans la régence, et le traité accompli dans tous ses points.

Après cette paix d'Utrecht et de Rastadt, Philippe V ne jouit pas encore de toute l'Espagne : il lui resta la Catalogne à soumettre, ainsi que les isles de Majorque et d'Yvica.

Il faut savoir que l'empereur Charles VI, ayant laissé sa femme à Barcelone, ne pouvant soutenir la guerre d'Espagne, et ne voulant ni céder ses droits ni accepter la paix d'Utrecht, était cependant convenu alors avec la reine Anne que l'impératrice et ses troupes, devenues inutiles en Catalogne, seraient transportées sur des vaisseaux anglais. En effet la Catalogne avait été évacuée ; et Staremberg, en partant, s'était démis de son titre de vice-roi. Mais il laissa toutes les semences d'une guerre civile, et l'espérance d'un prompt secours de la part de l'empereur, et même de l'Angleterre. Ceux qui avaient alors le plus de crédit dans cette province se flatterent qu'ils pourraient former une république sous une protection étrangere, et que le roi d'Espagne ne serait pas assez fort pour les conquérir. Ils déployerent alors ce caractere que Tacite leur attribuait il y a si long-temps : « Nation in-« trépide, dit-il, qui compte la vie pour rien quand « elle ne l'emploie pas à combattre. »

La Catalogne est un des pays les plus fertiles de la terre, et des plus heureusement situés ; autant arrosé de belles rivieres, de ruisseaux, et de fontaines, que la vieille et la nouvelle Castille en sont dénuées, elle produit tout ce qui est nécessaire aux

besoins de l'homme, et tout ce qui peut flatter ses desirs, en arbres, en bleds, en fruits, en légumes de toute espece. Barcelone est un des plus beaux ports de l'Europe, et le pays fournit tout pour la construction des navires : ses montagnes sont remplies de carrieres de marbre, de jaspe, de crystal de roche ; on y trouve même beaucoup de pierres précieuses. Les mines de fer, d'étain, de plomb, d'alun, de vitriol, y sont abondantes ; la côte orientale produit du corail. La Catalogne enfin peut se passer de l'univers entier, et ses voisins ne peuvent se passer d'elle.

Loin que l'abondance et les délices aient amolli les habitants, ils ont toujours été guerriers, et les montagnards sur-tout ont été féroces ; mais, malgré leur valeur et leur amour extrême pour la liberté, ils ont été subjugués dans tous les temps : les Romains, les Goths, les Vandales, les Sarrasins, les conquirent.

Ils secouerent le joug des Sarrasins, et se mirent sous la protcetion de Charlemagne ; ils appartinrent à la maison d'Aragon, et ensuite à celle d'Autriche.

Nous avons vu que sous Philippe IV, poussés à bout par le comte duc d'Olivarès, premier ministre, ils se donnerent à Louis XIII, en 1640 (1). On leur conserva tous leurs privileges ; ils furent plutôt protégés que snjets. Ils rentrerent sous la domination autrichienne, en 1652, et dans la guerre de la succession ils prirent le parti de l'archiduc Charles contre Philippe V. Leur opiniâtre résistance prouva

(1) Dans l'Essai sur les mœurs, etc.

que Philippe V, délivré même de son compétiteur, ne pouvait seul les réduire. Louis XIV, qui, dans les derniers temps de la guerre, n'avait pu fournir ni soldats ni vaisseaux à son petit-fils contre Charles son concurrent, lui en envoya alors contre ses sujets révoltés. Une escadre française bloqua le port de Barcelone; et le maréchal de Berwick l'assiégea par terre.

La reine d'Angleterre, plus fidele à ses traités qu'aux intérêts de son pays, ne secourut point cette ville. Les Anglais en furent indignés; ils se faisaient le reproche que s'étaient fait les Romains d'avoir laissé détruire Sagonte. L'empereur d'Allemagne promit de vains secours. Les assiégés se défendirent avec un courage fortifié par le fanatisme: les prêtres, les moines, coururent aux armes et sur les breches, comme s'il s'était agi d'une guerre de religion. Un fantôme de liberté les rendit sourds à toutes les avances qu'ils reçurent de leur maître. Plus de cinq cents ecclésiastiques moururent dans ce siege, les armes à la main. On peut juger si leurs discours et leur exemple avaient animé les peuples.

Ils arborerent sur la breche un drapeau noir, et soutinrent plus d'un assaut. Enfin les assiégeants ayant pénétré, les assiégés se battirent encore de rue en rue; et, retirés dans la ville neuve tandis que l'ancienne était prise, ils demanderent encore en capitulant qu'on leur conservât tous leurs privileges: ils n'obtinrent que la vie et leurs biens. La plupart de leurs privileges leur furent ôtés; et de tous les moines qui avaient soulevé le peuple, et combattu contre leur roi, il n'y en eut que soixante

de punis : on eut même l'indulgence de ne les condamner qu'aux galeres. Philippe V avait traité plus rudement la petite ville de Xativa (1) dans le cours de la guerre : on l'avait détruite de fond en comble, pour faire un exemple : mais si l'on rase une petite ville de peu d'importance, on n'en rase point une grande, qui a un beau port de mer, et dont le maintien est utile à l'état.

Cette fureur des Catalans, qui ne les avait pas animés quand Charles VI était parmi eux, et qui les transporta quand ils furent sans secours, fut la derniere flamme de l'incendie qui avait ravagé si longtemps la plus belle partie de l'Europe, pour le testament de Charles II, roi d'Espagne.

CHAPITRE XXIV.

Tableau de l'Europe, depuis la paix d'Utrecht jusqu'à la mort de Louis XIV.

J'ose appeler encore cette longue guerre une guerre civile. Le duc de Savoie y fut armé contre ses deux filles; le prince de Vaudemont, qui avait pris le parti de l'archiduc Charles, avait été sur le point de faire prisonnier dans la Lombardie son propre pere, qui tenait pour Philippe V; l'Espagne avait été réellement partagée en factions; des régiments

(1) Cette ville de Xativa fut rasée en 1707, après la bataille d'Almanza. Philippe V fit bâtir sur ses ruines une autre ville qu'on nomme à présent San-Phelipo.

entiers de calvinistes français avaient servi contre leur patrie. C'était enfin pour une succession entre parents que la guerre générale avait commencé ; et l'on peut ajouter que la reine d'Angleterre excluait du trône son frere, que Louis XIV protégeait, et qu'elle fut obligée de le proscrire.

Les espérances et la prudence humaine furent trompées dans cette guerre, comme elles le sont toujours. Charles VI, deux fois reconnu dans Madrid, fut chassé d'Espagne ; Louis XIV, près de succomber, se releva par les brouilleries imprévues de l'Angleterre. Le conseil d'Espagne, qui n'avait appelé le duc d'Anjou au trône que dans le dessein de ne jamais démembrer la monarchie, en vit beaucoup de parties séparées : la Lombardie, la Flandre, resterent à la maison d'Autriche ; la maison de Prusse eut une petite partie de cette même Flandre ; et les Hollandais dominerent dans une autre ; une quatrieme partie demeura à la France. Ainsi l'héritage de la maison de Bourgogne resta partagé entre quatre puissances ; et celle qui semblait y avoir le plus de droit n'y conserva pas une métairie. La Sardaigne, inutile à l'empereur, lui resta pour un temps ; il jouit quelques années de Naples, ce grand fief de Rome, qu'on s'est arraché si souvent et si aisément. Le duc de Savoie eut quatre ans la Sicile, et ne l'eut que pour soutenir contre le pape le droit singulier, mais ancien, d'être pape dans cette isle, c'est-à-dire d'être, au dogme près, souverain absolu dans les affaires ecclésiastiques.

La vanité de la politique parut encore plus après la paix d'Utrecht que pendant la guerre. Il est in-

dubitable que le nouveau ministere de la reine Anne voulait préparer en secret le rétablissement du fils de Jacques II sur le trône : la reine Anne elle-même commençait à écouter la voix de la nature par celle de ses ministres ; et elle était dans le dessein de laisser sa succession à ce frere dont elle avait mis la tête à prix malgré elle.

Attendrie par les discours de madame Masham, sa favorite, intimidée par les représentations des prélats Toris qui l'environnaient, elle se reprochait cette proscription dénaturée. J'ai vu la duchesse de Marlborough persuadée que la reine avait fait venir son frere en secret, qu'elle l'avait embrassé, et que, s'il avait voulu renoncer à la religion romaine, qu'on regarde en Angleterre et chez tous les protestants comme la mere de la tyrannie, elle l'aurait fait désigner pour son successeur. Son aversion pour la maison de Hanovre augmentait encore son inclination pour le sang des Stuart. On a prétendu que, la veille de sa mort, elle s'écria plusieurs fois : *Ah ! mon frere ! mon cher frere !* elle mourut d'apoplexie, à l'âge de quarante-neuf ans, le 12 auguste 1714.

Ses partisans et ses ennemis convenaient que c'était une femme fort médiocre : cependant, depuis les Édouard III et les Henri V, il n'y eut point de regne si glorieux ; jamais de plus grands capitaines ni sur terre ni sur mer ; jamais plus de ministres supérieurs, ni de parlements plus instruits, ni d'orateurs plus éloquents.

Sa mort prévint tous ses desseins : la maison de Hanovre, qu'elle regardait comme étrangere et

qu'elle n'aimait pas, lui succéda; ses ministres furent persécutés.

Le vicomte de Bolingbroke, qui était venu donner la paix à Louis XIV avec une grandeur égale à celle de ce monarque, fut obligé de venir chercher un asile en France, et d'y reparaître en suppliant: le duc d'Ormond, l'ame du parti du prétendant, choisit le même refuge. Harlay, comte d'Oxford, eut plus de courage: c'était à lui qu'on en voulait: il resta fièrement dans sa patrie; il y brava la prison où il fut renfermé, et la mort dont on le menaçait. C'était une ame sereine, inaccessible à l'envie, à l'amour des richesses, et à la crainte du supplice: son courage même le sauva, et ses ennemis dans le parlement l'estimerent trop pour prononcer son arrêt.

Louis XIV touchait alors à sa fin. Il est difficile de croire qu'à son âge de soixante et dix-sept ans, dans la détresse où était son royaume, il osât s'exposer à une nouvelle guerre contre l'Angleterre en faveur du prétendant, reconnu par lui pour roi, et qu'on appelait alors le chevalier de Saint-George; cependant le fait est très certain. Il faut avouer que Louis eut toujours dans l'ame une élévation qui le portait aux grandes choses en tout genre. Le comte de Stair, ambassadeur d'Angleterre, l'avait bravé. Il avait été obligé de renvoyer de France Jacques III, comme dans sa jeunesse on avait chassé Charles II et son frere: ce prince était caché en Lorraine, à Commerci. Le duc d'Ormond et le vicomte de Bolingbroke intéresserent la gloire du roi de France; ils le flatterent d'un soulèvement en Angleterre,

et sur-tout en Écosse, contre George I : le prétendant n'avait qu'à paraître : on ne demandait qu'un vaisseau, quelques officiers, et un peu d'argent. Le vaisseau et les officiers furent accordés sans délibérer : ce ne pouvait être un vaisseau de guerre ; les traités ne le permettaient pas ; l'Épine d'Anican, célebre armateur, fournit le navire de transport, du canon, et des armes. A l'égard de l'argent, le roi n'en avait point : on ne demandait que quatre cent mille écus, et ils ne se trouverent pas. Louis XIV écrivit de sa main au roi d'Espagne, Philippe V, son petit-fils, qui les prêta. Ce fut avec ce secours que le prétendant passa secrètement en Écosse : il y trouva en effet un parti considérable, mais il venait d'être défait par l'armée anglaise du roi George.

Louis était déja mort : le prétendant revint cacher dans Commerci la destinée qui le poursuivit toute sa vie, pendant que le sang de ses partisans coulait en Angleterre sur les échafauds.

Nous verrons dans les chapitres réservés à la vie privée et aux anecdotes comment mourut Louis XIV au milieu des cabales odieuses de son confesseur, et des plus méprisables querelles théologiques qui aient jamais troublé des esprits ignorants et inquiets ; mais je considere ici l'état où il laissa l'Europe.

La puissance de la Russie s'affermissait chaque jour dans le nord, et cette création d'un nouveau peuple et d'un nouvel empire était encore trop ignorée en France, en Italie, et en Espagne.

La Suede, ancienne alliée de la France, et au-

trefois la terreur de la maison d'Autriche, ne pouvait plus se défendre contre les Russes, et il ne restait à Charles XII que de la gloire.

Un simple électorat d'Allemagne commençait à devenir une puissance prépondérante : le second roi de Prusse, électeur de Brandebourg, avec de l'économie et une armée, jetait les fondements d'une puissance jusque-là inconnue.

La Hollande jouissait encore de la considération qu'elle avait acquise dans la derniere guerre contre Louis XIV ; mais le poids qu'elle mettait dans la balance devint toujours moins considérable. L'Angleterre, agitée de troubles dans les premieres années du regne d'un électeur de Hanovre, conserva toute sa force et toute son influence. Les états de la maison d'Autriche languirent sous Charles VI ; mais la plupart des princes de l'empire firent fleurir leurs états. L'Espagne respira sous Philippe V, qui devait son trône à Louis XIV. L'Italie fut tranquille jusqu'à l'année 1717. Il n'y eut aucune querelle ecclésiastique en Europe, qui pût donner au pape un prétexte de faire valoir ses prétentions, ou qui pût le priver des prérogatives qu'il a conservées. Le jansénisme seul troubla la France, mais sans faire de schisme, sans exciter de guerre civile.

CHAPITRE XXV.

Particularités et anecdotes du regne de Louis XIV.

Les anecdotes sont un champ resserré où l'on glane après la vaste moisson de l'histoire; ce sont de petits détails long-temps cachés, et de là vient le nom d'*anecdotes:* ils intéressent le public quand ils concernent des personnages illustres.

Les vies des grands hommes, dans Plutarque, sont un recueil d'anecdotes plus agréables que certaines: comment aurait-il eu des mémoires fideles de la vie privée de Thésée et de Lycurgue? Il y a dans la plupart des maximes qu'il met dans la bouche de ses héros plus d'utilité de morale que de vérité historique.

L'histoire secrete de Justinien, par Procope, est une satire dictée par la vengeance; et, quoique la vengeance puisse dire la vérité, cette satire, qui contredit l'histoire publique de Procope, ne paraît pas toujours vraie.

Il n'est pas permis aujourd'hui d'imiter Plutarque, encore moins Procope. Nous n'admettons pour vérités historiques que celles qui sont garanties. Quand des contemporains comme le cardinal de Retz et le duc de la Rochefoucauld, ennemis l'un de l'autre, confirment le même fait dans leurs mémoires, ce fait est indubitable; quand ils se contredisent, il faut douter: ce qui n'est point vraisemblable ne doit point être cru, à moins que

plusieurs contemporains dignes de foi ne déposent unanimement.

Les anecdotes les plus utiles et les plus précieuses sont les écrits secrets que laissent les grands priuces, quand la candeur de leur ame se manifeste dans ces mouumeuts ; tels sont ceux que je rapporte de Louis XIV (chapitre XXVIII de cette histoire).

Les détails domestiques amusent seulement la curiosité ; les faiblesses qu'on met au graud jour ne plaisent qu'à la malignité, à moius que ces mêmes faiblesses n'instruisent, ou par les malheurs qui les out suivies, ou par les vertus qui les ont réparées.

Les mémoires secrets des coutemporains sont suspects de partialité ; ceux qui écrivent uue ou deux générations après doivent user de la plus graude circonspectiou, écarter le frivole, réduire l'exagéré, et combattre la satire.

Louis XIV mit daus sa cour, comme dans son regne, taut d'éclat et de magnificence, que les moindres détails de sa vie semblent iutéresser la postérité, ainsi qu'ils étaient l'objet de la curiosité de toutes les cours de l'Europe et de tous les contemporains. La splendeur de son gouvernement s'est répandue sur ses moindres actions. On est plus avide, sur-tout en France, de savoir les particularités de sa cour, que les révolutions de quelques autres états. Tel est l'effet de la grande réputatiou ; on aime mieux apprendre ce qui se passait dans le cabinet et dans la cour d'Auguste, que le détail des couquêtes d'Attila ou de Tamerlau.

Voilà pourquoi il n'y a guere d'historiens qui n'aient publié les premiers goûts de Louis XIV

pour la baronne de Beauvais, pour mademoiselle d'Argencourt, pour la niece du cardinal Mazarin, qui fut mariée au comte de Soissons, pere du prince Eugene, sur-tout pour Marie Mancini, sa sœur, qui épousa ensuite le connétable Colonne.

Il ne régnait pas encore quand ces amusements occupaient l'oisiveté où le cardinal Mazarin, qui gouvernait despotiquement, le laissait languir. L'attachement seul pour Marie Mancini fut une affaire importante, parcequ'il l'aima assez pour être tenté de l'épouser, et fut assez maître de lui-même pour s'en séparer. Cette victoire qu'il remporta sur sa passion commença à faire connaître qu'il était né avec une grande ame. Il en remporta une plus forte et plus difficile, en laissant le cardinal Mazarin maître absolu : la reconnaissance l'empêcha de secouer le joug qui commençait à lui peser. C'était une anecdote très connue à la cour, qu'il avait dit après la mort du cardinal : « Je ne sais pas ce que « j'aurais fait s'il avait vécu plus long-temps. »

Il s'occupait à lire des livres d'agrément dans ce loisir : il lisait sur-tout avec le connétable Colonne, qui avait de l'esprit ainsi que toutes ses sœurs. Il se plaisait aux vers et aux romans, qui, en peignant la galanterie et la grandeur, flattaient en secret son caractere. Il lisait les tragédies de Corneille, et se formait le goût, qui n'est que la suite d'un sens droit, et le sentiment prompt d'un esprit bien fait. La conversation de sa mere et des dames de sa cour ne contribua pas peu à lui faire goûter cette fleur d'esprit, et à le former à cette politesse singuliere qui commençaient dès-lors à caractériser la cour.

Anne d'Autriche y avait apporté une certaine galanterie noble et fiere qui tenait du génie espagnol de ces temps-là, et y avait joint les graces, la douceur, et une liberté décente, qui n'étaient qu'en France. Le roi fit plus de progrès dans cette école d'agréments, depuis dix-huit ans jusqu'à vingt, qu'il n'en avait fait dans les sciences sous son précepteur, l'abbé de Beaumont, depuis archevêque de Paris. On ne lui avait presque rien appris: il eût été à desirer qu'au moins on l'eût instruit de l'histoire, et sur-tout de l'histoire moderne; mais ce qu'on en avait alors était trop mal écrit: il était triste qu'on n'eût encore rénssi que dans les romans inutiles, et que ce qui était nécessaire fût rebutant. On fit imprimer sous son nom une traduction des Commentaires de César, et une de Florus sous le nom de son frere: mais ces princes n'y eurent d'autre part que celle d'avoir eu inutilement pour leurs thèmes quelques endroits de ces auteurs.

Celui qui présidait à l'éducation du roi, sous le premier maréchal de Villeroi, son gouverneur, était tel qu'il le fallait, savant et aimable: mais les guerres civiles nuisirent à cette éducation, et le cardinal Mazarin souffrait volontiers qu'on donnât au roi peu de lumieres. Lorsqu'il s'attacha à Marie Mancini, il apprit aisément l'italien pour elle; et dans le temps de son mariage, il s'appliqua à l'espagnol moins heureusement. L'étude, qu'il avait trop négligée avec ses précepteurs, au sortir de l'enfance, une timidité qui venait de la crainte de se compromettre, et l'ignorance où le tenait le cardinal

Mazarin, firent penser à toute la cour qu'il serait toujours gouverné comme Louis XIII son pere.

Il n'y eut qu'une occasion où ceux qui savent juger de loin prévirent ce qu'il devait être ; ce fut lorsqu'en 1655, après l'extinction des guerres civiles, après sa premiere campagne et son sacre, le parlement voulut encore s'assembler au sujet de quelques édits : le roi partit de Vincennes, en habit de chasse, suivi de toute sa cour ; entra au parlement en grosses bottes, le fouet à la main, et prononça ces propres mots : « On sait les malheurs « qu'ont produits vos assemblées ; j'ordonne qu'on « cesse celles qui sont commencées sur mes édits. « Monsieur le premier président, je vous défends « de souffrir des assemblées, et à pas un de vous de « les demander. »

Sa taille déja majestueuse, la noblesse de ses traits, le ton et l'air de maître dont il parla, imposerent plus que l'autorité de son rang, qu'on avait jusque-là peu respectée. Mais ces prémices de sa grandeur semblerent se perdre le moment d'après ; et les fruits n'en parurent qu'après la mort du cardinal.

La cour, depuis le retour triomphant de Mazarin, s'occupait de jeu, de ballets, de la comédie, qui, à peine née en France, n'était pas encore un art, et de la tragédie, qui était devenue un art sublime entre les mains de Pierre Corneille. Un curé de Saint-Germain-l'Auxerrois, qui penchait vers les idées rigoureuses des jansénistes, avait écrit souvent à la reine contre ces spectacles, dès les premieres années de la régence. Il prétendit que l'on

était damné pour y assister ; il fit même signer cet anathême par sept docteurs de Sorbonne : mais l'abbé de Beaumont, précepteur du roi, se munit de plus d'approbations de docteurs, que le rigoureux curé n'avait apporté de condamnations. Il calma ainsi les scrupules de la reine ; et quand il fut archevêque de Paris, il autorisa le sentiment qu'il avait défendu étant abbé. Vous trouverez ce fait dans les mémoires de la sincere madame de Motteville.

Il faut observer que depuis que le cardinal de Richelieu avait introduit à la cour les spectacles réguliers qui ont enfin rendu Paris la rivale d'Athenes, non seulement il y eut toujours un banc pour l'académie, qui possédait plusieurs ecclésiastiques dans son corps, mais qu'il y en eut un particulier pour les évêques.

Le cardinal Mazarin, en 1646 et en 1654, fit représenter sur le théâtre du Palais-royal et du Petit-Bourbon, près du Louvre, des opéra italiens, exécutés par des voix qu'il fit venir d'Italie. Ce spectacle nouveau était né depuis peu à Florence, contrée alors favorisée de la fortune comme de la nature, et à laquelle on doit la reproduction de plusieurs arts anéantis pendant des siecles, et la création de quelques uns. C'était en France un reste de l'ancienne barbarie de s'opposer à l'établissement de ces arts.

Les jansénistes, que les cardinaux de Richelieu et de Mazarin voulurent réprimer, s'en vengerent contre les plaisirs que ces deux ministres procuraient à la nation. Les luthériens et les calvinistes en avaient usé ainsi du temps du pape Léon X : il

suffit d'ailleurs d'être novateur pour être austere. Les mêmes esprits qui bouleverseraient un état pour établir une opinion souvent absurde, anathématisent les plaisirs innocents nécessaires à une grande ville, et des arts qui contribuent à la splendeur d'une nation. L'abolition des spectacles serait une idée plus digne du siecle d'Attila que du siecle de Louis XIV.

La danse, qui peut encore se compter parmi les arts, parcequ'elle est asservie à des regles, et qu'elle donne de la grace au corps, était un des plus grands amusements de la cour. Louis XIII n'avait dansé qu'une fois dans un ballet, en 1625; et ce ballet était d'un goût grossier qui n'annonçait pas ce que les arts furent en France trente ans après. Louis XIV excellait dans les danses graves, qui convenaient à la majesté de sa figure, et qui ne blessaient pas celle de son rang. Les courses de bagues, qu'on faisait quelquefois, et où l'on étalait déja une grande magnificence, faisaient paraître avec éclat son adresse à tous les exercices. Tout respirait les plaisirs et la magnificence qu'on connaissait alors: c'était peu de chose en comparaison de ce qu'on vit quand le roi régna par lui-même; mais c'était de quoi étonner après les horreurs d'une guerre civile, et après la tristesse de la vie sombre et retirée de Louis XIII. Ce prince, malade et chagrin, n'avait été servi, ni logé, ni meublé en roi; il n'y avait pas pour cent mille écus de pierreries appartenantes à la couronne: le cardinal Mazarin n'en laissa que pour douze cent mille; et aujourd'hui il y en a pour environ vingt millions de livres.

Tout prit au mariage de Louis XIV un caractere plus grand de magnificence et de goût qui augmenta toujours depuis. Quand il fit son entrée avec la reine, son épouse, Paris vit avec une admiration respectueuse et tendre cette jeune reine, qui avait de la beauté, portée dans un char superbe, d'une invention nouvelle, le roi, à cheval à côté d'elle, paré de tout ce que l'art avait pu ajouter à sa beauté mâle et héroïque qui arrêtait tous les regards.

On prépara au bout des allées de Vincennes un arc de triomphe dont la base était de pierre; mais le temps qui pressait ne permit pas qu'on l'achevât d'une maniere durable: il ne fut élevé qu'en plâtre, et il a été depuis totalement démoli: Claude Perrault en avait donné le dessin. La porte Saint-Antoine fut rebâtie pour la même cérémonie; monument d'un goût moins noble, mais orné d'assez beaux morceaux de sculpture. Tous ceux qui avaient vu, le jour de la bataille de Saint-Antoine, rapporter à Paris, par cette porte alors garnie d'une herse, les corps morts ou mourants de tant de citoyens, et qui voyaient cette entrée si différente, bénissaient le ciel, et rendaient graces d'un si heureux changement.

Le cardinal Mazarin, pour solenniser ce mariage, fit représenter au Louvre l'opéra italien, intitulé, *Ercole amante*. Il ne plut pas aux Français: ils n'y virent avec plaisir que le roi et la reine qui y danserent. Le cardinal voulut se signaler par un spectacle plus au goût de la nation: le secrétaire d'état de Lionne se chargea de faire composer une espece de tragédie allégorique, dans le goût de

celle de l'Europe, à laquelle le cardinal de Richelieu avait travaillé. Ce fut un bonheur pour le grand Corneille, qu'il ne fût pas choisi pour remplir ce mauvais canevas. Le sujet était Lisis et Hespérie: Lisis signifiait la France, et Hespérie l'Espagne. Quinault fut chargé d'y travailler; il venait de se faire une grande réputation par la piece du Faux Tibérinus, qui, quoique mauvaise, avait eu un prodigieux succès. Il n'en fut pas de même du Lisis; on l'exécuta au Louvre: il n'y eut de beau que les machines. Le marquis de Sourdiac, du nom de Rieux, à qui l'on dut depuis l'établissement de l'opéra en France, fit exécuter dans ce temps-là même, à ses dépens, dans son château de Neubourg, la Toison d'or, de Pierre Corneille, avec des machines. Quinault, jeune, et d'une figure agréable, avait pour lui la cour; Corneille avait son nom et la France. Il en résulte que nous devons en France l'opéra et la comédie à deux cardinaux.

Ce ne fut qu'un enchaînement de fêtes, de plaisirs, de galanteries, depuis le mariage du roi: elles redoublerent à celui de Monsieur, frere du roi, avec Henriette d'Angleterre, sœur de Charles II; et elles n'avaient été interrompues qu'en 1661, par la mort du cardinal Mazarin.

Quelques mois après la mort de ce ministre, il arriva un évènement qui n'a point d'exemple; et, ce qui est non moins étrange, c'est que tous les historiens l'ont ignoré. On envoya dans le plus grand secret au château de l'isle Sainte-Marguerite, dans la mer de Provence, un prisonnier inconnu, d'une taille au-dessus de l'ordinaire, jeune, et de

la figure la plus belle et la plus noble. Ce prisonnier, dans la route, portait un masque dont la mentonniere avait des ressorts d'acier, qui lui laissaient la liberté de manger avec le masque sur son visage : on avait ordre de le tuer s'il se découvrait. Il resta dans l'isle jusqu'à ce qu'un officier de confiance, nommé Saint-Mars, gouverneur de Pignerol, ayant été fait gouverneur de la Bastille, l'an 1690, l'alla prendre à l'isle Sainte-Marguerite, et le conduisit à la Bastille toujours masqué. Le marquis de Louvois alla le voir dans cette isle avant la translation, et lui parla debout et avec une considération qui tenait du respect. Cet inconnu fut mené à la Bastille, où il fut logé aussi bien qu'on peut l'être dans le château : on ne lui refusait rien de ce qu'il demandait ; son plus grand goût était pour le linge d'une finesse extraordinaire, et pour les dentelles ; il jouait de la guitare. On lui faisait la plus grande chere, et le gouverneur s'asseyait rarement devant lui. Un vieux médecin de la Bastille, qui avait souvent traité cet homme singulier dans ses maladies, a dit qu'il n'avait jamais vu son visage, quoiqu'il eût souvent examiné sa langue et le reste de son corps. Il était admirablement bien fait, disait ce médecin ; sa peau était un peu brune ; il intéressait par le seul ton de sa voix, ne se plaignant jamais de son état, et ne laissant point entrevoir ce qu'il pouvait être.

Cet inconnu mourut en 1703, et fut enterré la nuit à la paroisse de Saint-Paul. Ce qui redouble l'étonnement, c'est que, quand on l'envoya dans l'isle Sainte-Margnerite, il ne disparut dans l'Europe

aucun homme considérable. Ce prisonnier l'était sans doute; car voici ce qui arriva les premiers jours qu'il était dans l'isle. Le gouverneur mettait lui-même les plats sur la table, et ensuite se retirait apres l'avoir enfermé. Un jour le prisonnier écrivit avec un couteau sur une assiette d'argent, et jeta l'assiette par la fenêtre vers un bateau qui était au rivage, presque au pied de la tour; un pêcheur, à qui ce bateau appartenait, ramassa l'assiette, et la rapporta au gouverneur; celui-ci, étonné, demanda au pêcheur: « Avez-vous lu ce qui est écrit sur cette « assiette, et quelqu'un l'a-t-il vue entre vos mains? « — Je ne sais pas lire, répondit le pêcheur: je « viens de la trouver; personne ne l'a vue ». Ce paysan fut retenu jusqu'à ce que le gouverneur fût bien informé qu'il n'avait jamais lu, et que l'assiette n'avait été vue de personne. « Allez, lui dit-il, vous « êtes bien heureux de ne savoir pas lire ». Parmi les personnes qui ont eu une connaissance immédiate de ce fait, il y en a une très digne de foi, qui vit encore (1). M. de Chamillart fut le dernier ministre qui eut cet étrange secret: le second maréchal de la Feuillade, son gendre, m'a dit qu'à la mort de son beau-pere il le conjura à genoux de lui apprendre ce que c'était que cet homme qu'on ne connut jamais que sous le nom de l'*homme au masque de fer;* Chamillart lui répondit que c'était le secret de l'état, et qu'il avait fait serment de ne le révéler jamais. Enfin il reste encore beaucoup de mes contemporains qui déposent de la vérité de

(1) Ceci a été écrit en 1760.

ce que j'avance, et je ne connais point de fait ni plus extraordinaire ni mieux constaté.

Louis XIV cependant partageait son temps entre les plaisirs qui étaient de son âge, et les affaires qui étaient de son devoir. Il tenait conseil tous les jours, et travaillait ensuite secrètement avec Colbert. Ce travail secret fut l'origine de la catastrophe du célebre Fouquet, dans laquelle furent enveloppés le secrétaire d'état Guénégaud, Pélisson, Gourville, et tant d'autres. La chûte de ce ministre, à qui on avait bien moins de reproches à faire qu'au cardinal Mazarin, fit voir qu'il n'appartient pas à tout le monde de faire les mêmes fautes : sa perte était déja résolue quand le roi accepta la fête magnifique que ce ministre lui donna dans sa maison de Vaux. Ce palais et les jardins lui avaient coûté dix-huit millions, qui en valent aujourd'hui environ trente-cinq : il avait bâti le palais deux fois, et acheté trois hameaux, dont le terrain fut enfermé dans ces jardins immenses, plantés en partie par le Nôtre, et regardés alors comme les plus beaux de l'Europe. Les eaux jaillissantes de Vaux, qui parurent depuis au-dessous du médiocre après celles de Versailles, de Marly, et de Saint-Cloud, étaient alors des prodiges ; mais, quelque belle que soit cette maison, cette dépense de dix-huit millions, dont les comptes existent encore, prouve qu'il avait été servi avec aussi peu d'économie qu'il servait le roi. Il est vrai qu'il s'en fallait beaucoup que Saint-Germain et Fontainebleau, les seules maisons de plaisance habitées par le roi, approchassent de la

beauté de Vaux : Louis XIV le sentit, et fut irrité. On voit par-tout dans cette maison les armes et la devise de Fouquet ; c'est un écureuil avec ces paroles, « *Quò non ascendam?* où ne monterai-je « point »? Le roi se les fit expliquer ; l'ambition de cette devise ne servit pas à appaiser le monarque. Les courtisans remarquerent que l'écureuil était peint par-tout poursuivi par une couleuvre, qui était les armes de Colbert. La fête fut au-dessus de celles que le cardinal Mazarin avait données, non seulement pour la magnificence, mais pour le goût : on y représenta pour la premiere fois les Fâcheux de Moliere ; Pélisson avait fait le prologue, qu'on admira. Les plaisirs publics cachent ou préparent si souvent à la cour des désastres particuliers, que, sans la reine-mere, le surintendant et Pélisson auraient été arrêtés dans Vaux le jour de la fête. Ce qui augmentait le ressentiment du roi, c'est que mademoiselle de la Valliere, pour qui le prince commençait à sentir une vraie passion, avait été un des objets des goûts passagers du surintendant, qui ne ménageait rien pour les satisfaire : il avait offert à mademoiselle de la Valliere deux cent mille livres ; et cette offre avait été reçue avec indignation avant qu'elle eût aucun dessein sur le cœur du roi. Le surintendant, s'étant apperçu depuis quel puissant rival il avait, voulut être le confident de celle dont il n'avait pu être le possesseur, et cela même irritait encore.

Le roi, qui, dans un premier mouvement d'indignation, avait été tenté de faire arrêter le surin-

tendant au milieu même de la fête qu'il en recevait, usa ensuite d'une dissimulation peu nécessaire ; on eût dit que ce monarque, déja tout-puissant, eût craint le parti que Fouquet s'était fait.

Il était procureur-général du parlement ; et cette charge lui donnait le privilege d'être jugé par les chambres assemblées : mais, après que tant de princes, de maréchaux, et de ducs, avaient été jugés par des commissaires, on eût pu traiter comme eux un magistrat, puisqu'on voulait se servir de ces voies extraordinaires qui, sans être injustes, laissent toujours un soupçon d'injustice.

Colbert l'engagea par un artifice peu honorable à vendre sa charge : on lui en offrit jusqu'à dix-huit cent mille livres, qui vaudraient trois millions et demi de nos jours ; et par un mal-entendu il ne la vendit que quatorze cent mille francs. Le prix excessif des places au parlement, si diminué depuis, prouve quel reste de considération ce corps avait conservé dans son abaissement même. Le duc de Guise, grand chambellan du roi, n'avait vendu cette charge de la couronne au duc de Bouillon que huit cent mille livres.

C'était la fronde, c'était la guerre de Paris, qui avait mis ce prix aux charges de judicature. Si c'était un des grands défauts et un des grands malheurs d'un gouvernement long-temps obéré, que la France fût l'unique pays de la terre où les places de juges fussent vénales : c'était une suite du levain de la sédition, et c'était une espece d'insulte faite au trône, qu'une place de procureur du

roi coûtât plus que les premieres dignités de la couronne.

Fouquet, pour avoir dissipé les finances de l'état, et pour en avoir usé comme des siennes propres, n'eu avait pas moins de grandeur dans l'ame; ses déprédations n'avaient été que des licences et des libéralités. Il fit porter à l'épargne le prix de sa charge, et cette belle action ne le sauva pas. On attira avec adresse à Nantes un homme qu'un exempt et deux gardes pouvaient arrêter à Paris; le roi lui fit des caresses avant sa disgrace. Je ne sais pourquoi la plupart des princes affectent d'ordinaire de tromper par de fausses bontés ceux de leurs sujets qu'ils veulent perdre: la dissimulation alors est l'opposé de la grandeur; elle n'est jamais une vertu, et ne peut devenir un talent estimable que quand elle est absolument nécessaire. Louis XIV parut sortir de son caractere; mais on lui avait fait entendre que Fouquet faisait de grandes fortifications à Belle-Isle, et qu'il pouvait avoir trop de liaisons au-dehors et au-dedans du royaume. Il parut bien, quand il fut arrêté et conduit à la Bastille et à Vincennes, que son parti n'était autre chose que l'avidité de quelques courtisans et de quelques femmes, qui recevaient de lui des pensions, et qui l'oublierent dès qu'il ne fut plus en état d'en donner. Il lui resta d'autres amis, et cela prouve qu'il en méritait. L'illustre madame de Sévigné, Pélisson, Gourville, mademoiselle Scudéri, plusieurs gens de lettres se déclarerent hautement pour lui, et le servirent avec tant de chaleur qu'ils lui sauverent la vie.

On connaît ces vers de Hénault, le traducteur de Lucrece, contre Colbert, le persécuteur de Fouquet:

Ministre avare et lâche, esclave malheureux,
Qui gémis sous le poids des affaires publiques;
Victime dévouée aux chagrins politiques,
Fantôme révéré sous un titre onéreux:

Vois combien des grandeurs le comble est dangereux;
Contemple de Fouquet les funestes reliques;
Et, tandis qu'à sa perte en secret tu t'appliques,
Crains qu'on ne te prépare un destin plus affreux.

Sa chûte quelque jour te peut être commune.
Crains ton poste, ton rang, la cour, et la fortune:
Nul ne tombe innocent d'où l'on te voit monte.

Cesse donc d'animer ton prince à son supplice;
Et, près d'avoir besoin de toute sa bonté,
Ne le fais pas user de toute sa justice.

M. Colbert, à qui l'on parla de ce sonnet injurieux, demanda si le roi y était offensé? on lui dit que non: « Je ne le suis donc pas, répondit le « ministre. »

Il ne faut jamais être la dupe de ces réponses méditées, de ces discours publics, que le cœur désavoue. Colbert paraissait modéré, mais il poursuivait la mort de Fouquet avec acharnement. On peut être bon ministre, et vindicatif: il est triste qu'il n'ait pas su être aussi généreux que vigilant.

Un des plus implacables de ses persécuteurs était Michel le Tellier, alors secrétaire d'état, et son rival en crédit: c'est celui-là même qui fut depuis chancelier. Quand on lit son oraison funebre, et

qu'on la compare avec sa conduite, que peut-on penser, sinon qu'une oraison funebre n'est qu'une déclamation? Mais le chancelier Séguier, président de la commission, fut celui des juges de Fouquet qui poursuivit sa mort avec le plus d'acharnement, et qui le traita avec le plus de dureté.

Il est vrai que faire le procès du surintendant, c'était accuser la mémoire du cardinal Mazarin. Les plus grandes déprédations dans les finances étaient son ouvrage: il s'était approprié en souverain plusieurs branches des revenus de l'état; il avait traité en son nom, et à son profit, des munitions des armées; « Il imposait (dit Fouquet dans « ses défenses) par lettres de cachet des sommes « extraordinaires sur les généralités; ce qui ne « s'était jamais fait que par lui et pour lui, et ce « qui est punissable de mort par les ordonnances ». C'est ainsi que le cardinal avait amassé des biens immenses, que lui-même ne connaissait plus.

J'ai entendu conter à feu M. de Caumartin, intendant des finances, que, dans sa jeunesse, quelques années après la mort du cardinal, il avait été au palais Mazarin, où logeait le duc son héritier, et la duchesse Hortense; qu'il y vit une grande armoire de marqueterie, fort profonde, qui tenait du haut jusqu'en bas tout le fond d'un cabinet. Les clefs en avaient été perdues depuis long-temps, et l'on avait négligé d'ouvrir les tiroirs. M. de Caumartin, étonné de cette négligence, dit à la duchesse de Mazarin qu'on trouverait peut-être des curiosités dans cette armoire. On l'ouvrit: elle était toute remplie de quadruples, de jetons, et de

médailles d'or. Madame de Mazarin en jeta au peuple des poignées par les fenêtres pendant plus de huit jours (1).

L'abus que le cardinal Mazarin avait fait de sa puissance despotique ne justifiait pas le surintendant; mais l'irrégularité des procédures faites contre lui, la longueur de son procès, l'acharnement odieux du chancelier Séguier contre lui, le temps, qui éteint l'envie publique, et qui inspire la compassion pour les malheureux, enfin les sollicitations, toujours plus vives en faveur d'un infortuné que les manœuvres pour le perdre ne sont pressantes; tout cela lui sauva la vie. Le procès ne fut jugé qu'au bout de trois ans, en 1664: de vingt-deux juges qui opinèrent, il n'y en eut que neuf qui conclurent à la mort; et les treize autres, parmi lesquels il y en avait à qui Gourville avait fait accepter des présents, opinèrent à un bannissement perpétuel. Le roi commua la peine en une plus dure: cette sévérité n'était conforme ni aux anciennes lois du royaume, ni à celles de l'humanité. Ce qui révolta le plus l'esprit des citoyens, c'est que le chancelier fit exiler l'un des juges, nommé Roquesante, qui avait le plus déterminé la chambre de justice à l'indulgence. Fouquet fut enfermé au château de Pignerol. Tous les historiens disent qu'il y mourut en 1680; mais Gourville assure dans ses mémoires qu'il sortit de prison quelque temps avant sa mort: la comtesse de Vaux, sa

(1) J'ai retrouvé depuis cette même particularité dans Saint-Evremond.

belle-fille, m'avait déja confirmé ce fait; cependant on croit le contraire dans sa famille. Ainsi on ne sait pas où est mort cet infortuné, dont les moindres actions avaient de l'éclat quand il était puissant.

Le secrétaire d'état Guénégaud, qui vendit sa charge à Colbert, n'en fut pas moins poursuivi par la chambre de justice, qui lui ôta la plus grande partie de sa fortune. Ce qu'il y eut de plus singulier dans les arrêts de cette chambre, c'est qu'un évêque d'Avranche fut condamné à une amende de douze mille francs : il s'appelait Boleve ; c'était le frere d'un partisan dont il avait partagé les concussions (1).

Saint-Evremond, attaché au surintendant, fut enveloppé dans sa disgrace. Colbert, qui cherchait par-tout des preuves contre celui qu'il voulait perdre, fit saisir des papiers confiés à madame du Plessis-Bellievre; et dans ces papiers on trouva la lettre manuscrite de Saint-Evremond sur la paix des Pyrénées : on lut au roi cette plaisanterie, qu'on fit passer pour un crime d'état. Colbert, qui dédaignait de se venger de Hénault, homme obscur, persécuta dans Saint-Evremond l'ami de Fouquet qu'il haïssait, et le bel-esprit qu'il craignait. Le roi eut l'extrême sévérité de punir une raillerie innocente, faite il y avait long-temps contre le cardinal Mazarin, qu'il ne regrettait pas, et que toute la cour avait outragé, calomnié, et proscrit impunément pendant plusieurs années. De mille écrits

(1) Voyez Gui Patin, et les mémoires du temps.

faits contre ce ministre, le moins mordant fut le seul puni, et le fut après sa mort.

Saint-Evremond, retiré en Angleterre, vécut et mourut en homme libre et philosophe. Le marquis de Miremont, son ami, me disait autrefois à Londres qu'il y avait une autre cause de sa disgrace, et que Saint-Evremond n'avait jamais voulu s'en expliquer. Lorsque Louis XIV permit à Saint-Evremond de revenir dans sa patrie sur la fin de ses jours, ce philosophe dédaigna de regarder cette permission comme une grace; il prouva que la patrie est où l'on vit heureux, et il l'était à Londres.

Le nouveau ministre des finances, sous le simple titre de contrôleur-général, justifia la sévérité de ses poursuites, en rétablissant l'ordre que ses prédécesseurs avaient troublé, et en travaillant sans relâche à la grandeur de l'état.

La cour devint le centre des plaisirs et le modele des autres cours: le roi se piqua de donner des fêtes qui fissent oublier celles de Vaux.

Il semblait que la nature prît plaisir alors à produire en France les plus grands hommes dans tous les arts, et à rassembler à la cour ce qu'il y avait jamais eu de plus beau et de mieux fait en hommes et en femmes. Le roi l'emportait sur tous ses courtisans par la richesse de sa taille et par la beauté majestueuse de ses traits; le son de sa voix, noble et touchant, gagnait les cœurs qu'intimidait sa présence: il avait une démarche qui ne pouvait convenir qu'à lui et à son rang, et qui eût été ridicule en tout autre; l'embarras qu'il inspirait à ceux qui lui parlaient flattait en secret la complaisance

avec laquelle il sentait sa supériorité. Ce vieil officier, qui se troublait, qui bégayait en lui demandant une grace, et qui, ne pouvant achever son discours, lui dit: « Sire, je ne tremble pas ainsi « devant vos ennemis », n'eut pas de peine à obtenir ce qu'il demandait.

Le goût de la société n'avait pas encore reçu toute sa perfection à la cour. La reine-mere, Anne d'Autriche, commençait à aimer la retraite; la reine régnante savait à peine le français, et la bonté faisait son seul mérite. La princesse d'Angleterre, belle-sœur du roi, apporta à la cour les agréments d'une conversation douce et animée, soutenue bientôt par la lecture des bons ouvrages et par un goût sûr et délicat; elle se perfectionna dans la connaissance de la langue, qu'elle écrivait mal encore au temps de son mariage; elle inspira une émulation d'esprit nouvelle, et introduisit à la cour une politesse et des graces dont à peine le reste de l'Europe avait l'idée. Madame avait tout l'esprit de Charles II, son frere, embelli par les charmes de son sexe, par le don et par le desir de plaire. La cour de Louis XIV respirait une galanterie que la décence rendait plus piquante; celle qui régnait à la cour de Charles II était plus hardie, et trop de grossièreté en déshonorait les plaisirs.

Il y eut d'abord entre Madame et le roi beaucoup de ces coquetteries d'esprit et de cette intelligence secrete qui se remarquerent dans de petites fêtes souvent répétées. Le roi lui envoyait des vers; elle y répondait. Il arriva que le même homme fut à la fois le confident du roi et de Madame dans ce

commerce ingénieux : c'était le marquis de Dangeau. Le roi le chargeait d'écrire pour lui, et la princesse l'engageait à répondre au roi : il les servit ainsi tous deux, sans laisser soupçonner à l'un qu'il fût employé par l'autre ; et ce fut une des causes de sa fortune.

Cette intelligence jeta des alarmes dans la famille royale : le roi réduisit l'éclat de ce commerce à un fonds d'estime et d'amitié qui ne s'altéra jamais. Lorsque Madame fit depuis travailler Racine et Corneille à la tragédie de Bérénice, elle avait en vue non seulement la rupture du roi avec la connétable Colonne, mais le frein qu'elle-même avait mis à son propre penchant, de peur qu'il ne devînt dangereux. Louis XIV est assez désigné dans ces deux vers de la Bérénice de Racine :

Qu'en quelque obscurité que le ciel l'eût fait naître,
Le monde, en le voyant, eût reconnu son maître.

Ces amusements firent place à la passion plus sérieuse et plus suivie qu'il eut pour mademoiselle de la Valliere, fille d'honneur de Madame. Il goûta avec elle le bonheur rare d'être aimé uniquement pour lui-même. Elle fut deux ans l'objet caché de tous les amusements galants et de toutes les fêtes que le roi donnait : un jeune valet-de-chambre du roi, nommé Belloc, composa plusieurs récits qu'on mêlait à des danses, tantôt chez la reine, tantôt chez Madame ; et ces récits exprimaient avec mystere le secret de leurs cœurs, qui cessa bientôt d'être un secret.

Tous les divertissements publics que le roi don-

nait étaient autant d'hommages à sa maîtresse. On fit, en 1662, un carrousel vis-à-vis les Tuileries, dans une vaste enceinte, qui en a retenu le nom de *place du Carrousel*. Il y eut cinq quadrilles : le roi était à la tête des Romains ; son frere, des Persans ; le prince de Condé, des Turcs ; le duc d'Enghien, son fils, des Indiens ; le duc de Guise, des Américains. Ce duc de Guise était petit-fils du *Balafré :* il était célebre dans le monde par l'audace malheureuse avec laquelle il avait entrepris de se rendre maître de Naples. Sa prison, ses duels, ses amours romanesques, ses profusions, ses aventures, le rendaient singulier en tout ; il semblait être d'un autre siecle : on disait de lui, en le voyant courir avec le grand Condé, « Voilà les héros de « l'histoire et de la fable. »

La reine-mere, la reine régnante, la reine d'Angleterre, veuve de Charles I, oubliant alors ses malheurs, étaient sous un dais à ce spectacle. Le comte de Saulx, fils du duc de Lesdiguieres, remporta le prix, et le reçut des mains de la reine-mere. Ces fêtes ranimerent plus que jamais le goût des devises et des emblêmes, que les tournois avaient mis autrefois à la mode, et qui avaient subsisté après eux.

Un antiquaire, nommé d'Ouvrier, imagina dès-lors pour Louis XIV, l'emblême d'un soleil dardant ses rayons sur un globe, avec ces mots, *Nec pluribus impar*. L'idée était un peu imitée d'une devise espagnole faite pour Philippe II, et plus convenable à ce roi qui possédait la plus belle partie du nouveau monde, et tant d'états dans l'ancien,

qu'à un jeune roi de France qui ne donnait encore que des espérances. Cette devise eut un succès prodigieux; les armoiries du roi, les meubles de la couronne, les tapisseries, les sculptures, en furent ornées : le roi ne la porta jamais dans ses carrousels. On a reproché injustement à Louis XIV le faste de cette devise, comme s'il l'avait choisie lui-même; et elle a été peut-être plus justement critiquée pour le fond. Le corps ne représente pas ce que la légende signifie, et cette légende n'a pas un sens assez clair et assez déterminé : ce qu'on peut expliquer de plusieurs manieres ne mérite d'être expliqué d'aucune. Les devises, ce reste de l'ancienne chevalerie, peuvent convenir à des fêtes, et ont de l'agrément quand les allusions sont justes, nouvelles, et piquantes. Il vaut mieux n'en point avoir que d'en souffrir de mauvaises et basses, comme celle de Louis XII; c'était un porc-épic avec ces paroles, *Qui s'y frotte s'y pique*. Les devises sont, par rapport aux inscriptions, ce que sont des mascarades en comparaison des cérémonies augustes.

La fête de Versailles, en 1664, surpassa celle du carrousel par sa singularité, par sa magnificence, et les plaisirs de l'esprit, qui, se mêlant à la splendeur de ces divertissements, y ajoutaient un goût et des graces dont aucune fête n'avait encore été embellie. Versailles commençait à être un séjour délicieux, sans approcher de la grandeur dont il fut depuis.

Le 5 mai, le roi y vint avec la cour, composée de six cents personnes, qui furent défrayées avec

leur suite, aussi-bien que tous ceux qui servirent aux apprêts de ces enchantements. Il ne manqua jamais à ces fêtes que des monuments construits exprès pour les donner, tels qu'en éleverent les Grecs et les Romains: mais la promptitude avec laquelle on construisit des théâtres, des amphithéâtres, des portiques, ornés avec autant de magnificence que de goût, était une merveille qui ajoutait à l'illusion, et qui, diversifiée depuis en *mille* manieres, augmentait encore le charme de ces spectacles.

Il y eut d'abord une espece de carrousel. Ceux qui devaient courir parurent le premier jour comme dans une revue; ils étaient précédés de hérauts d'armes, de pages, d'écuyers, qui portaient leurs devises et leurs boucliers; et sur ces boucliers étaient écrits en lettres d'or des vers composés par Périgni et par Benserade: ce dernier, sur-tout, avait un talent singulier pour ces pieces galantes, dans lesquelles il faisait toujours des allusions délicates et piquantes aux caracteres des personnes, aux personnages de l'antiquité ou de la fable qu'on représentait, et aux passions qui animaient la cour. Le roi représentait Roger: tous les diamants de la couronne brillaient sur son habit et sur le cheval qu'il montait. Les reines et trois cents dames, sous des arcs de triomphe, voyaient cette entrée.

Le roi, parmi tous les regards attachés sur lui, ne distinguait que ceux de mademoiselle de la Valliere. La fête était pour elle seule; elle en jouissait confondue dans la foule.

La cavalcade était suivie d'un char doré, de

dix-huit pieds de haut, de quinze de large, de vingt-quatre de long, représentant le char du soleil. Les quatre âges, d'or, d'argent, d'airain, et de fer, les signes célestes, les saisons, les heures, suivaient à pied ce char: tout était caractérisé. Des bergers portaient les pieces de la barriere, qu'on ajustait au son des trompettes, auxquelles succédaient par intervalles les musettes et les violons. Quelques personnages, qui suivaient le char d'Apollon, vinrent d'abord réciter aux reines des vers convenables au lieu, au temps, au roi, et aux dames. Les courses finies, et la nuit venue, quatre mille gros flambeaux éclairerent l'espace où se donnaient les fêtes; des tables y furent servies par deux cents personnages, qui représentaient les saisons, les faunes, les sylvains, les dryades, avec des pasteurs, des vendangeurs, des moissonneurs. Pan et Diane avançaient sur une montagne mouvante, et en descendirent pour faire poser sur les tables ce que les campagnes et les forêts produisent de plus délicieux. Derriere les tables, en demi-cercle, s'éleva tout d'un coup un théâtre chargé de concertants. Les arcades qui entouraient la table et le théâtre étaient ornées de cinq cents girandoles vertes et argent, qui portaient des bougies; et une balustrade dorée fermait cette vaste enceinte.

Ces fêtes, si supérieures à celles qu'on invente dans les romans, durerent sept jours: le roi remporta quatre fois le prix des jeux, et laissa disputer ensuite aux autres chevaliers les prix qu'il avait gagnés, et qu'il leur abandonnait.

La comédie de la Princesse d'Élide, quoiqu'elle

ne soit pas une des meilleures de Moliere, fut un des plus agréables ornements de ces jeux, par une infinité d'allégories fines sur les mœurs du temps, et par des à-propos qui font l'agrément de ces fêtes, mais qui sont perdus pour la postérité. On était encore très entêté à la cour de l'astrologie judiciaire ; plusieurs princes pensaient, par une superstition orgueilleuse, que la nature les distinguait jusqu'à écrire leur destinée dans les astres : le duc de Savoie, Victor-Amédée, pere de la duchesse de Bourgogne, eut un astrologue auprès de lui, même après son abdication. Moliere osa attaquer cette illusion dans les Amants magnifiques, joués dans une autre fête, en 1670.

On y voit aussi un fou de cour, ainsi que dans la Princesse d'Élide : ces misérables étaient encore fort à la mode ; c'était un reste de barbarie qui a duré plus long-temps en Allemagne qu'ailleurs. Le besoin des amusements, l'impuissance de s'en procurer d'agréables et d'honnêtes dans les temps d'ignorance et de mauvais goût, avaient fait imaginer ce triste plaisir, qui dégrade l'esprit humain. Le fou qui était alors auprès de Louis XIV avait appartenu au prince de Condé ; il s'appelait l'Angeli : le comte de Grammont disait que, de tous les fous qui avaient suivi M. le Prince, il n'y avait que l'Angeli qui eût fait fortune. Ce bouffon ne manquait pas d'esprit : c'est lui qui dit « qu'il n'allait « pas au sermon, parcequ'il n'aimait pas le *brailler*, « et qu'il n'entendait pas le *raisonner*. »

La farce du mariage forcé fut aussi jouée à cette fête : mais ce qu'il y eut de véritablement admirable,

ce fut la premiere représentation des trois premiers actes du Tartuffe. Le roi voulut voir ce chef-d'œuvre avant même qu'il fût achevé : il le protégea depuis contre les faux dévots, qui voulurent intéresser la terre et le ciel pour le supprimer; et il subsistera, comme on l'a déja dit ailleurs, tant qu'il y aura en France du goût et des hypocrites.

La plupart de ces solennités brillantes ne sont souvent que pour les yeux et les oreilles; ce qui n'est que pompe et magnificence passe en un jour : mais quand des chefs-d'œuvre de l'art, comme le Tartuffe, font l'ornement de ces fêtes, elles laissent après elles une éternelle mémoire.

On se souvient encore de plusieurs traits de ces allégories de Benserade, qui ornaient les ballets de ce temps-là. Je ne citerai que ces vers pour le roi représentant le soleil :

Je doute qu'on le prenne avec vous sur le ton
De Daphné ni de Phaéton ;
Lui trop ambitieux, elle trop inhumaine ;
Il n'est point là de piege où vous puissiez donner :
Le moyen de s'imaginer
Qu'une femme vous fuie, et qu'un homme vous mene !

La principale gloire de ces amusements, qui perfectionnaient en France le goût, la politesse, et les talents, venait de ce qu'ils ne dérobaient rien aux travaux continuels du monarque. Sans ces travaux il n'aurait su que tenir une cour, il n'aurait pas su régner; et si les plaisirs magnifiques de cette cour avaient insulté à la misere du peuple, ils n'eussent été qu'odieux : mais le même homme qui avait donné ces fêtes avait donné du pain au peuple

dans la disette de 1662 ; il avait fait venir des grains, que les riches acheterent à vil prix, et dont il fit des dons aux pauvres familles, à la porte du Louvre; il avait remis au peuple trois millions de tailles ; nulle partie de l'administration intérieure n'était négligée; son gouvernement était respecté au-dehors, le roi d'Espagne obligé de lui céder la préséance, le pape forcé de lui faire satisfaction, Dunkerque ajouté à la France par un marché glorieux à l'acquéreur et honteux pour le vendeur ; enfin toutes ses démarches, depuis qu'il tenait les rênes, avaient été ou nobles ou utiles : il était beau après cela de donner des fêtes.

Le légat *à latere* Chigi, neveu du pape Alexandre VII, venant au milieu de toutes les réjouissances de Versailles faire satisfaction au roi de l'attentat des gardes du pape, étala à la cour un spectacle nouveau. Ces grandes cérémonies sont des fêtes pour le public : les honneurs qu'on lui fit rendaient la satisfaction plus éclatante. Il reçut, sous un dais, les respects des cours supérieures, du corps de ville, du clergé ; il entra dans Paris au bruit du canon, ayant le grand Condé à sa droite et le fils de ce prince à sa gauche, et vint dans cet appareil s'humilier, lui, Rome, et le pape, devant un roi qui n'avait pas encore tiré l'épée; il dîna avec Louis XIV après l'audience; et on ne fut occupé que de le traiter avec magnificence, et de lui procurer des plaisirs. On traita depuis le doge de Gênes avec moins d'honneurs, mais avec ce même empressement de plaire que le roi concilia toujours avec ses démarches altieres.

Tout cela donnait à la cour de Louis XIV un air de grandeur qui effaçait toutes les autres cours de l'Europe. Il voulait que cet éclat, attaché à sa personne, rejaillît sur tout ce qui l'environnait; que tous les grands fussent honorés, et qu'aucun ne fût puissant, à commencer par son frere et par M. le Prince. C'est dans cette vue qu'il jugea, en faveur des pairs, leur ancienne querelle avec les présidents du parlement. Ceux-ci prétendaient devoir opiner avant les pairs, et s'étaient mis en possession de ce droit: il régla dans un conseil extraordinaire que les pairs opineraient aux lits de justice, en présence du roi, avant les présidents, comme s'ils ne devaient cette prérogative qu'à sa présence; et il laissa subsister l'ancien usage dans les assemblées qui ne sont pas des lits de justice.

Pour distinguer ses principaux courtisans, il avait inventé des casaques bleues, brodées d'or et d'argent: la permission de les porter était une grande grace pour des hommes que la vanité mene; on les demandait presque comme le collier de l'ordre. On peut remarquer, puisqu'il est ici question de petits détails, qu'on portait alors des casaques par-dessus un pourpoint orné de rubans, et sur cette casaque passait un baudrier auquel pendait l'épée: on avait une espece de rabat à dentelles, et un chapeau orné de deux rangs de plumes. Cette mode, qui dura jusqu'en l'année 1684, devint celle de toute l'Europe, excepté de l'Espagne et de la Pologne: on se piquait déja presque par-tout d'imiter la cour de Louis XIV.

Il établit dans sa maison un ordre qui dure

encore, régla les rangs et les fonctions, créa des charges nouvelles auprès de sa personne, comme celle de grand-maître de sa garde-robe. Il rétablit les tables instituées par François I, et les augmenta; il y en eut douze pour les officiers commensaux, servies avec autant de propreté et de profusion que celles de beaucoup de souverains: il voulait que les étrangers y fussent tous invités; cette attention dura pendant tout son regne. Il en eut une autre plus recherchée et plus polie encore: lorsqu'il eut fait bâtir les pavillons de Marly, en 1679, toutes les dames trouvaient dans leur appartement une toilette complete; rien de ce qui appartient à un luxe commode n'était oublié: quiconque était du voyage pouvait donner des repas dans son appartement; on y était servi avec la même délicatesse que le maître. Ces petites choses n'acquierent du prix que quand elles sont soutenues par les grandes. Dans tout ce qu'il faisait on voyait de la spleudeur et de la générosité: il faisait présent de deux cent mille francs aux filles de ses ministres, à leur mariage.

Ce qui lui donna dans l'Europe le plus d'éclat, ce fut une libéralité qui n'avait point d'exemple. L'idée lui en vint d'un discours du duc de Saint-Aignan, qui lui conta que le cardinal de Richelieu avait envoyé des présents à quelques savants étrangers qui avaient fait son éloge. Le roi n'attendit pas qu'il fût loné; mais, sûr de mériter de l'être, il recommanda à ses ministres Lionne et Colbert de choisir un nombre de Français et d'étrangers distingués dans la littérature, auxquels il donnerait

des marques de sa générosité. Lionne ayant écrit dans les pays étrangers, et s'étant fait instruire autant qu'on le peut dans cette matiere si délicate où il s'agit de donner des préférences aux contemporains, on fit d'abord une liste de soixante personnes: les unes eurent des présents, les autres des pensions, selon leur rang, leurs besoins, et leur mérite. Le bibliothécaire du Vatican, Atlazzi; le comte Gratiani, secrétaire d'état du duc de Modene; le célebre Viviani, mathématicien du grand-duc de Florence; Vossius, l'historiographe des Provinces-Unies; l'illustre mathématicieu Huyghens; un résident hollandais en Suede; enfin jusqu'à des professeurs d'Altorf et de Helmstadt, villes presque inconnues des Français, furent étonnés de recevoir des lettres de M. Colbert, par lesquelles il leur mandait que, si le roi n'était pas leur souverain, il les priait d'agréer qu'il fût leur bienfaiteur. Les expressions de ces lettres étaient mesurées sur la dignité des personnes; et toutes étaient accompagnées, ou de gratifications considérables, ou de pensions.

Parmi les Français on sut distinguer Racine, Quinault, Fléchier, depuis évêque de Nîmes, encore fort jeunes: ils eurent des présents. Il est vrai que Chapelain et Cotin eurent des pensions; mais c'était principalement Chapelain que le ministre Colbert avait consulté. Ces deux hommes, d'ailleurs si décriés pour la poésie, n'étaient pas sans mérite: Chapelain avait une littérature immense; et, ce qui peut surprendre, c'est qu'il avait du goût, et qu'il était un des critiques les

plus éclairés. Il y a une grande distance de tout cela au génie. La science et l'esprit conduisent un artiste, mais ne le forment en aucun genre. Personne en France n'ent plus de réputation de son temps que Ronsard et Chapelain; c'est qu'on était barbare dans le temps de Ronsard, et qu'à peine on sortait de la barbarie dans celui de Chapelain. Costar, le compagnon d'étude de Balzac et de Voiture, appelle Chapelain le premier des poëtes héroïques.

Boileau n'eut point de part à ces libéralités : il n'avait encore fait que des satires ; et l'on sait que ses satires attaquaient les mêmes savants que le ministre avait consultés. Le roi le distingua quelques années après, sans consulter personne.

Les présents faits dans les pays étrangers furent si considérables, que Viviani fit bâtir à Florence une maison des libéralités de Louis XIV : il mit en lettres d'or sur le frontispice, *Aedes à Deo datæ;* allusion au surnom de *Dieudonné,* dont la voix publique avait nommé ce prince à sa naissance.

On se figure aisément l'effet qu'eut dans l'Europe cette magnificence extraordinaire ; et si l'on considere tout ce qne le roi fit bientôt après de mémorable, les esprits les plus séveres et les plus difficiles doivent souffrir les éloges immodérés qu'on lui prodigua. Les Français ne furent pas les seuls qui le louerent : on prononça douze panégyriques de Louis XIV en diverses villes d'Italie ; hommage qui n'était rendu ni par la crainte ni par l'espérance, et que le marquis Zampieri envoya au roi.

Il continua toujours à répandre ses bienfaits sur

les lettres et sur les arts: des gratifications particulieres d'environ quatre mille louis à Racine, la fortune de Despréaux, celle de Quinault, sur-tout celle de Lulli, et de tous les artistes qui lui consacrerent leurs travaux, en sont des preuves. Il donna même mille louis à Benserade, pour faire graver les tailles-douces de ses Métamorphoses d'Ovide en rondeaux; libéralité mal appliquée, qui prouva seulement la générosité du souverain: il récompensait dans Benserade le petit mérite qu'il avait eu dans ses ballets.

Plusieurs écrivains ont attribué uniquement à Colbert cette protection donnée aux arts, et cette magnificence de Louis XIV; mais il n'eut d'autre mérite en cela que de seconder la magnanimité et le goût de son maître. Ce ministre, qui avait un très grand génie pour les finances, le commerce, la navigation, la police générale, n'avait pas dans l'esprit ce goût et cette élévation du roi: il s'y prêtait avec zele, et était loin de lui inspirer ce que la nature donne.

On ne voit pas après cela sur quel fondement quelques écrivains ont reproché l'avarice à ce monarque. Un prince qui a des domaines absolument séparés des revenus de l'état peut être avare comme un particulier; mais un roi de France, qui n'est réellement que le dispensateur de l'argent de ses sujets, ne peut guere être atteint de ce vice. L'attention et la volonté de récompenser peuvent lui manquer; mais c'est ce qu'on ne peut reprocher à Louis XIV.

Dans le temps même qu'il commençait à en-

courager les talents par tant de bienfaits, l'usage que le comte de Bussy fit des siens fut rigoureusement puni; on le mit à la Bastille, en 1665. Les Amours des Gaules furent le prétexte de sa prison; la véritable cause était cette chanson où le roi était trop compromis, et dont alors on renouvela le souvenir pour perdre Bussy, à qui on l'imputait :

Que Déodatus est heureux
De baiser ce bec amoureux,
Qui d'une oreille à l'autre va!
Alleluia.

Ses ouvrages n'étaient pas assez bons pour compenser le mal qu'ils lui firent : il parlait purement sa langue; il avait du mérite, mais plus d'amour-propre encore; et il ne se servit guere de ce mérite que pour se faire des ennemis. Louis XIV aurait agi généreusement s'il lui avait pardonné; il vengea son injure personnelle, en paraissant céder au cri public : cependant le comte de Bussy fut relâché au bout de dix-huit mois; mais il fut privé de ses charges, et resta dans la disgrace tout le reste de sa vie, protestant en vain à Louis XIV une tendresse que ni le roi ni personne ne croyait sincere.

CHAPITRE XXVI.

Suite des particularités et anecdotes.

A la gloire, aux plaisirs, à la grandeur, à la galanterie, qui occupaient les premieres années de ce gouvernement, Louis XIV voulut joindre les

douceurs de l'amitié: mais il est difficile à un roi de faire des choix heureux. De deux hommes auxquels il marqua le plus de confiance, l'un le trahit indignement, l'autre abusa de sa faveur. Le premier était le marquis de Vardes, confident du goût du roi pour madame de la Vallière. On sait que des intrigues de cour le firent chercher à perdre madame de la Vallière, qui par sa place devait avoir des jalouses, et qui par son caractere ne devait point avoir d'ennemis; on sait qu'il osa, de concert avec le comte de Guiche et la comtesse de Soissons, écrire à la reine régnante une lettre contrefaite, au nom du roi d'Espagne son pere: cette lettre apprenait à la reine ce qu'elle devait ignorer, et ce qui ne pouvait que troubler la paix de la maison royale. Il ajouta à cette perfidie la méchanceté de faire tomber les soupçons sur les plus honnêtes gens de la cour, le duc et la duchesse de Navailles: ces deux personnes innocentes furent sacrifiées au ressentiment du monarque trompé. L'atrocité de la conduite de Vardes fut trop tard connue, et Vardes, tout criminel qu'il était, ne fut guere plus puni que les innocents qu'il avait accusés, et qui furent obligés de se défaire de leurs charges, et de quitter la cour.

L'autre favori était le comte, depuis duc de Lauzun, tantôt rival du roi dans ses amours passagers, tantôt son confident, et si connu depuis par ce mariage qu'il voulut contracter trop publiquement avec Mademoiselle, et qu'il fit ensuite secrètement malgré sa parole donnée à son maître.

Le roi, trompé dans ses choix, dit qu'il avait cherché des amis, et qu'il n'avait trouvé que des

intrigants. Cette connaissance malheureuse des hommes, qu'on acquiert trop tard, lui faisait dire aussi: « Toutes les fois que je donne une place « vacante, je fais cent mécontents et un ingrat. »

Ni les plaisirs, ni les embellissements des maisons royales et de Paris, ni les soins de la police du royaume, ne discontinuerent pendant la guerre de 1666.

Le roi dansa dans les ballets jusqu'en 1670; il avait alors trente-deux ans. On joua devant lui, à Saint-Germain, la tragédie de Britannicus; il fut frappé de ces vers :

Pour toute ambition, pour vertu singuliere,
Il excelle à conduire un char dans la carriere,
A disputer des prix indignes de ses mains,
A se donner lui-même en spectacle aux Romains.

Dès-lors il ne dansa plus en public; et le poëte réforma le monarque. Son union avec madame la duchesse de la Valliere subsistait toujours, malgré les infidélités fréquentes qu'il lui faisait: ces infidélités lui coûtaient peu de soins; il ne trouvait guere de femmes qui lui résistassent, et revenait toujours à celle qui, par la douceur et par la bonté de son caractere, par un amour vrai, et même par les chaînes de l'habitude, l'avait subjugué sans art. Mais, dès l'an 1669, elle s'apperçut que madame de Montespan prenait de l'ascendant: elle combattit avec sa douceur ordinaire; elle supporta le chagrin d'être témoin long-temps du triomphe de sa rivale; et, sans presque se plaindre, elle se crut encore heureuse, dans sa douleur, d'être considérée

du roi, qu'elle aimait toujours, et de le voir sans en être aimée.

Enfin, en 1675, elle embrassa la ressource des ames tendres, auxquelles il faut des sentiments vifs et profonds qui les subjuguent; elle crut que Dieu seul pouvait succéder dans son cœur à son amant. Sa conversion fut aussi célebre que sa tendresse: elle se fit carmélite à Paris, et persévéra. Se couvrir d'un cilice, marcher pieds nus, jeûner rigoureusement, chanter la nuit au chœur dans une langue inconnue; tout cela ne rebuta point la délicatesse d'une femme accoutumée à tant de gloire, de mollesse, et de plaisirs. Elle vécut dans ces austérités depuis 1675 jusqu'en 1710, sous le nom de *sœur Louise de la Miséricorde*. Un roi qui punirait ainsi une femme coupable serait un tyran; et c'est ainsi que tant de femmes se sont punies d'avoir aimé. Il n'y a presque point d'exemples de politiques qui aient pris ce parti rigoureux; les crimes de la politique sembleraient cependant exiger plus d'expiations que les faiblesses de l'amour: mais ceux qui gouvernent les ames n'ont guere d'empire que sur les faibles.

On sait que quand on annonça à sœur Louise de la Miséricorde la mort du duc de Vermandois, qu'elle avait eu du roi, elle dit: « Je dois pleurer « sa naissance encore plus que sa mort ». Il lui resta une fille, qui fut de tous les enfants du roi la plus ressemblante à son pere, et qui épousa le prince Armand de Conti, neveu du grand Condé.

Cependant la marquise de Montespan jouissait de

sa faveur avec autant d'éclat et d'empire que madame de la Valliere avait eu de modestie.

Tandis que madame de la Valliere et madame de Montespan se disputaient encore la premiere place dans le cœur du roi, toute la cour était occupée d'intrigues d'amour : Louvois même était sensible. Parmi plusieurs maîtresses qu'eut ce ministre, dont le caractere dur semblait si peu fait pour l'amour, il y eut madame du Frénoi, femme d'un de ses commis, pour laquelle il eut depuis le crédit de faire ériger une charge chez la reine : on la fit dame du lit; elle eut les grandes entrées. Le roi, en favorisant ainsi jusqu'aux goûts de ses ministres, voulait justifier les siens.

C'est un grand exemple du pouvoir des préjugés et de la coutume, qu'il fût permis à toutes les femmes mariées d'avoir des amants, et qu'il ne le fût pas à la petite-fille de Henri IV d'avoir un mari. Mademoiselle, après avoir refusé tant de souverains, après avoir eu l'espérance d'épouser Louis XIV, voulut faire à quarante-quatre ans la fortune d'un gentilhomme : elle obtint la permission d'épouser Péguillin, du nom de Caumont, comte de Lauzun, le dernier qui fut capitaine d'une compagnie de cent gentilshommes au bec de corbin, qui ne subsiste plus, et le premier pour qui le roi avait créé la charge de colonel-général des dragons. Il y avait cent exemples de princesses qui avaient épousé des gentilshommes : les empereurs romains donnaient leurs filles à des sénateurs ; les filles des souverains de l'Asie, plus puissants et plus despotiques qu'un

roi de France, n'épousent jamais que des esclaves de leurs peres.

Mademoiselle donnait tous ses biens, estimés vingt millions, au comte de Lauzun, quatre duchés, la souveraineté de Dombes, le comté d'Eu, le palais d'Orléans, qu'on nomme le Luxembourg: elle ne se réservait rien, abandonnée tout entiere à l'idée flatteuse de faire à ce qu'elle aimait une plus grande fortune qu'aucun roi n'en a faite à aucun sujet. Le contrat était dressé; Lauzun fut un jour duc de Montpensier; il ne manquait plus que la signature. Tout était prêt, lorsque le roi, affaibli par les représentations des princes, des ministres, des ennemis d'un homme trop heureux, retira sa parole, et défendit cette alliance. Il avait écrit aux cours étrangeres pour annoncer le mariage, il écrivit la rupture: on le blâma de l'avoir permis; on le blâma de l'avoir défendu. Il pleura de rendre Mademoiselle malheureuse; mais ce même prince, qui s'était attendri en lui manquant de parole, fit enfermer Lauzun, en novembre 1670, au château de Pignerol, pour avoir épousé en secret la princesse qu'il lui avait permis quelques mois auparavant d'épouser en public. Il fut enfermé dix années entieres. Il y a plus d'un royaume où un monarque n'a pas cette puissance; ceux qui l'ont sont plus chéris quand ils n'en font pas d'usage. Le citoyen qui n'offense point les lois de l'équité doit-il être puni si sévèrement par celui qui représente l'état? n'y a-t-il pas une très grande différence entre déplaire à son souverain, et trahir son

souverain? un roi doit-il traiter un homme plus durement que la loi ne le traiterait?

Ceux qui ont écrit que madame de Montespan, après avoir empêché le mariage, irritée contre le comte de Lauzun, qui éclatait en reproches violents, exigea de Louis XIV cette vengeance, ont fait bien plus de tort à ce monarque. Il y aurait eu à la fois de la tyrannie et de la pusillanimité à sacrifier à la colère d'une femme un brave homme, un favori, qui, privé par lui de la plus grande fortune, n'aurait fait d'autre faute que de s'être trop plaint de madame de Montespan. Qu'on pardonne ces réflexions; les droits de l'humanité les arrachent: mais en même temps l'équité veut que, Louis XIV n'ayant fait dans tout son regne aucune action de cette nature, on ne l'accuse pas d'une injustice si cruelle. C'est bien assez qu'il ait puni avec tant de sévérité un mariage clandestin, une liaison innocente, qu'il eût mieux fait d'ignorer: retirer sa faveur était très juste; la prison était trop dure.

Ceux qui ont douté de ce mariage secret n'ont qu'à lire attentivement les mémoires de Mademoiselle; ces mémoires apprennent ce qu'elle ne dit pas. On voit que cette même princesse, qui s'était plainte si amèrement au roi de la rupture de son mariage, n'osa se plaindre de la prison de son mari: elle avoue qu'on la croyait mariée; elle ne dit point qu'elle ne l'était pas: et quand il n'y aurait que ces paroles, « Je ne puis ni ne dois changer pour lui », elles seraient décisives.

Lauzun et Fouquet furent étonnés de se rencontrer dans la même prison; mais Fouquet sur-tout

qui, dans sa gloire et dans sa puissance, avait vu de loin Péguillin dans la foule, comme un gentilhomme de province sans fortune, le crut fou, quand celui-ci lui conta qu'il avait été le favori du roi, et qu'il avait eu la permission d'épouser la petite-fille de Henri IV, avec tous les biens et les titres de la maison de Montpensier.

Après avoir langui dix ans en prison, il en sortit enfin; mais ce ne fut qu'après que madame de Montespan eut engagé Mademoiselle à donner la souveraineté de Dombes et le comté d'Eu au duc du Maine, encore enfant, qui les posséda après la mort de cette princesse. Elle ne fit cette donation que dans l'espérance que M. de Lauzun serait reconnu pour son époux; elle se trompa: le roi lui permit seulement de donner à ce mari secret et infortuné les terres de Saint-Fargeau et de Thiers, avec d'autres revenus considérables que Lauzun ne trouva pas suffisants. Elle fut réduite à être secrètement sa femme, et à n'en être pas bien traitée en public: malheureuse à la cour, malheureuse chez elle, ordinaire effet des passions, elle mourut en 1693.

Pour le comte de Lauzun, il passa en Angleterre, en 1688. Toujours destiné aux aventures extraordinaires, il conduisit en France la reine épouse de Jacques II, et son fils au berceau; il fut fait duc; il commanda en Irlande avec peu de succès, et revint avec plus de réputation attachée à ses aventures que de considération personnelle. Nous l'avons vu mourir fort âgé et oublié, comme il

arrive à tous ceux qui n'ont eu que de grands évènements sans avoir fait de grandes choses.

Cependant madame de Montespan était toute-puissante dès le commencement des intrigues dont on vient de parler.

Athénaïs de Mortemar, femme du marquis de Montespan, sa sœur aînée, la marquise de Thiange, et sa cadette, pour qui elle obtint l'abbaye de Fontevraud, étaient les plus belles femmes de leur temps; et toutes trois joignaient à cet avantage des agréments singuliers dans l'esprit. Le duc de Vivonne, leur frere, maréchal-de-France, était aussi un des hommes de la cour qui avaient le plus de goût et de lecture. C'était lui à qui le roi disait un jour: « Mais à quoi sert de lire »? Le duc de Vivonne, qui avait de l'embonpoint et de belles couleurs, répondit: « La lecture fait à l'esprit ce « que vos perdrix font à mes joues. »

Ces quatre personnes plaisaient universellement par un tour singulier de conversation mêlée de plaisanterie, de naïveté, et de finesse, qu'on appelait l'esprit des Mortemar: elles écrivaient toutes avec une légèreté et une grace particuliere. On voit par-là combien est ridicule ce conte que j'ai entendu encore renouveler, que madame de Montespan étoit obligée de faire écrire ses lettres au roi par madame Scarron, et que c'est là ce qui en fit sa rivale, et sa rivale heureuse.

Madame Scarron, depuis madame de Maintenon, avait, à la vérité, plus de lumieres acquises par la lecture; sa conversation était plus douce, plus insinuante: il y a des lettres d'elle où l'art embellit

le naturel, et dont le style est très élégant. Mais madame de Montespan n'avait besoin d'emprunter l'esprit de personne; elle fut long-temps favorite avant que madame de Maintenon lui fût présentée.

Le triomphe de madame de Montespan éclata au voyage que le roi fit en Flandre, en 1670. La ruine des Hollandais fut préparée dans ce voyage, au milieu des plaisirs: ce fut une fête continuelle dans l'appareil le plus pompeux.

Le roi, qui fit tous ses voyages de guerre à cheval, fit celui-ci, pour la premiere fois, dans un carrosse à glaces: les chaises de poste n'étaient point encore inventées. La reine, Madame, sa belle-sœur, la marquise de Montespan, étaient dans cet équipage superbe, suivi de beaucoup d'autres; et quand madame de Montespan allait seule, elle avait quatre gardes-du-corps aux portieres de son carrosse. Le dauphin arriva ensuite avec sa cour, Mademoiselle avec la sienne; c'était avant la fatale aventure de son mariage: elle partageait en paix tous ces triomphes, et voyait avec complaisance son amant, favori du roi, à la tête de sa compagnie des gardes. On faisait porter dans les villes où l'on couchait les plus beaux meubles de la couronne: on trouvait dans chaque ville un bal masqué ou paré, ou des feux d'artifice. Toute la maison de guerre accompagnait le roi, et toute la maison de service précédait ou suivait; les tables étaient tenues comme à Saint-Germain. La cour visita dans cette pompe toutes les villes conquises. Les principales dames de Bruxelles, de Gand, venaient voir cette magnificence; le roi les invitait

à sa table; il leur faisait des présents pleins de galanterie. Tous les officiers des tronpes en garnison recevaient des gratifications: il en conta plnsieurs fois quinze cents louis d'or par jour en libéralités.

Tous les honneurs, tous les hommages, étaient pour madame de Montespan, excepté ce que le devoir donnait à la reine: cependant cette dame n'était pas du secret; le roi savait distinguer les affaires d'état des plaisirs.

Madame, chargée seule de l'nnion des deux rois et de la destruction de la Hollande, s'embarqua à Dunkerque snr la flotte du roi d'Angleterre, Charles II, son frere, avec une partie de la conr de France: elle menait avec elle mademoiselle de Kéroual, depuis duchesse de Portsmouth, dont la beauté égalait celle de madame de Montespan. Elle fut depnis en Angleterre ce que madame de Montespan était en France, mais avec plus de crédit. Le roi Charles fut gonverné par elle jusqu'au dernier moment de sa vie; et, quoique souvent infidele, il fut toujours maîtrisé. Jamais femme n'a conservé plus long-temps sa beauté; nons lui avons vu, à l'âge de près de soixante et dix ans, une figure encore noble et agréable, que les années n'avaient point flétrie.

Madame alla voir son frere à Cantorberi, et revint avec la gloire du succès: elle en jouissait, lorsqu'nne mort subite et douloureuse l'enleva à l'âge de vingt-six ans, le 30 juin 1670. La cour fut dans une donleur et dans une consternation que le genre de mort augmentait. Cette princesse

s'était crue empoisonnée; l'ambassadeur d'Angleterre, Montaigu, en était persuadé; la cour n'en doutait pas; et tonte l'Europe le disait. Un des anciens domestiques de la maison de son mari m'a nommé celui qui (selon lui) donna le poison. « Cet homme, me disait-il, qui n'était pas riche, « se retira immédiatement après en Normandie, « où il acheta nne terre dans laquelle il vécut long- « temps avec opulence. Ce poison, ajontait-il, était « de la poudre de diamant mise au lieu de sucre « dans des fraises ». La cour et la ville penserent qne Madame avait été empoisonnée dans un verre d'ean de chicorée, après lequel elle éprouva d'horribles douleurs, et bientôt les convulsions de la mort: mais la maliguité hnmaine et l'amonr de l'extraordinaire fnrent les senles raisons de cette persuasion générale. Le verre d'eau ne ponvait être empoisonné, puisqne madame de la Fayette et une antre personne burent le reste sans ressentir la plus légere incommodité. La poudre de diamant n'est pas plus nn venin que la poudre de corail. Il y avait long-temps que Madame était malade d'un abcès qni se formait dans le foie; elle était très mal-saine, et même avait accouché d'nn enfant absolument pourri. Son mari, trop soupçonné dans l'Europe, ne fut, ni avant ni après cet évènement, accusé d'ancnne action qui eût de la noircenr; et on trouve rarement des criminels qui n'aient fait qu'un grand crime. Le genre humain serait trop malheureux, s'il était aussi commun de commettre des choses atroces que de les croire.

On prétendit que le chevalier de Lorraine, favori

de Monsieur, pour se venger d'un exil et d'une prison que sa conduite coupable auprès de Madame lui avait attirés, s'était porté à cette horrible vengeance. On ne fait pas attention que le chevalier de Lorraine était alors à Rome, et qu'il est bien difficile à un chevalier de Malte de vingt ans, qui est à Rome, d'acheter à Paris la mort d'une grande princesse.

Il n'est que trop vrai qu'une faiblesse et une indiscrétion du vicomte de Turenne avaient été la premiere cause de toutes ces rumeurs odieuses qu'on se plaît encore à réveiller. Il était, à soixante ans, l'amant de madame de Coatquen, et sa dupe, comme il l'avait été de madame de Longueville; il révéla à cette dame le secret de l'état, qu'on cachait au frere du roi. Madame de Coatquen, qui aimait le chevalier de Lorraine, le dit à son amant; celui-ci en avertit Monsieur. L'intérieur de la maison de ce prince fut en proie à tout ce qu'ont de plus amer les reproches et les jalousies: ces troubles éclaterent avant le voyage de Madame; l'amertume redoubla à son retour. Les emportements de Monsieur, les querelles de ses favoris avec les amis de Madame, remplirent sa maison de confusion et de douleur. Madame, quelque temps avant sa mort, reprochait, avec des plaintes douces et attendrissantes, à la marquise de Coatquen les malheurs dont elle était cause; cette dame, à genoux auprès de son lit, et arrosant ses mains de larmes, ne lui répondit que par ces vers de Venceslas:

J'allais... j'étais... l'amour a sur moi tant d'empire...
Je m'égare, madame, et ne puis que vous dire...

Le chevalier de Lorraine, auteur de ces dissentions, fut d'abord envoyé par le roi à Pierre-Enscize; le comte de Marsan, de la maison de Lorraine, et le marquis, depuis maréchal de Villeroi, furent exilés. Enfin on regarda comme la suite coupable de ces démêlés, la mort naturelle de cette malheureuse princesse.

Ce qui confirma le public dans le soupçon de poison, c'est que vers ce temps on commença à connaître ce crime en France: on n'avait point employé cette vengeance des lâches dans les horreurs de la guerre civile. Ce crime, par une fatalité singuliere, infecta la France dans le temps de la gloire et des plaisirs qui adoucissaient les mœurs, ainsi qu'il se glissa dans l'ancienne Rome aux plus beaux jours de la république.

Deux Italiens, dont l'un s'appelait Exili, travaillèrent long-temps avec un apothicaire allemand, nommé Glaser, à chercher ce qu'on appelle la pierre philosophale. Les deux Italiens y perdirent le peu qu'ils avaient, et voulurent, par le crime, réparer le tort de leur folie; ils vendirent secrètement des poisons. La confession, le plus grand frein de la méchanceté humaine, mais dont on abuse en croyant pouvoir faire des crimes qu'on croit expier; la confession, dis-je, fit connaître au grand pénitencier de Paris que quelques personnes étaient mortes empoisonnées: il en donna avis au gouvernement. Les deux Italiens soupçonnés furent mis à la Bastille: l'un des deux y mourut; Exili y resta sans être convaincu; et, du fond de sa prison, il répandit dans Paris ces funestes secrets, qui

coûterent la vie au lieutenant-civil d'Aubrai, et à sa famille, et qui firent enfin ériger la chambre des poisons, qu'on nomme la chambre ardente.

L'amour fut la premiere source de ces horribles aventures. Le marquis de Brinvilliers, gendre du lieutenant-civil d'Aubrai, logea chez lui Sainte-Croix, capitaine de son régiment, d'une trop belle figure: sa femme lui en fit craindre les conséquences; le mari s'obstina à faire demeurer ce jeune homme avec sa femme, jeune, belle, et sensible. Ce qui devait arriver arriva; ils s'aimerent. Le lieutenant-civil, pere de la marquise, fut assez sévere et assez imprudent pour solliciter une lettre de cachet, et pour faire envoyer à la Bastille le capitaine, qu'il ne fallait envoyer qu'à son régiment. Sainte-Croix fut mis malheureusement dans la chambre où était Exili: cet Italien lui apprit à se venger; en en sait les suites, qui font frémir. La marquise n'attenta point à la vie de son mari, qui avait eu de l'indulgence pour un amour dont lui-même était la cause; mais la fureur de la vengeance la porta à empoisonner son pere, ses deux freres, et sa sœur. Au milieu de tant de crimes, elle avait de la religion: elle allait souvent à confesse; et même, lorsqu'on l'arrêta dans Liege, on trouva une confession générale écrite de sa main, qui servit, non pas de preuve contre elle, mais de présomption. Il est faux qu'elle eût essayé ses poisons dans les hôpitaux, comme le disait le peuple, et comme il est écrit dans les Causes célebres, ouvrage d'un avocat sans cause, et fait pour le peuple; mais il est vrai qu'elle eut, ainsi que

Sainte-Croix, des liaisons secretes avec des personnes accusées depuis des mêmes crimes. Elle fut brûlée, en 1676, après avoir eu la tête tranchée. Mais depuis 1670, qu'Exili avait commencé à faire des poisons, jusqu'en 1680, ce crime infecta Paris. On ne peut dissimuler que Penautier, le receveur général du clergé, ami de cette femme, fut accusé quelque temps après d'avoir mis ses secrets en usage, et qu'il lui en coûta la moitié de son bien pour supprimer les accusations.

La Voisin, la Vigoureux, un prêtre nommé le Sage, et d'autres, trafiquerent des secrets d'Exili, sous prétexte d'amuser les ames curieuses et faibles par des apparitions d'esprits. On crut le crime plus répandu qu'il n'était en effet. La chambre ardente fut établie à l'arsenal, près de la Bastille, en 1680: les plus grands seigneurs y furent cités, entre autres deux nieces du cardinal Mazarin, la duchesse de Bouillon, et la comtesse de Soissons, mere du prince Eugene.

La duchesse de Bouillon ne fut décrétée que d'ajournement personnel, et n'était accusée que d'une curiosité ridicule, trop ordinaire alors, mais qui n'est pas du ressort de la justice. L'ancienne habitude de consulter des devins, de faire tirer son horoscope, de chercher des secrets pour se faire aimer, subsistait encore parmi le peuple, et même chez les premiers du royaume.

Nous avons déja remarqué qu'à la naissance de Louis XIV, on avait fait entrer l'astrologue Morin dans la chambre même de la reine-mere, pour tirer l'horoscope de l'héritier de la couronne. Nous

avons vu même le duc d'Orléans, régent du royaume, curieux de cette charlatanerie qui séduisit toute l'antiquité; et toute la philosophie du célebre comte de Boulainvilliers ne put jamais le guérir de cette chimere. Elle était bien pardonnable à la duchesse de Bouillon, et à toutes les dames qui eurent les mêmes faiblesses. Le prêtre le Sage, la Voisin, et la Vigoureux, s'étaient fait un revenu de la curiosité des ignorants, qui étaient en très grand nombre: ils prédisaient l'avenir; ils faisaient voir le diable: s'ils s'en étaient tenus là, il n'y aurait eu que du ridicule dans eux et dans la chambre ardente.

La Reynie, l'un des présidents de cette chambre, fut assez mal avisé pour demander à la duchesse de Bouillon si elle avait vu le diable; elle répondit qu'elle le voyait dans ce moment, qu'il était fort laid et fort vilain, et qu'il était déguisé en conseiller d'état. L'interrogatoire ne fut guere poussé plus loin.

L'affaire de la comtesse de Soissons et du maréchal de Luxembourg fut plus sérieuse. Le Sage, la Voisin, la Vigoureux, et d'autres complices, étaient en prison, accusés d'avoir vendu des poisons qu'on appelait *la poudre de succession;* ils chargerent tous ceux qui les étaient venus consulter: la comtesse de Soissons fut du nombre. Le roi eut la condescendance de dire à cette princesse que, si elle se sentait coupable, il lui conseillait de se retirer: elle répondit qu'elle était très innocente, mais qu'elle n'aimait pas à être interrogée par la justice; ensuite elle se retira à Bruxelles, où elle est morte sur la fin de 1708, lorsque le prince

Eugene son fils la vengeait par tant de victoires, et triomphait de Louis XIV.

François-Henri de Montmorenci-Boutteville, duc, pair, et maréchal de France, qui unissait le grand nom de Montmorenci à celui de la maison impériale de Lnxembourg, déja célebre en Europe par des actions de grand capitaine, fut dénoncé à la chambre ardente. Un de ses gens d'affaires, nommé Bonard, voulant reconvrer des papiers importants qni étaient perdus, s'adressa au prêtre le Sage ponr les lni faire retrouver: le Sage commença par exiger de lni qu'il se confessât, et qu'il allât ensuite pendant neuf jours en trois différentes églises, où il réciterait trois psaumes.

Malgré la confession et les psanmes, les papiers ne se tronverent point; ils étaient entre les mains d'une fille nommée Dupin. Bonard, sous les yenx de le Sage, fit, au nom du maréchal de Luxembourg, nne espece de conjnration par laquelle la Dupin devait devenir impuissante en cas qu'elle ne lui rendît pas les papiers. La Dupin ne rendit rien, et n'en eut pas moins d'amants.

Bonard, désespéré, se fit donner nn nouvean plein ponvoir par le maréchal; et entre ce plein ponvoir et la signatnre, il se tronva denx lignes d'nne écritnre différente, par lesqnelles le maréchal se donnait an diable.

Le Sage, Bonard, la Voisin, la Vigonreux, et plus de quarante accusés, ayant été enfermés à la Bastille, le Sage déposa que le maréchal s'était adressé an diable et à lui pour faire mourir cette Dupin, qui n'avait pas voulu rendre les papiers;

leurs complices ajoutaient qu'ils avaient assassiné la Dupin par son ordre, qu'ils l'avaient coupée en quartiers, et jetée dans la riviere.

Ces accusations étaient aussi improbables qu'atroces. Le maréchal devait comparaître devant la cour des pairs; le parlement et les pairs devaient revendiquer le droit de le juger; ils ne le firent pas: l'accusé se rendit lui-même à la Bastille; démarche qui prouvait son innocence sur cet assassinat prétendu.

Le secrétaire d'état Louvois, qui ne l'aimait pas, le fit enfermer dans une espece de cachot de six pas et demi de long, où il tomba très malade. On l'interrogea le second jour, et on le laissa ensuite cinq semaines entieres sans continuer son procès; injustice cruelle envers tout particulier, et plus condamnable encore envers un pair du royaume. Il voulut écrire au marquis de Louvois pour s'en plaindre; on ne le lui permit pas. Il fut enfin interrogé: on lui demanda s'il n'avait pas donné des bouteilles de vin empoisonnées pour faire mourir le frere de la Dupin, et une fille qu'il entretenait.

Il paraissait bien absurde qu'un maréchal de France, qui avait commandé des armées, eût voulu empoisonner un malheureux bourgeois et sa maîtresse, sans tirer aucun avantage d'un si grand crime.

Enfin on lui confronta le Sage, et un autre prêtre nommé d'Avaux, avec lesquels on l'accusait d'avoir fait des sortileges pour faire périr plus d'une personne.

Tout son malheur venait d'avoir vu une fois le Sage, et de lui avoir demandé des horoscopes.

Parmi les imputations horribles qui faisaient la base du procès, le Sage dit que le maréchal duc de Luxembourg avait fait un pacte avec le diable, afin de pouvoir marier son fils à la fille du marquis de Louvois. L'accusé répondit : « Quand Matthieu « de Montmorenci épousa la veuve de Louis-le-Gros, « il ne s'adressa point au diable, mais aux états-« généraux, qui déclarerent que, pour acquérir au « roi mineur l'appui des Montmorenci, il fallait « faire ce mariage. »

Cette réponse était fiere, et n'était pas d'un coupable. Le procès dura quatorze mois : il n'y eut de jugement ni pour ni contre lui; la Voisin, la Vigoureux, et son frere le prêtre, qui s'appelait aussi Vigoureux, furent brûlés avec le Sage, à la Greve. Le maréchal de Luxembourg alla quelques jours à la campagne, et revint ensuite à la cour faire les fonctions de capitaine des gardes, sans voir Louvois, et sans que le roi lui parlât de tout ce qui s'était passé.

Nous avons vu comment il eut depuis le commandement des armées, qu'il ne demanda pas, et par combien de victoires il imposa silence à ses ennemis.

On peut juger quelles rumeurs affreuses toutes ces accusations excitaient dans Paris : le supplice du feu, dont la Voisin et ses complices furent punis, mit fin aux recherches et aux crimes. Cette abomination ne fut que le partage de quelques particuliers, et ne corrompit point les mœurs douces

de la nation; mais elle laissa dans les esprits un penchant funeste à soupçonner des morts naturelles d'avoir été violentes.

Ce qu'on avait cru de la destinée malheureuse de madame Henriette d'Angleterre, on le crut ensuite de sa fille Marie-Louise, qu'on maria, en 1679, au roi d'Espagne Charles II. Cette jeune princesse partit à regret pour Madrid. Mademoiselle avait souvent dit à Monsieur, frere du roi: « Ne menez pas si « souvent votre fille à la cour, elle sera trop mal- « heureuse ailleurs ». Cette jeune princesse voulait épouser monseigneur. « Je vous fais reine d'Es- « pagne, lui dit le roi; que pourrais-je de plus « pour ma fille? — Ah! répondit-elle, vous pour- « riez plus pour votre niece ». Elle fut enlevée au monde, en 1689, au même âge que sa mere. Il passa pour constant que le conseil autrichien de Charles II voulait se défaire d'elle, parcequ'elle aimait son pays, et qu'elle pouvait empêcher le roi son mari de se déclarer pour les alliés contre la France: on lui envoya même de Versailles de ce qu'on croit du contre-poison; précaution très incertaine, puisque ce qui peut guérir une espece de mal peut envenimer l'autre, et qu'il n'y a point d'antidote général: le contre-poison prétendu arriva après sa mort. Ceux qui ont lu les mémoires compilés par le marquis de Dangeau trouveront que le roi dit en soupant: « La reine d'Espagne est morte « empoisonnée dans une tourte d'anguille; la com- « tesse de Pernitz, les camériſtes Zapata et Nina, « qui en ont mangé après elle, sont mortes du « même poison. »

Après avoir lu cette étrange anecdote daus ces mémoires manuscrits, qu'on dit faits avec soin par un courtisan qui n'avait presque point quitté Louis XIV pendant quarante ans, je ne laissai pas d'être encore en doute; je m'informai à d'anciens domestiques dn roi, s'il était vrai que ce monarque, toujours retenu dans ses discours, eût jamais prononcé des paroles si imprudentes: ils m'assurerent tous que rien n'était plus faux. Je demandai à madame la duchesse de Saint-Pierre, qui arrivait d'Espagne, s'il était vrai que ces trois personnes fussent mortes avec la reine; elle me donna des attestations que toutes trois avaient survécu longtemps à leur maîtresse. Enfin je sus que ces mémoires du marquis de Dangeau, qu'on regarde comme un monument précieux, n'étaient que des nouvelles à la main, écrites quelquefois par un de ses domestiques; et je puis répondre qu'on s'en apperçoit souvent au style, aux inntilités, et aux faussetés dont ce recueil est rempli. Après toutes ces idées funestes, où la mort de Henriette d'Angleterre nons a condnits, il faut revenir aux évènements de la conr qui suivirent sa perte.

La princesse palatine lui snccéda, un an après, et fut mere du duc d'Orléans, régent du royaume. Il fallut qu'elle renonçât au calvinisme pour épouser Monsieur; mais elle conserva toujours pour son ancienne religion un respect secret, qu'il est difficile de secouer, quand l'enfance l'a imprimé dans le cœur.

L'aventure infortunée d'une fille d'honneur de la reine, en 1673, donna lieu à un nouvel établis-

sement. Ce malheur est connu par le sonnet de l'Avorton, dont les vers ont été tant cités :

Toi que l'amour fit par un crime,
Et que l'honneur défait par un crime à son tour,
Funeste ouvrage de l'amour,
De l'honneur funeste victime.... etc.

Les dangers attachés à l'état de fille, dans une cour galante et voluptueuse, déterminerent à substituer aux douze filles d'honneur, qui embellissaient la cour de la reine, douze dames du palais ; et depuis, la maison des reines fut ainsi composée. Cet établissement rendait la cour plus nombreuse et plus magnifique, en y fixant les maris et les parents de ces dames ; ce qui augmentait la société, et répandait plus d'opulence.

La princesse de Baviere, épouse de Monseigneur, ajouta dans les commencements de l'éclat et de la vivacité à cette cour. La marquise de Montespan attirait toujours l'attention principale : mais enfin elle cessait de plaire ; et les emportements altiers de sa douleur ne ramenaient pas un cœur qui s'éloignait. Cependant elle tenait toujours à la cour par une grande charge, étant surintendante de la maison de la reine ; et au roi, par ses enfants, par l'habitude, et par son ascendant.

On lui conservait tout l'extérieur de la considération et de l'amitié, qui ne la consolait pas ; et le roi, affligé de lui causer des chagrins violents, et entraîné par d'autres goûts, trouvait déja dans la conversation de madame de Maintenon une douceur qu'il ne goûtait plus auprès de son ancienne

maîtresse. Il se sentait à la fois partagé entre madame de Montespan, qu'il ne pouvait quitter, mademoiselle de Fontange, qu'il aimait, et madame de Maintenon, de qui l'entretien devenait nécessaire à son ame tourmentée. Ces trois rivales de faveur tenaient toute la cour en suspens. Il paraît assez honorable pour Louis XIV qu'aucune de ces intrigues n'influât sur les affaires générales, et que l'amour, qui troublait la cour, n'ait jamais mis le moindre trouble dans le gouvernement. Rien ne prouve mieux, ce me semble, que Louis XIV avait une ame aussi grande que sensible.

Je croirais même que ces intrigues de cour, étrangeres à l'état, ne devraient point entrer dans l'histoire, si le grand siecle de Louis XIV ne rendait tout intéressant, et si le voile de ces mysteres n'avait été levé par tant d'historiens, qui, pour la plupart, les ont défigurés.

CHAPITRE XXVII.

Suite des particularités et anecdotes.

La jeunesse, la beauté de mademoiselle de Fontange, un fils qu'elle donna au roi, en 1680, le titre de duchesse dont elle fut décorée, écartaient madame de Maintenon de la premiere place, qu'elle n'osait espérer, et qu'elle eut depuis: mais la duchesse de Fontange et son fils moururent en 1681.

La marquise de Montespan, n'ayant plus de rivale déclarée, n'en posséda pas plus un cœur fatigué

d'elle et de ses murmures. Quand les hommes ne sont plus dans leur jeunesse, ils ont presque tous besoin de la société d'une femme complaisante; le poids des affaires rend sur-tout cette consolation nécessaire. La nouvelle favorite, madame de Maintenon, qui sentait le pouvoir secret qu'elle acquérait tous les jours, se conduisait avec cet art si naturel aux femmes, et qui ne déplaît pas aux hommes. Elle écrivait un jour à madame de Frontenac, sa cousine, en qui elle avait une entiere confiance: « Je le renvoie toujours affligé, et jamais « désespéré ». Dans ce temps, où sa faveur croissait, où madame de Montespan touchait à sa chûte, ces deux rivales se voyaient tous les jours, tantôt avec une aigreur secrete, tantôt avec une confiance passagere, que la nécessité de se parler et la lassitude de la contrainte mettaient quelquefois dans leurs entretiens. Elles convinrent de faire, chacune de leur côté, des mémoires de tout ce qui se passait à la cour: l'ouvrage ne fut pas poussé fort loin. Madame de Montespan se plaisait à lire quelque chose de ces mémoires à ses amis, dans les dernieres années de sa vie. La dévotion, qui se mêlait à toutes ses intrigues secretes, affermissait encore la faveur de madame de Maintenon, et éloignait madame de Montespan. Le roi se reprochait son attachement pour une femme mariée, et sentait sur-tout ce scrupule depuis qu'il ne sentait plus d'amour. Cette situation embarrassante subsista jusqu'en 1685, année mémorable par la révocation de l'édit de Nantes. On voyait alors des scenes bien différentes: d'un côté, le désespoir et la fuite d'une partie de

la nation; de l'autre, de nouvelles fêtes à Versailles; Trianon et Marly bâtis; la nature forcée dans tous ces lieux de délices, et des jardins où l'art était épuisé. Le mariage du petit-fils du grand Condé avec mademoiselle de Nantes, fille du roi et de madame de Montespan, fut le dernier triomphe de cette maîtresse, qui commençait à se retirer de la cour.

Le roi maria depuis deux enfants qu'il avait eus d'elle; mademoiselle de Blois, avec le duc de Chartres, que nous avons vu depuis régent du royaume; et le duc du Maine, à Louise-Bénédicte de Bourbon, petite-fille du grand Condé, et sœur de M. le Duc, princesse célebre par son esprit et par le goût des arts. Ceux qui ont seulement approché du Palais-royal et de Sceaux savent combien sont faux tous les bruits populaires recueillis dans tant d'histoires concernant ces mariages.

Avant la célébration du mariage de M. le Duc avec mademoiselle de Nantes, le marquis de Seignelai, à cette occasion, donna au roi une fête digne de ce monarque, dans les jardins de Sceaux, plantés par le Nostre avec autant de goût que ceux de Versailles. On y exécuta l'idylle de la paix, composée par Racine. Il y eut dans Versailles un nouveau carrousel; et après le mariage, le roi étala une magnificence singuliere, dont le cardinal Mazarin avait donné la premiere idée, en 1656. On établit dans le salon de Marly quatre boutiques, remplies de ce que l'industrie des ouvriers de Paris avait produit de plus riche et de plus recherché. Ces quatre boutiques étaient autant de décorations

superbes, qui représentaient les quatre saisons de l'année: madame de Montespan en tenait une avec Monseigneur; sa rivale, madame de Maintenon, en tenait une autre avec le duc du Maine: les deux nouveaux mariés avaient chacun la leur; M. le Duc avec madame de Thiange; et madame la Duchesse, à qui la bienséance ne permettait pas d'en tenir une avec un homme, à cause de sa grande jeunesse, était avec la duchesse de Chevreuse. Les dames et les hommes nommés du voyage tiraient au sort les bijoux dont les boutiques étaient garnies: ainsi le roi fit des présents à toute la cour d'une maniere digne d'un roi. La loterie du cardinal Mazarin fut moins ingénieuse et moins brillante: ces loteries avaient été mises en usage autrefois par les empereurs romains; mais aucun d'eux n'en releva la magnificence par tant de galanterie.

Après le mariage de sa fille madame de Montespan ne reparut plus à la cour; elle vécut à Paris avec beaucoup de dignité. Elle avait un grand revenu, mais viager; et le roi lui fit payer toujours une pension de mille louis d'or par mois (1). Elle allait prendre tous les ans les eaux à Bourbon, et y mariait des filles du voisinage, qu'elle dotait. Elle n'était plus dans l'âge où l'imagination, frappée par de vives impressions, envoie aux carmélites: elle mourut à Bourbon en 1707.

Un an après le mariage de mademoiselle de Nantes avec M. le Duc, mourut à Fontainebleau le

(1) Environ vingt mille de nos livres.

prince de Condé, à l'âge de soixante-six ans, d'une maladie qui empira dans l'effort qu'il fit d'aller voir madame la Duchesse, qui avait la petite vérole. On peut juger par cet empressement qui lui coûta la vie, s'il avait eu de la répugnance au mariage de son petit-fils avec cette fille du roi et de madame de Montespan, comme l'ont écrit tous ces gazetiers de mensonges dont la Hollande était alors infectée. On trouve encore dans une histoire du prince de Condé, sortie de ces mêmes bureaux d'ignorance et d'imposture, que le roi se plaisait en toute occasion à mortifier ce prince, et qu'au mariage de la princesse de Conti, fille de madame de la Valliere, le secrétaire d'état lui refusa le titre de haut et puissant seigneur, comme si ce titre était celui qu'on donne aux princes du sang. L'écrivain qui a composé l'histoire de Louis XIV dans Avignon, en partie sur ces malheureux mémoires, pouvait-il assez ignorer le monde et les usages de notre cour pour rapporter des fausseté pareilles?

Cependant, après le mariage de madame la Duchesse, après l'éclipse totale de la mere, madame de Maintenon, victorieuse, prit un tel ascendant, et inspira à Louis XIV tant de tendresse et de scrupule, que le roi, par le conseil du P. la Chaise, l'épousa secrètement, au mois de janvier 1686, dans une petite chapelle qui était au bout de l'appartement occupé depuis par le duc de Bourgogne. Il n'y eut aucun contrat, aucune stipulation. L'archevêque de Paris, Harlai de Chanvalon, leur donna la bénédiction; le confesseur y assista;

Montchevreuil, et Bontems, premier valet de chambre, y furent comme témoins. Il n'est plus permis de supprimer ce fait rapporté dans tous les auteurs, qui d'ailleurs se sont trompés sur les noms, sur le lieu, et sur les dates. Louis XIV était alors dans sa quarante-huitieme année, et la personne qu'il épousait dans sa cinquante-deuxieme. Ce prince, comblé de gloire, voulait mêler aux fatigues du gouvernement les douceurs innocentes d'une vie privée; ce mariage ne l'engageait à rien d'indigne de son rang; il fut toujours problématique à la cour : si madame de Maintenon était mariée, on respectait en elle le choix du roi, sans la traiter en reine.

La destinée de cette dame paraît parmi nous fort étrange, quoique l'histoire fournisse beaucoup d'exemples de fortunes plus grandes et plus marquées, qui ont eu des commencements plus petits. La marquise de Saint-Sébastien, que le roi de Sardaigne Victor-Amédée épousa, n'était pas au-dessus de madame de Maintenon; l'impératrice de Russie, Catherine, était fort au-dessous; et la premiere femme de Jacques II, roi d'Angleterre, lui était bien inférieure, selon les préjugés de l'Europe, inconnus dans le reste du monde.

Elle était d'une ancienne maison, petite-fille de Théodore-Agrippa d'Aubigné, gentilhomme ordinaire de la chambre de Henri IV; son pere, Constant d'Aubigné, ayant voulu faire un établissement à la Caroline, et s'étant adressé aux Anglais, fut mis en prison au château Trompette, et en fut dé-

livré par la fille du gouverneur, nommé Cardillac, gentilhomme bordelois. Constant d'Aubigné épousa sa bienfaitrice, en 1627, et la mena à la Caroline. De retour en France avec elle, au bout de quelques années, tous deux furent enfermés à Niort en Poitou par ordre de la cour. Ce fut dans cette prison de Niort que naquit, en 1635, Françoise d'Aubigné, destinée à éprouver toutes les rigueurs et toutes les faveurs de la fortune. Menée à l'âge de trois ans en Amérique, laissée par la négligence d'un domestique sur le rivage, prête à y être dévorée d'un serpent, ramenée orpheline à l'âge de douze ans, élevée avec la plus grande dureté chez madame de Neuillant, mere de la duchesse de Navailles, sa parente, elle fut trop heureuse d'épouser, en 1651, Paul Scarron, qui logeait auprès d'elle dans la rue d'Enfer. Scarron était d'une ancienne famille du parlement, illustrée par de grandes alliances; mais le burlesque dont il faisait profession l'avilissait en le faisant aimer. Ce fut pourtant une fortune pour mademoiselle d'Aubigné d'épouser cet homme disgracié de la nature, impotent, et qui n'avait qu'un bien très médiocre: elle fit, avant ce mariage, abjuration de la religion calviniste, qui était la sienne comme celle de ses ancêtres. Sa beauté et son esprit la firent bientôt distinguer; elle fut recherchée avec empressement de la meilleure compagnie de Paris; et ce temps de sa jeunesse fut sans doute le plus heureux de sa vie. Après la mort de son mari, arrivée en 1660, elle fit long-temps solliciter auprès du roi une petite pension de quinze

cents livres, dont Scarron avait joui. Enfin, au bout de quelques années, le roi lui en donna une de deux mille, en lui disant : « Madame, je vous « ai fait attendre long-temps ; mais vous avez tant « d'amis, que j'ai voulu avoir seul ce mérite auprès « de vous. »

Ce fait m'a été conté par le cardinal de Fleuri, qui se plaisait à le rapporter souvent, parcequ'il disait que Louis XIV lui avait fait le même compliment en lui donnant l'évêché de Fréjus.

Cependant il est prouvé par les lettres même de madame de Maintenon, qu'elle dut à madame de Montespan ce léger secours qui la tira de la misere. On se ressouvint d'elle quelques années après, lorsqu'il fallut élever en secret le duc du Maine, que le roi avait eu, en 1670, de la marquise de Montespan. Ce ne fut certainement qu'en 1672 qu'elle fut choisie pour présider à cette éducation secrete ; elle dit dans une de ses lettres : « Si les « enfants sont au roi, je le veux bien ; car je ne me « chargerais pas sans scrupule de ceux de madame « de Montespan : ainsi il faut que le roi me l'or- « donne ; voilà mon dernier mot ». Madame de Montespan n'avait deux enfants qu'en 1672, le duc du Maine et le comte de Vexin : les dates des lettres de madame de Maintenon, de 1670, dans lesquelles elle parle de ces deux enfants, dont l'un n'était pas encore né, sont donc évidemment fausses ; presque toutes les dates de ces lettres imprimées sont erronées. Cette infidélité pourrait donner des violents soupçons sur l'authenticité de ces lettres,

si d'ailleurs on n'y reconnaissait pas un caractere de naturel et de vérité qu'il est presque impossible de contrefaire.

Il n'est pas fort important de savoir en quelle année cette dame fut chargée du soin des enfants naturels de Louis XIV; mais l'attention à ces petites vérités fait voir avec quel scrupule on a écrit les faits principaux de cette histoire.

Le duc du Maine était né avec un pied difforme; le premier médecin, d'Aquin, qui était dans la confidence, jugea qu'il fallait envoyer l'enfant aux eaux de Barege. On chercha une personne de confiance qui pût se charger de ce dépôt: le roi se souvint de madame Scarron; M. de Louvois alla secrètement à Paris lui proposer ce voyage. Elle eut soin depuis ce temps-là de l'éducation du duc du Maine, nommée à cet emploi par le roi, et non point par madame de Montespan, comme on l'a dit. Elle écrivait au roi directement; ses lettres plurent beaucoup: voilà l'origine de sa fortune; son mérite fit tout le reste.

Le roi, qui ne pouvait d'abord s'accoutumer a elle, passa de l'aversion à la confiance, et de la confiance à l'amour. Les lettres que nous avons d'elle sont un monument bien plus précieux qu'on ne pense: elles découvrent ce mélange de religion et de galanterie, de dignité et de faiblesse, qui se trouve si souvent dans le cœur humain, et qui était dans celui de Louis XIV. Celui de madame de Maintenon paraît à la fois plein d'une ambition et d'une dévotion qui ne se combattent jamais. Son

confesseur, Gobelin, approuve également l'une et l'autre; il est directeur et courtisan: sa pénitente, devenue ingrate envers madame de Montespan, se dissimule toujours son tort: le confesseur nourrit cette illusion; elle fait venir de bonne foi la religion au secours de ses charmes usés, pour supplanter sa bienfaitrice devenue sa rivale.

Ce commerce étrange de tendresse et de scrupule de la part du roi, d'ambition et de dévotion de la part de la nouvelle maîtresse, paraît durer depuis 1681 jusqu'à 1686, qui fut l'époque de leur mariage.

Son élévation ne fut pour elle qu'une retraite: renfermée dans son appartement, qui était de plain-pied à celui du roi, elle se bornait à une société de deux ou trois dames retirées comme elle; encore les voyait-elle rarement. Le roi venait tous les jours chez elle après son dîner, avant et après le souper, et y demeurait jusqu'à minuit: il y travaillait avec ses ministres, pendant que madame de Maintenon s'occupait à la lecture, ou à quelque ouvrage des mains, ne s'empressant jamais de parler d'affaires d'état, paraissant souvent les ignorer, rejetant bien loin tout ce qui avait la plus légère apparence d'intrigue et de cabale; beaucoup plus occupée de complaire à celui qui gouvernait que de gouverner, et ménageant son crédit, en ne l'employant qu'avec une circonspection extrême. Elle ne profita point de sa place pour faire tomber toutes les dignités et tous les grands emplois dans sa famille. Son frere, le comte d'Aubigné, ancien lieutenant-général, ne fut pas même maréchal de France; un cordon bleu

et quelques parts secretes (1) dans les fermes générales furent sa seule fortune : aussi disait-il au maréchal de Vivonne, frere de madame de Montespan, « qu'il avait eu son bâton de maréchal en argent « comptant. »

Le marquis de Villette, son neveu, ou son cousin, ne fut que chef d'escadre ; madame de Caylus, fille de ce marquis de Villette, n'eut en mariage qu'une pension modique donnée par Louis XIV. Madame de Maintenon, en mariant sa niece d'Aubigné au fils du premier maréchal de Noailles, ne lui donna que deux cent mille francs : le roi fit le reste. Elle n'avait elle-même que la terre de Maintenon, qu'elle avait achetée des bienfaits du roi : elle voulut que le public lui pardonnât son élévation en faveur de son désintéressement. La seconde femme du marquis de Villette, depuis madame de Bolingbroke, ne put jamais rien obtenir d'elle ; je lui ai souvent entendu dire qu'elle avait reproché à sa cousine le peu qu'elle faisait pour sa famille, et qu'elle lui avait dit en colere : « Vous « voulez jouir de votre modération, et que votre « famille en soit la victime ». Madame de Maintenon oubliait tout quand elle craignait de choquer les sentiments de Louis XIV ; elle n'osa pas même soutenir le cardinal de Noailles contre le P. le Tellier. Elle avait beaucoup d'amitié pour Racine ; mais

(1) Voyez les lettres à son frere. « Je vous conjure de « vivre commodément, et de manger les dix-huit mille « francs de l'affaire que nous avons faite ; et nous en « ferons d'autres. »

cette amitié ne fut pas assez courageuse pour le protéger contre un léger ressentiment du roi. Un jour, touchée de l'éloquence avec laquelle il lui avait parlé de la misere du peuple, en 1698, misere toujours exagérée, mais qui fut portée réellement depuis jusqu'à une extrémité déplorable, elle engagea son ami à faire un mémoire qui montrât le mal et le remede. Le roi le lut; et en ayant témoigné du chagrin, elle eut la faiblesse d'en nommer l'auteur, et celle de ne le pas défendre. Racine, plus faible encore, fut pénétré d'une douleur qui le mit depuis au tombeau (1).

Du même fonds de caractere dont elle était incapable de rendre service, elle l'était aussi de nuire. L'abbé de Choisi rapporte que le ministre Louvois s'était jeté aux pieds de Louis XIV pour l'empêcher d'épouser la veuve Scarron. Si l'abbé de Choisi savait ce fait, madame de Maintenon en était instruite; et non seulement elle pardonna à ce ministre, mais elle appaisa le roi dans les mouvements de colere que l'humeur brusque du marquis de Louvois inspirait quelquefois à son maître.

Louis XIV, en épousant madame de Maintenon, ne se donna donc qu'une compagne agréable et soumise. La seule distinction publique qui faisait sentir son élévation secrete, c'est qu'à la messe elle occupait une de ces petites tribunes ou lanternes dorées, qui ne semblaient faites que pour le roi et la reine: d'ailleurs, nul extérieur de grandeur. La

(1) Ce fait a été rapporté par le fils de l'illustre Racine, dans la vie de son pere.

dévotion qu'elle avait inspirée au roi, et qui avait servi à son mariage, devint peu-à-peu un sentiment vrai et profond, que l'âge et l'ennui fortifierent. Elle s'était déja donné à la cour et auprès du roi la considération d'une fondatrice, en rassemblant à Noisi plusieurs filles de qualité; et le roi avait affecté déja les revenus de l'abbaye de Saint-Denis à cette communauté naissante. Saint-Cyr fut bâti au bout du pare de Versailles, en 1686. Elle donna alors à cet établissement toute sa forme, en fit les réglements avec Godet Desmarets, évêque de Chartres, et fut elle-même supérieure de ce couvent: elle y allait souvent passer quelques heures; et quand je dis que l'ennui la déterminait à ces occupations, je ne parle que d'après elle. Qu'on lise ce qu'elle écrit à madame de la Maisonfort, dont il est parlé dans le chapitre du quiétisme:

« Que ne puis-je vous donner mon expérience! « que ne puis-je vous faire voir l'ennui qui dévore « les grands, et la peine qu'ils ont à remplir leurs « journées! Ne voyez-vous pas que je meurs de « tristesse dans une fortune qu'on aurait peine à « imaginer? J'ai été jeune et jolie; j'ai goûté les « plaisirs; j'ai été aimée par-tout: dans un âge plus « avancé j'ai passé des années dans le commerce de « l'esprit; je suis venue à la faveur; et je vous pro- « teste, ma chere fille, que tous les états laissent un « vide affreux. »

Si quelque chose pouvait détromper de l'ambition, ce serait assurément cette lettre. Madame de Maintenon, qui pourtant n'avait d'autre chagrin que l'uniformité de sa vie auprès d'un grand roi,

disait un jour au comte d'Aubigné, son frere : « Je n'y puis plus tenir ; je voudrais être morte ». On sait quelle réponse il lui fit : « Vous avez donc « parole d'épouser Dieu le pere ? »

A la mort du roi elle se retira entièrement à Saint-Cyr. Ce qui peut surprendre, c'est que le roi ne lui avait presque rien assuré ; il la recommanda seulement au duc d'Orléans. Elle ne voulut qu'une pension de quatre-vingt mille livres, qui lui fut exactement payée jusqu'à sa mort, arrivée en 1719, le 15 d'avril. On a trop affecté d'oublier dans son épitaphe le nom de Scarron : ce nom n'est point avilissant ; et l'omission ne sert qu'à faire penser qu'il peut l'être.

La cour fut moins vive et plus sérieuse depuis que le roi commença à mener avec madame de Maintenon une vie plus retirée ; et la maladie considérable qu'il eut, en 1686, contribua encore à lui ôter le goût de ces fêtes galantes qui avaient jusque-là signalé presque toutes ses années ; il fut attaqué d'une fistule dans le dernier des intestins. L'art de la chirurgie, qui fit sous ce regne plus de progrès en France que dans tout le reste de l'Europe, n'était pas encore familiarisé avec cette maladie, le cardinal de Richelieu en était mort, faute d'avoir été bien traité. Le danger du roi émut toute la France ; les églises furent remplies d'un peuple innombrable qui demandait la guérison de son roi, les larmes aux yeux. Ce mouvement d'un attendrissement général fut presque semblable à ce que nous avons vu, lorsque son successeur fut en danger de mort à Metz, en 1744. Ces deux époques

apprendront à jamais aux rois ce qu'ils doivent à une nation qui sait aimer ainsi.

Dès que Louis XIV ressentit les premieres atteintes de ce mal, son premier chirurgien, Félix, alla dans les hôpitaux chercher des malades qui fussent dans le même péril; il consulta les meilleurs chirurgiens; il inventa avec eux des instruments qui abrégeaient l'opération, et qui la rendaient moins douloureuse. Le roi la souffrit sans se plaindre: il fit travailler les ministres auprès de son lit, le jour même; et, afin que la nouvelle de son danger ne fît aucun changement dans les cours de l'Europe, il donna audience le lendemain aux ambassadeurs. A ce courage d'esprit se joignait la magnanimité avec laquelle il récompensa Félix: il lui donna une terre qui valait alors plus de cinquante mille écus.

Depuis ce temps le roi n'alla plus aux spectacles. La dauphine de Baviere, devenue mélancolique, et attaquée d'une maladie de langueur qui la fit enfin mourir, en 1690, se refusa à tous les plaisirs, et resta obstinément dans son appartement. Elle aimait les lettres; elle avait même fait des vers; mais, dans sa mélancolie, elle n'aimait plus que la solitude.

Ce fut le couvent de Saint-Cyr qui ranima le goût des choses d'esprit. Madame de Maintenon pria Racine, qui avait renoncé au théâtre pour le jansénisme et pour la cour, de faire une tragédie qui pût être représentée par ses éleves: elle voulut un sujet tiré de la Bible. Racine composa Esther. Cette piece, ayant d'abord été jouée dans la maison

de Saint-Cyr, le fut ensuite plusieurs fois à Versailles devant le roi, dans l'hiver de 1689. Des prélats, des jésuites, s'empressaient d'obtenir la permission de voir ce singulier spectacle. Il paraît remarquable que cette piece ent alors un succès universel; et que, deux ans après, Athalie, jouée par les mêmes personnes, n'eu eut aucun. Ce fut tout le contraire quand on joua ces pieces à Paris, long-temps après la mort de l'auteur, et après le temps des partialités. Athalie, représentée en 1717, fut reçue comme elle devait l'être, avec transport; et Esther, en 1721, n'inspira que de la froideur, et ne reparut plus. Mais alors il n'y avait plus de courtisans qui reconnussent avec flatterie Esther dans madame de Maintenon, et avec malignité Vasthi dans madame de Montespan, Aman dans M. de Louvois, et sur-tout les huguenots persécutés par ce ministre dans la proscription des Hébreux. Le public impartial ne vit qu'une aventure sans intérêt et sans vraisemblance; un roi insensé, qui a passé six mois avec sa femme, sans savoir, sans s'informer même qui elle est; un ministre assez ridiculement barbare pour demander au roi qu'il extermine toute une nation, vieillards, femmes, enfants, parcequ'on ne lui a pas fait la révérence; ce même ministre assez bête pour signifier l'ordre de tuer tous les Juifs dans onze mois, afin de leur donner apparemment le temps de s'échapper ou de se défendre; un roi imbécille, qui sans prétexte signe cet ordre ridicule, et qui sans prétexte fait pendre subitement son favori: tout cela, sans intrigue, sans action, sans intérêt,

déplut beaucoup à quicouque avait du sens et du goût. Mais, malgré le vice du sujet, trente vers d'Esther valent mieux que beaucoup de tragédies qui ont eu de plus grands succès.

Ces amusements ingénieux recommencerent pour l'éducation d'Adélaïde de Savoie, duchesse de Bourgogne, amenée en France à l'âge de onze ans.

C'est une des contradictions de nos mœurs que, d'un côté, on ait laissé un reste d'infamie attaché aux spectacles publics, et que, de l'autre, on ait regardé ces représentations comme l'exercice le plus noble et le plus digne des personnes royales. On éleva un petit théâtre dans l'appartement de madame de Maintenon : la duchesse de Bourgogne, le duc d'Orléans, y jouaient avec les personnes de la cour qui avaient le plus de talents ; le fameux acteur Baron leur donnait des leçons, et jouait avec eux. La plupart des tragédies de Duché, valet-de-chambre du roi, furent composées pour ce théâtre ; et l'abbé Genêt, aumônier de la duchesse d'Orléans, en faisait pour la duchesse du Maine, que cette princesse et sa cour représentaient.

Ces occupations formaient l'esprit, et animaient la société.

Aucun de ceux qui ont trop censuré Louis XIV ne peut disconvenir qu'il ne fût, jusqu'à la journée d'Hochstet, le seul puissant, le seul magnifique, le seul grand presque en tout genre : car, quoiqu'il y eût des héros, comme Jean Sobieski, et des rois de Suede, qui effaçassent en lui le guerrier, personne n'effaça le monarque. Il faut avouer encore qu'il soutint ses malheurs, et qu'il les répara. Il a

eu des défauts; il a fait de grandes fautes; mais ceux qui le condamnent l'auraient-ils égalé s'ils avaient été à sa place?

La duchesse de Bourgogne croissait en graces et en mérite. Les éloges qu'on donnait à sa sœur en Espagne lui inspirerent une émulation qui redoubla en elle le talent de plaire. Ce n'était pas une beauté parfaite; mais elle avait le regard tel que son fils, un grand air, une taille noble. Ces avantages étaient embellis par son esprit, et plus encore par l'envie extrême de mériter les suffrages de tout le monde. Elle était, comme Henriette d'Angleterre, l'idole et le modele de la cour, avec un plus haut rang; elle touchait au trône: la France attendait du duc de Bourgogne un gouvernement tel que les sages de l'antiquité en imaginerent, mais dont l'austérité serait tempérée par les graces de cette princesse, plus faites encore pour être senties que la philosophie de son époux. Le monde sait comme toutes ces espérances furent trompées. Ce fut le sort de Louis XIV de voir périr en France toute sa famille par des morts prématurées, sa femme à quarante-cinq ans, son fils unique à cinquante; et un an après que nous eûmes perdu son fils, nous vîmes son petit-fils, le dauphin duc de Bourgogne, la dauphine sa femme, leur fils aîné, le duc de Bretagne, portés à Saint-Denis au même tombeau, au mois d'avril 1712; tandis que le dernier de leurs enfants, monté depuis sur le trône, était dans son berceau aux portes de la mort. Le duc de Berri, frere du duc de Bourgogne, les suivit

deux ans après ; et sa fille, dans le même temps, passa du berceau au cercueil.

Ce temps de désolation laissa dans les cœurs une impression si profonde, que, dans la minorité de Louis XV, j'ai vu plusieurs personnes qui ne parlaient de ces pertes qu'en versant des larmes. Le plus à plaindre de tous les hommes, au milieu de tant de morts précipitées, était celui qui semblait devoir hériter bientôt du royaume.

Ces mêmes soupçons qu'on avait eus à la mort de Madame et à celle de Marie-Louise, reine d'Espagne, se réveillèrent avec une fureur singulière. L'excès de la douleur publique aurait presque excusé la calomnie, si elle avait été excusable. Il y avait du délire à penser qu'on eût pu faire périr par un crime tant de personnes royales, en laissant vivre le seul qui pouvait les venger. La maladie qui emporta le dauphin duc de Bourgogne, sa femme, et son fils, était une rougeole pourprée épidémique : ce mal fit périr à Paris, en moins d'un mois, plus de cinq cents personnes. M. le duc de Bourbon, petit-fils du prince de Condé, le duc de la Trimouille, madame de la Vrilliere, madame de Listenai, en furent attaqués à la cour ; le marquis de Coudrin, fils du duc d'Antin, en mourut en deux jours ; sa femme, depuis comtesse de Toulouse, fut à l'agonie. Cette maladie parcourut toute la France, elle fit périr en Lorraine les aînés de ce duc de Lorraine, François, destiné à être un jour empereur, et à relever la maison d'Autriche.

Cependant ce fut assez qu'un médecin, nommé Boudin, homme de plaisir, hardi, et ignorant, eût proféré ces paroles: « Nous n'entendons rien à de « pareilles maladies »; c'en fut assez, dis-je, pour que la calomnie n'eût point de frein.

Philippe, duc d'Orléans, neveu de Louis XIV, avait un laboratoire, et étudiait la chimie, ainsi que beaucoup d'autres arts: c'était une preuve sans réplique. Le cri public était affreux; il faut en avoir été témoin pour le croire. Plusieurs écrits et quelques malheureuses histoires de Louis XIV éterniseraient les soupçons, si des hommes instruits ne prenaient soin de les détruire. J'ose dire que, frappé de tout temps de l'injustice des hommes, j'ai fait bien des recherches pour savoir la vérité. Voici ce que m'a répété plusieurs fois le marquis de Canillac, l'un des plus honnêtes hommes du royaume, intimement attaché à ce prince soupçonné, dont il eut depuis beaucoup à se plaindre. Le marquis de Canillac, au milieu de cette clameur publique, va le voir dans son palais; il le trouve étendu à terre, versant des larmes, aliéné par le désespoir. Son chimiste, Humbert, court se rendre à la Bastille, pour se constituer prisonnier: mais on n'avait point d'ordre de le recevoir; on le refuse. Le prince (qui le croirait?) demande lui-même, dans l'excès de sa douleur, à être mis en prison; il veut que des formes juridiques éclaircissent son innocence; sa mere demande avec lui cette justification cruelle. La lettre de cachet s'expédie; mais elle n'est point signée; et le marquis de Canillac, dans cette émotion d'esprit, conserva

seul assez de sang-froid pour sentir les conséquences d'une démarche si désespérée : il fit que la mere du prince s'opposât à cette lettre de cachet ignominieuse. Le monarque qui l'accordait, et son neveu qui la demandait, étaient également malheureux.

CHAPITRE XXVIII.

Suite des anecdotes.

Louis XIV dévorait sa douleur en public : il se laissa voir à l'ordinaire ; mais en secret les ressentiments de tant de malheurs le pénétraient et lui donnaient des convulsions. Il éprouvait toutes ces pertes domestiques à la suite d'une guerre malheureuse, avant qu'il fût assuré de la paix, et dans un temps où la misere désolait le royaume. On ne le vit pas succomber un moment à ses afflictions.

Le reste de sa vie fut triste. Le dérangement des finances, auquel il ne put remédier, aliéna les cœurs : sa confiance entiere pour le jésuite le Tellier, homme trop violent, acheva de les révolter. C'est une chose très remarquable que le public, qui lui pardonna toutes ses maîtresses, ne lui pardonna pas son confesseur. Il perdit, les trois dernieres années de sa vie, dans l'esprit de la plupart de ses sujets tout ce qu'il avait fait de grand et de mémorable.

Privé de presque tous ses enfants, sa tendresse qui redoublait pour le duc du Maine et pour le

comte de Toulouse, ses fils légitimés, le porta à les déclarer héritiers de la couronne, eux et leurs descendants, au défaut des princes du sang, par un édit qui fut enregistré sans aucune remontrance, en 1714. Il tempérait ainsi par la loi naturelle la sévérité des lois de convention qui privent les enfants nés hors du mariage de tous droits à la succession paternelle. Les rois dispensent de cette loi. Il crut pouvoir faire pour son sang ce qu'il avait fait en faveur de plusieurs de ses sujets ; il crut sur-tout pouvoir établir pour deux de ses enfants ce qu'il avait fait passer au parlement sans opposition pour les princes de la maison de Lorraine. Il égala ensuite le rang de ses bâtards à celui des princes du sang, en 1715. Le procès que les princes du sang intenterent depuis aux princes légitimés est connu. Ceux-ci ont conservé pour leurs personnes et pour leurs enfants les honneurs donnés par Louis XIV : ce qui regarde leur postérité dépendra du temps, du mérite, et de la fortune.

Louis XIV fut attaqué, vers le milieu du mois d'auguste 1715, au retour de Marly, de la maladie qui termina ses jours : ses jambes s'enflerent ; la gangrene commença à se manifester. Le comte de Stair, ambassadeur d'Angleterre, paria, selon le génie de sa nation, que le roi ne passerait pas le mois de septembre. Le duc d'Orléans, qui au voyage de Marly avait été absolument seul, eut alors toute la cour auprès de sa personne. Un empirique, dans les derniers jours de la maladie du roi, lui donna un élixir qui ranima ses forces ; il mangea, et l'empirique assura qu'il guérirait. La foule qui entou-

rait le duc d'Orléans diminua dans le moment. « Si « le roi mange une seconde fois, dit le duc d'Or- « léans, nous n'aurons plus personne ». Mais la maladie était mortelle. Les mesures étaient prises pour donner la régence absolue au duc d'Orléans. Le roi ne la lui avait laissée que très limitée par son testament déposé au parlement, ou plutôt il ne l'avait établi que chef d'un conseil de régence, dans lequel il n'aurait eu que la voix prépondérante; cependant il lui dit : « Je vous ai conservé tous les « droits que vous donne votre naissance ». C'est qu'il ne croyait pas qu'il y eût de loi fondamentale qui donnât dans une minorité un pouvoir sans bornes à l'héritier présomptif du royaume. Cette autorité suprême, dont on peut abuser, est dangereuse ; mais l'autorité partagée l'est encore davantage. Il crut qu'ayant été si bien obéi pendant sa vie, il le serait après sa mort, et ne se souvenait pas qu'on avait cassé le testament de son père.

D'ailleurs personne n'ignore avec quelle grandeur d'ame il vit approcher la mort, disant à madame de Maintenon : « J'avais cru qu'il était plus « difficile de mourir » ; et à ses domestiques : « Pour- « quoi pleurez-vous ? m'avez-vous cru immortel ? » donnant tranquillement ses ordres sur beaucoup de choses, et même sur sa pompe funèbre. Quiconque a beaucoup de témoins de sa mort, meurt toujours avec courage. Louis XIII, dans sa dernière maladie, avait mis en musique le *De profundis* qu'on devait chanter pour lui. Le courage d'esprit avec lequel Louis XIV vit sa fin fut dépouillé de cette ostentation répandue sur toute sa vie : ce courage

alla jusqu'à avouer ses fautes. Son successeur a toujours conservé écrites au chevet de son lit les paroles remarquables que ce monarque lui dit en le tenant sur son lit entre ses bras. Ces paroles ne sont point telles qu'elles sont rapportées dans toutes les histoires ; les voici fidèlement copiées :

« Vous allez être bientôt roi d'un grand royaume. « Ce que je vous recommande plus fortement est de « n'oublier jamais les obligations que vous avez à « Dieu : souvenez-vous que vous lui devez tout ce « que vous êtes. Tâchez de conserver la paix avec « vos voisins : j'ai trop aimé la guerre ; ne m'imitez « pas en cela, non plus que dans les trop grandes « dépenses que j'ai faites. Prenez conseil en toutes « choses, et cherchez à connaître le meilleur pour « le suivre toujours. Soulagez vos peuples le plutôt « que vous le pourrez, et faites ce que j'ai eu le « malheur de ne pouvoir faire moi-même, etc. »

Ce discours est très éloigné de la petitesse d'esprit qu'on lui impute dans quelques mémoires.

On lui a reproché d'avoir porté sur lui des reliques les dernieres années de sa vie. Ses sentiments étaient grands ; mais son confesseur, qui ne l'était pas, l'avait assujetti à ces pratiques peu convenables et aujourd'hui désusitées, pour l'assujettir plus pleinement à ses insinuations ; et d'ailleurs ces reliques, qu'il avait la faiblesse de porter, lui avaient été données par madame de Maintenon.

Quoique la vie et la mort de Louis XIV eussent été glorieuses, il ne fut pas aussi regretté qu'il le méritait. L'amour de la nouveauté, l'approche d'un temps de minorité où chacun se figurait une for-

tune, la querelle de la constitution qui aigrissait les esprits, tout fit recevoir la nouvelle de sa mort avec un sentiment qui allait plus loin que l'indifférence. Nous avons vu ce même peuple qui, en 1686, avait demandé au ciel avec larmes la guérison de son roi malade, suivre son convoi funebre avec des démonstrations bien différentes. On prétend que la reine sa mere lui avait dit un jour dans sa grande jeunesse : « Mon fils, ressemblez à votre « grand-pere, et non pas à votre pere ». Le roi en ayant demandé la raison : « C'est, dit-elle, qu'à la « mort de Henri IV on pleurait, et qu'on a ri à celle « de Louis XIII. »

Quoiqu'on lui ait reproché des petitesses, des duretés dans son zele contre le jansénisme, trop de hauteur avec les étrangers dans ses succès, de la faiblesse pour plusieurs femmes, de trop grandes sévérités dans des choses personnelles, des guerres légèrement entreprises, l'embrasement du Palatinat, les persécutions contre les réformés; cependant ses grandes qualités et ses actions, mises enfin dans la balance, l'ont emporté sur ses fautes : le temps, qui mûrit les opinions des hommes, a mis le sceau à sa réputation; et, malgré tout ce qu'on a écrit contre lui, on ne prononcera point son nom sans respect, et sans concevoir à ce nom l'idée d'un siecle éternellement mémorable. Si l'on considere ce prince dans sa vie privée, on le voit, à la vérité, trop plein de sa grandeur, mais affable; ne donnant point à sa mere de part au gouvernement, mais remplissant avec elle tous les devoirs d'un fils, et observant avec son épouse tous les dehors

de la bienséance; bon pere, bon maître, toujours décent en public, laborieux dans le cabinet, exact dans les affaires, pensant juste, parlant bien, et aimable avec dignité.

J'ai remarqué ailleurs qu'il ne prononça jamais les paroles qu'on lui fait dire, lorsque le premier gentilhomme de la chambre et le grand-maître de la garde-robe se disputaient l'honneur de le servir: « Qu'importe lequel de mes valets me serve »? Un discours si grossier ne pouvait partir d'un homme aussi poli et aussi attentif qu'il l'était, et ne s'accordait guere avec ce qu'il dit un jour au duc de la Rochefoucauld au sujet de ses dettes : « Que ne « parlez-vous à vos amis »? Mot bien différent, qui par lui-même valait beaucoup, et qui fut accompagné d'un don de cinquante mille écus.

Il n'est pas même vrai qu'il ait écrit au duc de la Rochefoucauld : « Je vous fais mon compliment, « comme votre ami, sur la charge de grand-maître « de la garde-robe, que je vous donne comme votre « roi ». Les historiens lui font honneur de cette lettre : c'est ne pas sentir combien il est peu délicat, combien même il est dur de dire à celui dont on est le maître qu'on est son maître : cela serait à sa place si on écrivait à un sujet qui aurait été rebelle; c'est ce que Henri IV aurait pu dire au duc de Maïenne avant l'entiere réconciliation. Le secrétaire du cabinet, Rose, écrivit cette lettre; et le roi avoit trop de bon goût pour l'envoyer. C'est ce bon goût qui lui fit supprimer les inscriptions fastueuses dont Charpentier, de l'académie française, avait chargé les tableaux de le Brun, dans la

galerie de Versailles, *l'incroyable passage du Rhin*, *la merveilleuse prise de Valenciennes, etc.* Le roi sentit que *la prise de Valenciennes*, *le passage du Rhin*, disaient davantage. Charpentier avoit eu raison d'orner d'inscriptions en notre langue les monuments de sa patrie ; la flatterie seule avait nui à l'exécution.

On a recueilli quelques réponses, quelques mots de ce prince, qui se réduisent à très peu de chose. On prétend que quand il résolut d'abolir en France le calvinisme, il dit : « Mon grand-pere aimait les « huguenots, et ne les craignait pas ; mon pere ne « les aimait point, et les craignait ; moi, je ne les « aime ni ne les crains. »

Ayant donné, en 1668, la place de premier président du parlement de Paris à M. de Lamoignon, alors maître des requêtes, il lui dit : « Si j'avais « connu un plus homme de bien et un plus digne « sujet, je l'aurais choisi ». Il usa à-peu-près des mêmes termes avec le cardinal de Noailles lorsqu'il lui donna l'archevêché de Paris. Ce qui fait le mérite de ces paroles c'est qu'elles étaient vraies, et qu'elles inspiraient la vertu.

On prétend qu'un prédicateur indiscret le désigna un jour à Versailles ; témérité qui n'est pas permise envers un particulier, encore moins envers un roi. On assure que Louis XIV se contenta de lui dire : « Mon pere, j'aime bien à prendre ma part « d'un sermon, mais je n'aime pas qu'on me la « fasse ». Que ce mot ait été dit ou non, il peut servir de leçon.

Il s'exprimait toujours noblement et avec pré-

cision, s'étudiant en public à parler comme à agir en souverain. Lorsque le duc d'Anjou partit pour aller régner en Espagne, il lui dit, pour marquer l'union qui allait désormais joindre les deux nations : « Il n'y a plus de Pyrénées. »

Rien ne peut assurément faire mieux connaître son caractere que le mémoire suivant, qu'on a tout entier écrit de sa main (1).

« Les rois sont souvent obligés à faire des choses « contre leur inclination, et qui blessent leur bon « naturel. Ils doivent aimer à faire plaisir, et il faut « qu'ils châtient souvent, et perdent des gens à qui « naturellement ils veulent du bien. L'intérêt de « l'état doit marcher le premier. On doit forcer son « inclination, et ne pas se mettre en état de se re- « procher, dans quelque chose d'importance, qu'on « pouvait faire mieux; mais quelques intérêts par- « ticuliers m'en ont empêché, et ont déterminé les « vues que je devais avoir pour la grandeur, le bien, « et la puissance de l'état. Souvent il y a des en- « droits qui font peine; il y en a de délicats qu'il « est difficile de démêler; on a des idées confuses. « Tant que cela est, on peut demeurer sans se dé- « terminer; mais dès que l'on se fixe l'esprit à quel- « que chose, et qu'on croit voir le meilleur parti, « il le faut prendre; c'est ce qui m'a fait réussir « souvent dans ce que j'ai entrepris: les fautes que « j'ai faites, et qui m'ont donné des peines infinies, « ont été par complaisance, et pour me laisser aller

(1) Il est déposé à la bibliotheque du roi depuis quelques années.

« trop nonchalamment aux avis des autres. Rien « n'est si dangereux que la faiblesse, de quelque na- « ture qu'elle soit. Pour commander aux autres, il « faut s'élever au-dessus d'eux; et après avoir en- « tendu ce qui vient de tous les endroits, on se doit « déterminer par le jugement, qu'on doit faire sans « préoccupation, et pensant toujours à ne rien or- « donner ni exécuter qui soit indigne de soi, du « caractere qu'on porte, ni de la grandeur de l'état. « Les princes qui ont de bonnes intentions et quel- « que connaissance de leurs affaires, soit par expé- « rience, soit par étude et une grande application à « se rendre capables, trouvent tant de différentes « choses par lesquelles ils se peuvent faire con- « naître, qu'ils doivent avoir un soin particulier et « une application universelle à tout. Il faut se gar- « der contre soi-même, prendre garde à son incli- « nation, et être toujours en garde contre son na- « turel. Le métier de roi est grand, noble, flatteur, « quand on se sent digne de bien s'acquitter de « toutes les choses auxquelles il engage; mais il « n'est pas exempt de peines, de fatigues, d'inquié- « tude. L'incertitude désespere quelquefois; et « quand on a passé un temps raisonnable à examiner « une affaire, il faut se déterminer et prendre le « parti qu'on croit le meilleur.

« Quand on a l'état en vue, on travaille pour soi; « le bien de l'un fait la gloire de l'autre : quand le « premier est heureux, élevé et puissant, celui qui « en est cause en est glorieux, et par conséquent « doit plus goûter que ses sujets, par rapport à lui « et à eux, tout ce qu'il y a de plus agréable dans

« la vie. Quand on s'est mépris, il faut réparer sa « faute le plus tôt qu'il est possible, et que nulle « considération n'en empêche, pas même la bonté.

« En 1671, un homme mourut, qui avait la « charge de secrétaire d'état, ayant le département « des étrangers : il était homme capable, mais non « pas sans défauts ; il ne laissait pas de bien remplir « ce poste, qui est très important.

« Je fus quelque temps à penser à qui je ferais « avoir cette charge ; et après avoir bien examiné, « je trouvai qu'un homme qui avait long-temps « servi dans des ambassades était celui qui la rem- « plirait le mieux (1).

« Je lui fis mander de venir. Mon choix fut ap- « prouvé de tout le monde ; ce qui n'arrive pas « toujours. Je le mis en possession de cette charge « à son retour. Je ne le connaissais que de réputa- « tion, et par les commissions dont je l'avais chargé, « et qu'il avait bien exécutées ; mais l'emploi que « je lui ai donné s'est trouvé trop grand et trop « étendu pour lui. Je n'ai pas profité de tous les « avantages que je pouvais avoir, et tout cela par « complaisance et bonté. Enfin il a fallu que je lui « ordonne de se retirer, parceque tout ce qui pas- « sait par lui perdait de la grandeur et de la force « qu'on doit avoir en exécutant les ordres d'un roi « de France. Si j'avais pris le parti de l'éloigner « plus tôt, j'aurais évité les inconvénients qui me « sont arrivés, et je ne me reprocherais pas que ma « complaisance pour lui a pu nuire à l'état. J'ai fait

(1) M. de Pompone.

« ce détail pour faire voir un exemple de ce que j'ai « dit ci-devant. »

Ce monument si précieux, et jusqu'à présent inconnu, dépose à la postérité en faveur de la droiture et de la magnanimité de son ame. On peut même dire qu'il se juge trop sévèrement, qu'il n'avait nul reproche à se faire sur M. de Pompone, puisque les services de ce ministre et sa réputation avaient déterminé le choix du prince, confirmé par l'approbation universelle; et s'il se condamne sur le choix de M. de Pompone, qui eut au moins le bonheur de servir dans les temps les plus glorieux, que ne devait-il pas se dire sur M. de Chamillart, dont le ministere fut si infortuné, et condamné si universellement?

Il avait écrit plusieurs mémoires dans ce goût, soit pour se rendre compte à lui-même, soit pour l'instruction du dauphin, duc de Bourgogne. Ces réflexions vinrent après les évènements. Il eût approché davantage de la perfection où il avait le mérite d'aspirer, s'il eût pu se former une philosophie supérieure à la politique ordinaire et aux préjugés; philosophie que, dans le cours de tant de siecles, on voit pratiquée par si peu de souverains, et qu'il est bien pardonnable aux rois de ne pas connaître, puisque tant d'hommes privés l'ignorent.

Voici une partie des instructions qu'il donne à son petit-fils Philippe V partant pour l'Espagne : il les écrivit à la hâte, avec une négligence qui découvre bien mieux l'ame qu'un discours étudié : on y voit le pere et le roi.

« Aimez les Espagnols et tous vos sujets attachés « à vos couronnes et à votre personne. Ne préférez « pas ceux qui vous flatteront le plus ; estimez ceux « qui, pour le bien, hasarderont de vous déplaire : « ce sont là vos véritables amis.

« Faites le bonheur de vos sujets ; et dans cette « vue, n'ayez de guerre que lorsque vous y serez « forcé, et que vous en aurez bien considéré et bien « pesé les raisons dans votre conseil.

« Essayez de remettre vos finances ; veillez aux « Indes et à vos flottes ; pensez au commerce : vivez « dans une grande union avec la France, rien n'étant « si bon pour nos deux puissances que cette union, « à laquelle rien ne pourra résister (1).

« Si vous êtes contraint de faire la guerre, met- « tez-vous à la tête de vos armées.

« Songez à rétablir vos troupes par-tout, et com- « mencez par celles de Flandre.

« Ne quittez jamais vos affaires pour votre plaisir ; « mais faites-vous une sorte de regle qui vous donne « des temps de liberté et de divertissement.

« Il n'y en a guere de plus innocents que la « chasse et le goût de quelque maison de campagne, « pourvu que vous n'y fassiez pas trop de dépense.

« Donnez une grande attention aux affaires quand « on vous en parle ; écoutez beaucoup dans le com- « mencement, sans rien décider.

« Quand vous aurez plus de connaissance, sou- « venez-vous que c'est à vous à décider ; mais, quel- « que expérience que vous ayez, écoutez toujours

(1) On voit qu'il se trompa dans cette conjecture.

« tous les avis et tous les raisonnements de votre « conseil avant que de faire cette décision.

« Faites tout ce qui vous sera possible pour bien « connaître les gens les plus importants, afin de « vous en servir à-propos.

« Tâchez que vos vice-rois et gouverneurs soient « toujours Espagnols.

« Traitez bien tout le monde ; ne dites jamais rien « de fâcheux à personne ; mais distinguez les gens « de qualité et de mérite.

« Témoignez de la reconnaissance pour le feu roi, « et pour tous ceux qui ont été d'avis de vous choi- « sir pour lui succéder.

« Ayez une grande confiance au cardinal Porto- « Carrero, et lui marquez le gré que vous lui savez « de la conduite qu'il a tenue.

« Je crois que vous devez faire quelque chose de « considérable pour l'ambassadeur qui a été assez « heureux pour vous demander, et pour vous saluer « le premier en qualité de sujet.

« N'oubliez pas Bedmar, qui a du mérite, et « qui est capable de vous servir.

« Ayez une entiere créance au duc d'Harcourt ; « il est habile homme et honnête homme, et ne « vous donnera des conseils que par rapport à vous.

« Tenez tous les Français dans l'ordre.

« Traitez bien vos domestiques, mais ne leur « donnez pas trop de familiarité, et encore moins « de créance. Servez-vous d'eux tant qu'ils seront « sages ; renvoyez-les à la moindre faute qu'ils fe- « ront, et ne les soutenez jamais contre les Espa- « gnols.

« N'ayez de commerce avec la reine douairiere « que celui dont vous ne pouvez vous dispenser. « Faites en sorte qu'elle quitte Madrid, et qu'elle « ne sorte pas d'Espagne. En quelque lieu qu'elle « soit, observez sa conduite, et empêchez qu'elle « ne se mêle d'aucune affaire. Ayez pour suspects « ceux qui auront trop de commerce avec elle.

« Aimez toujours vos parents : souvenez-vous de « la peine qu'ils ont eue à vous quitter ; conservez « un grand commerce avec eux dans les grandes « choses et dans les petites. Demandez-nous ce que « vous auriez besoin ou envie d'avoir qui ne se « trouve pas chez vous ; nous en userons de même « avec vous.

« N'oubliez jamais que vous êtes Français, et ce « qui peut vous arriver. Quand vous aurez assuré « la succession d'Espagne par des enfants, visitez « vos royaumes, allez à Naples et en Sicile, passez « à Milan, et venez en Flandre ; ce sera une occa- « sion de nous revoir. En attendant visitez la Cata- « logne, l'Arragon, et autres lieux : voyez ce qu'il y « aura à faire pour Ceuta.

« Jetez quelque argent au peuple quand vous se- « rez en Espagne, et sur-tout en entrant à Madrid.

« Ne paraissez pas choqué des figures extraordi- « naires que vous trouverez ; ne vous en moquez « point : chaque pays a ses manieres particulieres, « et vous serez bientôt accoutumé à ce qui vous pa- « raîtra d'abord le plus surprenant.

« Évitez, autant que vous pourrez, de faire des « graces à ceux qui donnent de l'argent pour les ob- « tenir. Donnez à propos et libéralement ; et ne

« recevez guere de présents, à moins que ce ne soit « des bagatelles. Si quelquefois vous ne pouvez « éviter d'en recevoir, faites-en de plus considé- « rables à ceux qui vous en auront donné, après « avoir laissé passer quelques jours.

« Ayez une cassette pour mettre ce que vous au- « rez de particulier, dont vous aurez seul la clef.

« Je finis par un des plus importants avis que je « puisse vous donner. Ne vous laissez pas gouver- « ner; soyez le maître : n'ayez jamais de favori ni « de premier ministre. Ecoutez, consultez votre « conseil, mais décidez. Dieu, qui vous a fait roi, « vous donnera les lumieres qui vous sont néces- « saires, tant que vous aurez de bonnes intentions. »

Louis XIV avait dans l'esprit plus de justesse et de dignité que de saillies ; et d'ailleurs on n'exige pas qu'un roi dise des choses mémorables, mais qu'il en fasse. Ce qui est nécessaire à tout homme en place, c'est de ne laisser sortir personne mécontent de sa présence, et de se rendre agréable à tous ceux qui l'approchent. On ne peut faire du bien à tout moment, mais on peut toujours dire des choses qui plaisent. Il s'en était fait une heureuse habitude : c'était, entre lui et sa cour, un commerce continuel de tout ce que la majesté peut avoir de graces, sans jamais se dégrader, et de tout ce que l'empressement de servir et de plaire peut avoir de finesse, sans l'air de la bassesse. Il était, sur-tout avec les femmes, d'une attention et d'une politesse qui augmentait encore celle de ses courtisans ; et il ne perdit jamais l'occasion de dire aux hommes de ces choses qui flattent l'amour-propre en exci-

tant l'émulation, et qui laissent un long souvenir.

Un jour madame la duchesse de Bourgogne, encore fort jeune, voyant à souper un officier qui était très laid, plaisanta beaucoup et très haut sur sa laideur. « Je le trouve, madame, dit le roi encore plus haut, un des plus beaux hommes de « mon royaume; car c'est un des plus braves. »

Un officier général, homme un peu brusque, et qui n'avait pas adouci son caractere dans la cour même de Louis XIV, avait perdu un bras dans une action, et se plaignait au roi, qui l'avait pourtant récompensé autant qu'on peut le faire pour un bras cassé : « Je voudrais avoir perdu aussi l'autre, dit-« il, et ne plus servir votre majesté. — J'en serais « bien fâché pour vous et pour moi, lui répondit « le roi »; et ce discours fut suivi d'une grace qu'il lui accorda. Il était si éloigné de dire des choses désagréables, qui sont des traits mortels dans la bouche d'un prince, qu'il ne se permettait pas même les plus innocentes et les plus douces railleries, tandis que des particuliers en font tous les jours de si cruelles et de si funestes.

Il se plaisait et se connaissait à ces choses ingénieuses, aux impromptus, aux chansons agréables; et quelquefois même il faisait sur-le-champ de petites parodies sur les airs qui étaient en vogue, comme celle-ci :

Chez mon cadet de frere
Le chancelier Serrant
N'est pas trop nécessaire;
Et le sage Boifranc
Est celui qui sait plaire.

et cette autre qu'il fit en congédiant un jour le conseil :

Le conseil à ses yeux a beau se présenter;
Sitôt qu'il voit sa chienne, il quitte tout pour elle :
Rien ne peut l'arrêter
Quand la chasse l'appelle.

Ces bagatelles servent au moins à faire voir que les agréments de l'esprit faisaient un des plaisirs de sa cour, qu'il entrait dans ces plaisirs, et qu'il savait dans le particulier vivre en homme, aussi-bien que représenter en monarque sur le théâtre du monde.

Sa lettre à l'archevêque de Reims, au sujet du marquis de Barbesieux, quoiqu'écrite d'un style extrêmement négligé, fait plus d'honneur à son caractere que les pensées les plus ingénienses n'en auraient fait à son esprit. Il avait donné à ce jeune homme la place de secrétaire d'état de la guerre, qu'avait eue le marquis de Louvois, son pere : bientôt, mécontent de la conduite de son nouveau secrétaire d'état, il veut le corriger sans le trop mortifier : dans cette vue il s'adresse à son oncle, l'archevêque de Reims ; il le prie d'avertir son neveu. C'est un maître instruit de tout, c'est un pere qui parle.

« Je sais, dit-il, ce que je dois à la mémoire de « M. de Louvois ; mais si votre neveu ne change de « conduite, je serai forcé de prendre un parti. J'en « serai fâché ; mais il en faudra prendre un. Il a des « talents ; mais il n'en fait pas un bon usage. Il « donne trop souvent à souper aux princes au lieu « de travailler ; il néglige les affaires pour ses plai-

« sirs ; il fait attendre trop long-temps les officiers « dans son antichambre ; il leur parle avec hauteur, « et quelquefois avec dureté. »

Voilà ce que ma mémoire me fournit de cette lettre, que j'ai vue autrefois en original : elle fait bien voir que Louis XIV n'était pas gouverné par ses ministres, comme on l'a cru, et qu'il savait gouverner ses ministres.

Il aimait les louanges ; et il est à souhaiter qu'un roi les aime, parcequ'alors il s'efforce de les mériter : mais Louis XIV ne les recevait pas toujours, quand elles étaient trop fortes. Lorsque notre académie, qui lui rendait toujours compte des sujets qu'elle proposait pour ses prix, lui fit voir celui-ci : « Quelle est, de toutes les vertus du roi, celle qui « mérite la préférence »? le roi rougit, et ne voulut pas qu'un tel sujet fût traité. Il souffrit les prologues de Quinault ; mais c'était dans les beaux jours de sa gloire, dans le temps où l'ivresse de la nation excusait la sienne. Virgile et Horace par reconnaissance, et Ovide par une indigne faiblesse, prodiguerent à Auguste des éloges plus forts, et, si on songe aux proscriptions, bien moins mérités.

Si Corneille avait dit dans la chambre du cardinal de Richelieu, à quelqu'un des courtisans, « Dites à M. le cardinal que je me connais mieux en « vers que lui », jamais ce ministre ne lui eût pardonné ; c'est pourtant ce que Despréaux dit tout haut du roi, dans une dispute qui s'éleva sur quelques vers que le roi trouvait bons, et que Despréaux condamnait. « Il a raison, dit le roi ; il s'y connaît « mieux que moi. »

Le duc de Vendôme avait auprès de lui Villiers, un de ces hommes de plaisirs qui se font un mérite d'une liberté cynique; il le logeait à Versailles dans son appartement: on l'appelait communément Villiers-Vendôme. Cet homme condamnait hautement tous les goûts de Louis XIV, en musique, en peinture, en architecture, en jardins. Le roi plantait-il un bosquet, meublait-il un appartement, construisait-il une fontaine, Villiers trouvait tout mal entendu, et s'exprimait en termes peu mesurés. « Il est étrange, disait le roi, que Villiers ait choisi « ma maison pour venir s'y moquer de tout ce que « je fais ». L'ayant rencontré un jour dans les jardins, « Hé bien! lui dit-il en lui montrant un de ses nouveaux ouvrages, « cela n'a donc pas le « bonheur de vous plaire »? « Non, répondit Vil- « liers ». « Cependant, reprit le roi, il y a bien des « gens qui n'en sont pas si mécontents ». « Cela peut « être, repartit Villiers, chacun a son avis ». Le roi, en riant, répondit: « On ne peut pas plaire à tout « le monde. »

Un jour Louis XIV jouant au trictrac, il y eut un coup douteux: on disputait; les courtisans demeuraient dans le silence: le comte de Grammont arrive. « Jugez-nous, lui dit le roi ». « Sire, c'est « vous qui avez tort, dit le comte ». « Et comment « pouvez-vous me donner le tort avant de savoir ce « dont il s'agit »? « Eh! sire, ne voyez-vous pas que, « pour peu que la chose eût été seulement douteuse, « tous ces messieurs vous auraient donné gain de « cause »?

Le duc d'Antin se distingua dans ce siecle par

un art singulier, non pas de dire des choses flatteuses, mais d'en faire. Le roi va coucher à Petit-Bourg; il y critique une grande allée d'arbres qui cachait la vue de la riviere : le duc d'Antin la fait abattre pendant la nuit. Le roi, à son réveil, est étonné de ne plus voir ces arbres qu'il avait condamnés. « C'est parceque votre majesté les a con-« damnés qu'elle ne les voit plus, répond le duc. »

Nous avons aussi rapporté ailleurs que le même homme ayant remarqué qu'un bois assez grand, au bout du canal de Fontainebleau, déplaisait au roi, prit le moment d'une promenade, et, tout étant préparé, il se fit donner un ordre de couper ce bois, et on le vit dans l'instant abattu tout entier. Ces traits sont d'un courtisan ingénieux, et non pas d'un flatteur.

On a accusé Louis XIV d'un orgueil insupportable, parceque la base de sa statue, à la place des Victoires, est entourée d'esclaves enchaînés. Mais ce n'est point lui qui fit ériger cette statue, ni celle qu'on voit à la place de Vendôme. Celle de la place des Victoires est le monument de la grandeur d'ame et de la reconnaissance du premier maréchal de la Feuillade pour son souverain : il y dépensa cinq cents mille livres, qui font près d'un million aujourd'hui; et la ville en ajouta autant pour rendre la place réguliere. Il paraît qu'on a eu également tort d'imputer à Louis XIV le faste de cette statue, et de ne voir que de la vanité et de la flatterie dans la magnanimité du maréchal.

On ne parlait que de ces quatre esclaves ; mais ils figurent des vices domtés, aussi-bien que des na-

tions vaincues; le duel aboli, l'hérésie détruite: les inscriptions le témoignent assez; elles célebrent aussi la jonction des mers, la paix de Nimegue; elles parlent de bienfaits plus que d'exploits guerriers. D'ailleurs c'est un ancien usage des sculpteurs de mettre des esclaves au pied des statues des rois. Il vaudrait mieux y représenter des citoyens libres et heureux; mais enfin on voit des esclaves aux pieds du clément Henri IV et de Louis XIII, à Paris; on en voit à Livourne sous la statue de Ferdinand de Médicis, qui n'enchaîna assurément aucune nation; on en voit à Berlin sous la statue d'un électeur qui repoussa les Suédois, mais qui ne fit point de conquêtes.

Les voisins de la France, et les Français eux-mêmes, ont rendu très injustement Louis XIV responsable de cet usage. L'inscription *Viro immortali*, « à l'homme immortel », a été traitée d'idolâtrie; comme si ce mot signifiait autre chose que l'immortalité de sa gloire! L'inscription de Viviani, à sa maison de Florence, *Aedes à Deo datæ*, « maison donnée par un Dieu », serait bien plus idolâtre: elle n'est pourtant qu'une allusion au surnom de Dieu-donné, et au vers de Virgile, *Deus nobis hæc otia fecit.*

A l'égard de la statue de la place de Vendôme, c'est la ville qui l'a érigée: les inscriptions latines qui remplissent les quatre faces de la base, sont des flatteries plus grossieres que celles de la place des Victoires. On y lit que Louis XIV ne prit jamais les armes que malgré lui. Il démentit bien solennellement cette adulation, au lit de la mort, par

des paroles dont on se souviendra plus long-temps que de ces inscriptions ignorées de lui, et qui ne sont que l'ouvrage de la bassesse de quelques gens de lettres.

Le roi avait destiné les bâtiments de cette place pour sa bibliotheque publique. La place était plus vaste ; elle avait d'abord trois faces qui étaient celles d'un palais immense, dont les murs étaient déja élevés, lorsque le malheur des temps, en 1701, força la ville de bâtir des maisons de particuliers sur les ruines de ce palais commencé. Ainsi le Louvre n'a point été fini ; ainsi la fontaine et l'obélisque que Colbert voulait faire élever vis-à-vis le portail de Perrault, n'ont paru que dans les dessins ; ainsi le beau portail de Saint-Gervais est demeuré offusqué, et la plupart des monuments de Paris laissent des regrets.

La nation desirait que Louis XIV eût préféré son Louvre et sa capitale au palais de Versailles, que le duc de Créqui appelait un favori sans mérite. La postérité admire avec reconnaissance ce qu'on a fait de grand pour le public ; mais la critique se joint à l'admiration, quand on voit ce que Louis XIV a fait de superbe et de défectueux pour sa maison de campagne.

Il résulte de tout ce qu'on vient de rapporter, que ce monarque aimait en tout la grandeur et la gloire. Un prince qui, ayant fait d'aussi grandes choses que lui, serait encore simple et modeste, serait le premier des rois, et Louis XIV le second.

S'il se repentit en mourant d'avoir entrepris légèrement des guerres, il faut convenir qu'il ne ju-

geait point par les évènemeuts ; car de toutes ses guerres, la plus juste et la plus indispensable, celle de 1701, fut la seule malheurense.

Il eut de son mariage, outre Monseigueur, deux fils et trois filles, morts daus l'eufauce. Ses amours furent plus heureux ; il n'y eut que deux de ses enfants uaturels qui moururent au berceau ; huit autres vécureut légitimés, et cinq eurent postérité. Il eut eucore d'uue demoiselle attachée à madame de Montespau une fille nou reconnue, qu'il maria à uu gentilhomme d'auprès de Versailles, nommé de la Queuë.

On soupçouua, avec beauconp de vraisemblance, une religieuse de l'abbaye de Moret d'être sa fille : elle était extrêmement basanée, et d'ailleurs lui ressemblait. Le roi lui donua vingt mille écus de dot en la plaçaut dans ce couvent. L'opinion qu'elle avait de sa uaissauce lui donnait un orgueil dout ses supérieures se plaignirent. Madame de Maintenon, dans un voyage de Fontaiuebleau, alla au couvent de Moret ; et voulant inspirer plus de modestie à cette religieuse, elle fit ce qu'elle put pour lui ôter l'idée qui nourrissait sa fierté. « Ma« dame, lui dit cette personne, la peine que prend « une dame de votre élévation de venir exprès ici « me dire que je ne suis pas fille du roi, me per« suade que je le suis ». Le couvent de Moret se souvient encore de cette auecdote.

Taut de détails pourraient rebuter un philosophe ; mais la curiosité, cette faiblesse si commune aux hommes, cesse presque d'en être nue, quand elle a pour objet des temps et des hommes qui attirent les regards de la postérité.

TABLE DES PIECES

CONTENUES

DANS LE SECOND VOLUME.

CHAP. XVII. Traite avec la Savoie. Mariage du duc de Bourgogne. Paix de Rysvick. Etat de la France et de l'Europe. Mort et testament de Charles II, roi d'Espagne. Page 5

CHAP. XVIII. Guerre mémorable pour la succession à la monarchie d'Espagne. Conduite des ministres et des généraux jusqu'en 1703. 37

CHAP. XIX. Perte de la bataille de Bleinheim ou d'Hochstet; et ses suites. 63

CHAP. XX. Pertes en Espagne : pertes des batailles de Ramillies et de Turin, et leurs suites. 73

CHAP. XXI. Suite des disgraces de la France et de l'Espagne. Louis XIV envoie son principal ministre demander la paix. Bataille de Malplaquet perdue, etc. 87

CHAP. XXII. Louis XIV continue à demander la paix et à se défendre. Le duc de Vendôme affermit le roi d'Espagne sur le trône. 112

CHAP. XXIII. Victoire du maréchal de Villars à Dénain. Rétablissement des affaires. Paix générale. 125

CHAP. XXIV. Tableau de l'Europe depuis la paix d'Utrecht jusqu'à la mort de Louis XIV. 140

CHAP. XXV. Particularités et anecdotes du regne de Louis XIV. 146

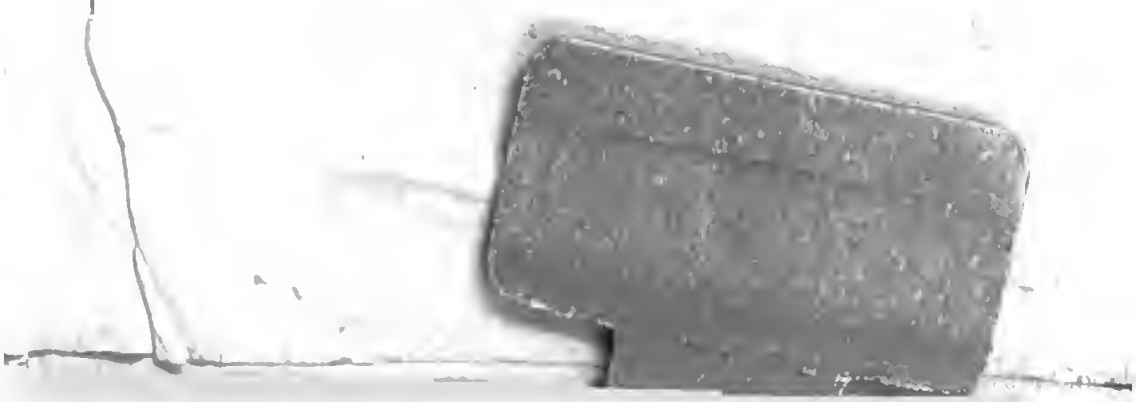
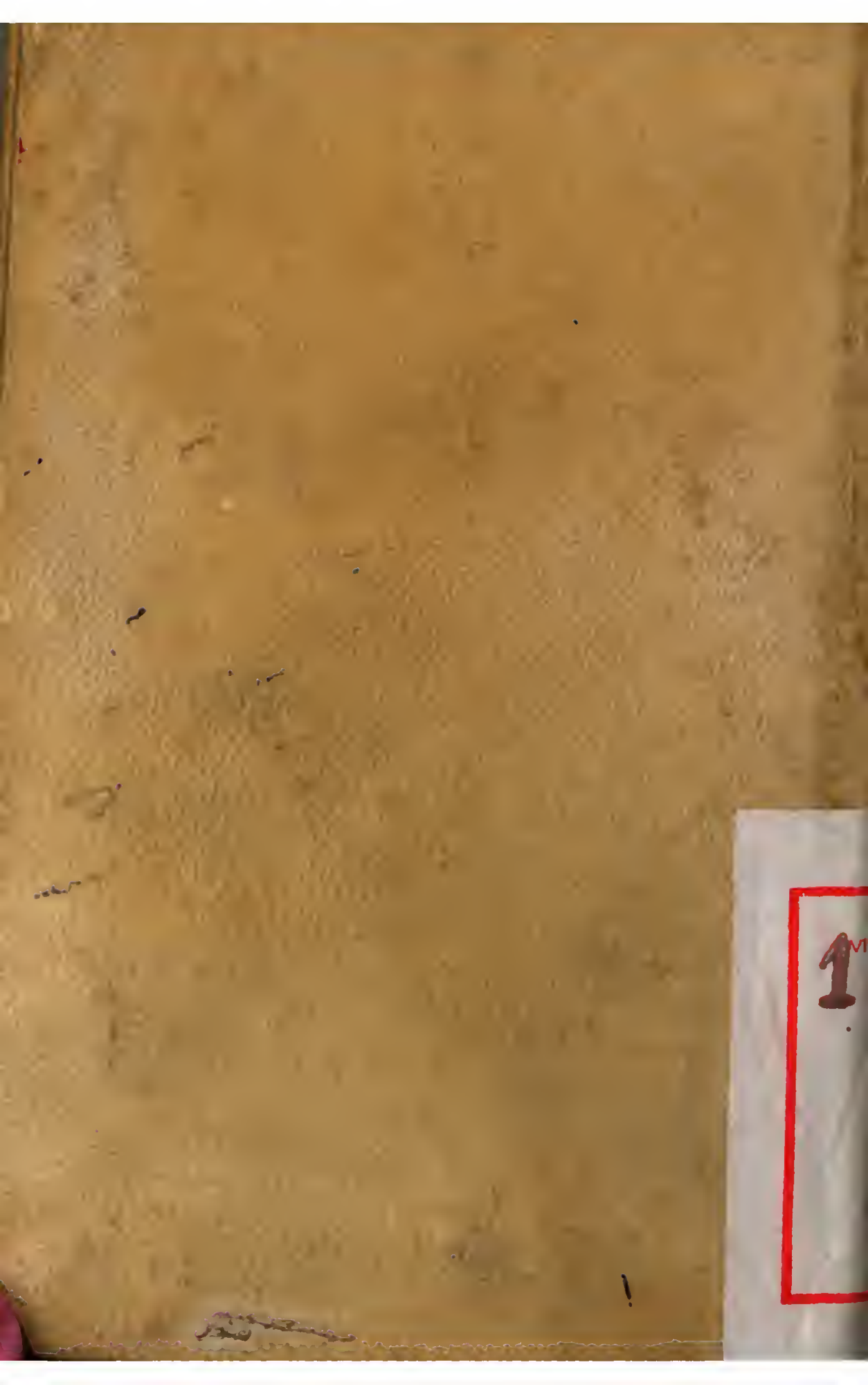
CHAP. XXVI. Suite des particularités et anecdotes. 180

CHAP. XXVII. Suite des particularités et anecdotes. 203

CHAP. XXVIII. Suite des anecdotes. 223

FIN DU TOME SECOND.

VA1
153682

Digitized by Google

142 E 47.